

Université Panthéon-Assas

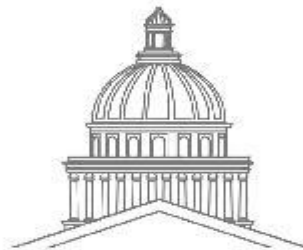
Institut Français de Presse (IFP)

Mémoire de Master Médias, Langages et Sociétés
dirigé par Frédéric Lambert

Mémoire de master 2 Médias, Langages et Sociétés / Septembre 2020

Scandale au Yémen : quelle médiatisation pour un conflit complexe ?

Analyse du traitement médiatique par le prisme de la presse française de 2015 à nos jours



UNIVERSITÉ PARIS II
PANTHÉON-ASSAS

Auteur : Sahra Iskounen

Sous la direction de Fabrice d'Almeida

Date de dépôt : 7 septembre 2020

Remerciements

Je mentirais si je disais que ce fut un projet aisé. La rédaction d'un mémoire est généralement un exercice long et fastidieux exigeant une certaine précision et un travail intellectuel de la part de l'auteur. Ainsi, je tiens à exprimer par le biais de ce mémoire mes vifs remerciements à toutes les personnes ayant contribué de près ou de loin à ce long travail de recherche.

Je remercie dans un premier temps mon directeur de recherche, Monsieur Fabrice d'Almeida pour son accompagnement tout au long de ce projet, ses conseils prodigués, la pertinence de ses remarques, ses suggestions à l'origine de mes réflexions, son enthousiasme intellectuel ainsi que pour sa disponibilité.

Je tiens à remercier Véronique de Viguerie et Geoffrey Livolsi qui ont accepté de m'accorder un peu de leur temps pour répondre à mes questions afin de m'aider à élucider ce sujet si complexe.

Je remercie également ma famille et mes amis pour leur soutien, leurs encouragements et leurs précieuses recommandations.

Enfin, que tous ceux qui ont contribué à mener à bien ce mémoire trouvent ici l'expression de ma parfaite considération.

Avertissement

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Résumé :

Le Yémen est ravagé depuis cinq ans par une guerre opposant les Houthistes (rebelles chiïtes) soutenus par l'Iran et les forces gouvernementales du Président Hadi portées par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite.

A l'heure de la mondialisation, l'actualité internationale prend une place importante au sein des systèmes d'information. Cependant, face à ce flux de nouvelles constant, les médias opèrent des choix en s'appuyant sur une règle déterminante « qu'est ce qui va intéresser le lecteur ? ». C'est à partir de cela que certaines informations sont mises sur le devant de la scène tandis que d'autres font l'objet d'un traitement médiatique moindre voire inexistant.

Le Yémen, à l'abri des regards extérieurs est devenu le théâtre de multiples conflits enchevêtrés. Fréquemment associé aux sujets relatifs au terrorisme et à la violence au sein des médias traditionnels et internationaux, la complexité des réalités yéménites ont pour conséquence, la réduction des couvertures médiatiques aux stéréotypes. Pays fermé, inaccessible aux journalistes étrangers ou aux correspondants yéménites des médias, la transmission de l'information est depuis plusieurs années réduite au silence. Alors que le conflit armé est souvent décrit comme une « guerre cachée » ou une « guerre oubliée », les organisations non gouvernementales (ONG) et les médias indépendants réclament que l'on en parle davantage afin de pallier l'omerta et le halo de silence qui l'entourent.

Mots clés : Yémen, guerre, conflit, medias, presse, France, religion, visibilité, occultation, Arabie saoudite, Iran, ONG

*C'est un trou de verdure où chante une rivière,
Accrochant follement aux herbes des haillons
D'argent ; où le soleil, de la montagne fière,
Luit : c'est un petit val qui mousse de rayons.*

*Un soldat jeune, bouche ouverte, tête nue,
Et la nuque baignant dans le frais cresson bleu,
Dort ; il est étendu dans l'herbe, sous la nue,
Pâle dans son lit vert où la lumière pleut.*

*Les pieds dans les glaïeuls, il dort. Souriant comme
Sourirait un enfant malade, il fait un somme :
Nature, berce-le chaudement : il a froid.*

*Les parfums ne font pas frissonner sa narine ;
Il dort dans le soleil, la main sur sa poitrine,
Tranquille. Il a deux trous rouges au côté droit.*

Arthur Rimbaud, Le Dormeur du Val

Introduction

Comme l'a très justement souligné Patrick Evano :

Depuis la première Guerre Mondiale, la guerre demeure une matière journalistique exceptionnelle; on peut la regretter car la guerre reste avant tout meurtrière, destructrice de vies humaines, de relations sociales et culturelles, de biens et de produits. Mais c'est justement à cause des ravages humains et matériels qu'elle produit que la guerre exerce une attraction médiatique hors norme¹.

C'est donc en cela qu'elle engendre une forte mobilisation médiatique dans laquelle les rédactions s'engagent dans un conflit et usent de moyens remarquables pour couvrir un événement dans le but de répondre à une demande toujours plus croissante des spectateurs avides d'informations. Néanmoins, il est important de noter que les guerres n'entraînent pas des mobilisations médiatiques similaires et n'engendrent pas le même intérêt du public. On parle alors de « loi de la proximité » ou « loi du nombre de mort/kilomètre » qui « veut que vous ayez beaucoup plus de chances d'entendre parler d'un mort à proximité de chez vous que de 10 000 à plusieurs milliers de kilomètres² ». À cette loi de la proximité s'ajoute également la proximité géographique ou non du conflit en question. En effet, l'intérêt du public est également provoqué selon cette dernière ainsi que l'engagement ou non de notre armée et de notre pays. Avec l'essor des moyens de communication et d'information et à l'heure de la mondialisation, l'actualité internationale ne cesse de s'intensifier. Cependant, nous observons facilement une hiérarchie de cette information. Alors que les pays occidentaux sont souvent mis sur le devant de la scène, d'autres, lointains et peu développés souffrent d'une médiatisation « silencieuse » voire réduite à néant. Par conséquent, cette hiérarchisation tend indéniablement à déterminer subtilement l'importance et la place accordée en volume de colonnes à l'actualité de chaque pays.

¹ EVENO Patrick, *Guerre et médias, De la Grande Guerre à aujourd'hui*, 2014

² Entretien avec François Robinet accessible à l'adresse suivante : <https://larevedesmedias.ina.fr/la-loi-du-nombre-de-morts-kilometre-est-pas-automatique>

Pour comprendre les réalités yéménites et le degré de médiatisation du conflit, il est important de revenir sur la complexité de son histoire. Depuis 2004, point de départ du début de la rébellion des houthistes (nom tiré de leur leader Hussein Badreddine al-Houthi, mort en 2004 et remplacé par son frère Abdul-Malik al-Houthi), ainsi que la Guerre de Saada qui l'a suivi, le Yémen est plongé dans un extrême chaos. Ces derniers qui s'estiment à la fois marginalisés et portés par le renouveau du sentiment zaydite, s'emparèrent d'armes dans l'unique but de revenir au *statut quo* d'autonomie qui les définissaient avant 1962³. Sept ans plus tard, en 2011, le Printemps arabe était témoin de la succession de divers autocrates à la tête de certains États du monde arabo-musulman détrônés les uns après les autres. Ce mouvement historique ayant trouvé un fort écho au Yémen, provoqua dès lors la chute et la fuite du Président Ali Abdallah Saleh qui régnait sur le Yémen du Sud depuis 1978 ainsi que sur tout le pays dès les années 90. C'est alors que Abdrabbo Mansour Hadi, nouveau Président élu du Yémen proposa une évolution du pays vers une forme dite « fédérale » et refusait de donner à leur région un accès à la mer, source de profits grâce aux différents trafics, ce qui mis fin aux subventions pétrolières. Ainsi, profitant de la faiblesse du nouveau pouvoir mis en place, les Houthis, dans un esprit revanchard suite à leur déconvenue provoquée par la Guerre de Saada et l'absence de prise en compte de leurs revendications, envahirent le palais présidentiel et s'emparèrent du port d'Aden provoquant la fuite du Président Madi. Une réponse immédiate de l'Arabie saoudite fut donnée, qui, en 2015 lança l'opération « Tempête décisive », le pays voyant dans les Houthis, un *proxy* de l'Iran dans la région. Ainsi, dans une course effrénée dans la lutte pour l'hégémonie régionale, elle se refusait de voir ses frontières tomber aux mains de rebelles houthistes. Par conséquent, en pilonnant les positions houthistes par des bombardements forcenés et en soutenant les forces loyalistes du Sud (à majorité sunnites), l'intervention saoudienne engendra la destruction totale du pays ainsi que l'activation de sa fracture en diverses entités. C'est alors que le Yémen devint un État défaillant. En août 2015, après un blocus ravageur et de nombreux mois d'intenses bombardements, la situation est telle que le responsable du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) décrivait le contexte au Yémen comme « pire que la guerre civile syrienne après cinq années de combats ». Si cette déclaration peut paraître abusive, il n'en demeure pas moins

³ Date à laquelle le Royaume mutawakkilite du Yémen fondé par l'imam Yahya Muhammad Hamid ed-Din — d'où le terme d'imamat — céda la place à la République arabe du Yémen (ou Yémen du Nord) soutenue par l'Égypte de Gamal Abdel Nasser au prix d'une féroce guerre civile opposant royalistes et républicains

que la conjoncture yéménite reste problématique. En effet, des milliers de personnes sont mortes de maladies liées à la malnutrition (dont 85 000 enfants de moins de cinq ans), plus de 60 000 individus ont été tués durant la guerre. À cela s'ajoutent les 20 millions de Yéménites en état de faim chronique dont 15 millions d'entre eux sont proches de la tombe. En 2017, plus d'un million de cas de choléra ont été recensés. Dans certains cas, des villes sont assiégées comme Taëz (au Sud-Ouest du pays), ici par les Houthis — les convois, quels qu'ils soient et notamment ceux humanitaires sont impossibles car les miliciens en ferment l'accès. Selon un rapport du Groupe d'experts éminents sur le Yémen de l'ONU, au sein des régions qu'ils contrôlent, les acteurs du conflit se livrent à des crimes de guerres, des trafics en tout genre, des viols, des tortures, des enrôlements d'enfants, des disparitions forcées et autres brutalités.

En quatre fractions bien délimitées qui se font face, le Yémen est aujourd'hui un pays fracturé. Au Nord-Ouest, les Houthis qui contrôlent le « Yémen utile », le Sud-Ouest et le centre du pays sont contrôlés par les forces loyalistes du Président Hadi, le Conseil de transition du Sud contrôle quant à lui le Sud du Pays ainsi qu'Aden, et Hadramaout (la région désertique du pays) est contrôlée par l'État islamique ainsi qu'Al-Qaïda dans la péninsule islamique (AQMI puis Ansar al-Charia aujourd'hui). Ces divers territoires ne relèvent plus de l'autorité étatique qui y brille par son absence, si tant est qu'elle existe encore. Le seul pouvoir existant dans les zones contrôlées par les loyalistes est celui de potentats locaux, chefs de tribus ou seigneurs de guerre, qui s'impliquent plus ou moins dans la gestion du bien-être des populations sous leur contrôle. La sécurité y est assurée par des milices salafistes entraînées et financées par les Emirats Arabes Unis (EAU) qui dirigent des zones plus ou moins grandes. Au Sud du pays, le Conseil de transition financé par les EAU fait la promotion de l'indépendance de leur région, historiquement plus occidentalisée et cosmopolite que le reste du pays du fait de la colonisation britannique. Ce dernier ne supportant plus la radicalisation religieuse de la société yéménite s'active vivement pour faire sécession, accélérant ainsi la désintégration du pays.

Dès lors, la problématique abordée au cours de ce travail de recherche tentera de comprendre pourquoi il est souvent question de « guerre oubliée » ou de « conflit occulté » lorsque l'on aborde le Yémen. Ainsi, nous verrons pourquoi et en quoi le pays n'apparaît que par intermittence dans l'actualité française et plus particulièrement dans la presse.

L'état de recherche sur la faible médiatisation du Yémen dans la presse française étant quasiment nul, il m'a alors semblé intéressant de soulever cette question. Afin de réaliser ce travail, j'ai donc choisi de mener cette analyse à travers le prisme de différents quotidiens français à savoir : *Le Monde*, *Libération* et *Le Figaro*. Cette sélection s'explique par la forte légitimité de ces titres du fait de leur histoire, de leur ancienneté et de leur large diffusion. Elle se justifie également par le souci d'obtenir une certaine diversité en termes de positionnement politique. En effet, le premier fondé par Hubert Beuve-Méry dont la ligne éditoriale est de centre-gauche; le second appartenant au groupe Altice est de gauche, enfin, le dernier appartenant au groupe Dassault dont la ligne éditoriale est de droite. Après la sélection et la justification de ce choix de quotidiens français, un travail d'archives a été réalisé afin de recenser tous les articles évoquant de près ou de loin, de manière directe ou indirecte le Yémen. L'élaboration du corpus a par conséquent été réalisée à partir de la collecte des articles des médias précédemment cités. Cependant, au vu de la quantité importante des articles du corpus initial, il a été jugé nécessaire de sélectionner quelques articles représentatifs pour mener à bien cette étude. Quant aux bornes chronologiques (2015-2020), elles ont été choisies dans la mesure où la première date coïncide avec l'intervention d'une coalition régionale menée par l'Arabie saoudite, soit le début de l'offensive militaire « Tempête décisive ».

Il s'agira tout au long de ce travail de rendre compte de la visibilité de la guerre au Yémen dans les trois quotidiens sélectionnés en interrogeant les raisons de l'indifférence internationale vis-à-vis de la guerre destructrice au Yémen et en soulignant combien le pays souffre d'une marginalisation au niveau arabe et mondial.

Dans un premier temps, nous nous attacherons à élucider le contexte de la guerre afin de comprendre pourquoi les adjectifs « oublié » et « occulté » qualifient souvent la guerre au Yémen en prenant compte des réalités du pays. Dans une seconde partie, nous analyserons la place accordée au Yémen dans la presse française, plus particulièrement dans les trois quotidiens d'information générale. Si une mise en visibilité est observable, il n'en demeure pas moins que la guerre à proprement parlé est très largement marginalisée. Enfin, nous étudierons comment et par quel biais le conflit yéménite tente de sortir de ce halo de silence en nous intéressant aux organisations non gouvernementales ainsi qu'aux médias

alternatifs, soucieux de rendre publiques des voix singulières afin de rompre l'isolement du pays.

I. Yémen : un pays et une guerre oubliés peu médiatisés

La pierre s'erosde, l'homme ne change pas.

Proverbe yéménite

1. Un conflit et une réalité complexe pour être relayés ?

1.1 De la fracture identitaire...

Le Yémen est un pays arabe de langue arabe dont la capitale est Sanaa, celle-ci se trouvant au Sud de la péninsule Arabique. Sa côte ouest donne un débouché sur la Mer Rouge avec le détroit de Bab-el-Mandeb ainsi que sur l'Océan Indien, à proximité du détroit d'Ormuz. Une localisation souvent considérée comme stratégique. Il abrite 30,5 millions d'habitants⁴ partagés entre des populations sunnites et zaydites. Suite à l'islamisation du pays découlant de l'unification de la péninsule Arabique par le prophète Mahomet et l'apparition de cette religion par l'imam Ali, le Yémen fut soumis tour à tour à l'autorité des Omeyyades, des Abbasides, des Ayyoubides, des Rassoulides, des Tahirides puis des Ottomans, tout en formant au Nord, un État plus ou moins autonome. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'imamat zaydite est déstabilisé par une fronde socio-économique réclamant libertés civiles et modernisation d'un pays submergé par un mortifère archaïsme ; conséquence d'une politique d'autarcie menée plusieurs décennies auparavant. Le Parti des Yéménites libres ou nationalistes arabes apparu dans son sillage, décide alors de faire pression sur le régime en assassinant l'imam Yahya en 1948 et s'emparant de Sanaa. À la suite de quoi, une charte mettant en place une monarchie constitutionnelle fut promulguée. Nonobstant, la reprise en main d'un pouvoir autoritaire

par le fils du défunt imam, Ahmed ben Yahya, fait échouer le projet. A sa mort, en 1962, le pouvoir fut laissé à son fils, Muhammad al-Badr qui ne régna que dix jours. Populaire dans le monde arabe, le panarabisme *nassérien* influence un grand nombre des officiers de l'armée de l'imamat à tel point que le 27 septembre 1962, ces derniers menés par le colonel al-Sallah proclament la République du Yémen⁵ en renversant le dernier imam zaydite; également appelé Yémen du Nord. Un événement considéré comme l'embryon de la cataclysmique guerre civile de sept ans qui a vu s'affronter les Républicains (soutenus par l'Égypte) usant massivement d'armes chimiques⁶ et les loyalistes zaydistes (soutenus par l'Arabie saoudite), fortement opposée au panarabisme *nassérien*. Un régime autoritaire « le Congrès populaire » administré par les militaires est alors instauré à la suite de cette guerre. Le désormais Président Abdullah al-Sallah établit le décret n°7 selon lequel « la création de partis politiques ou toute activité partisane de quelque sorte qu'elle soit » est strictement interdite⁷. Le Yémen devient alors un alliage de conservatisme et d'autoritarisme *nassérien* où la Constitution fait du pays « un État arabe et islamique⁸ » et de la Charia « la source de toutes les lois⁹ ». Ainsi, sur le plan international, le pays converge vers les monarchies conservatrices, l'Arabie saoudite cherchant frénétiquement à le dominer afin d'éviter une quelconque pénétration de Nasser. Dès lors, afin d'empêcher un nouveau bouleversement, le pays de la reine de Saba atteste son non-alignement pacifique et sa neutralité. Néanmoins, une instabilité politique chronique rattrape rapidement le Yémen du Nord. Avant l'arrivée d'Ali Abdallah Saleh au pouvoir, quatre présidents se succédèrent dans des contextes extrêmement violents. Un règne de plus de trente ans commence (1978-2012) jalonné par la corruption, le sous-développement, la violence, le clientélisme tribal, l'arriération politique la plus frappante du monde arabe. Le paroxysme de la rupture fut atteint dans les années 1980 lorsqu'à Dammaj, à quelques kilomètres de Saada, berceau du zaydisme, un institut de formation salafiste, soutien de

⁴ Selon les chiffres 2020 de *countrymeters* (<https://countrymeters.info/fr/Yemen>)

⁵ DETALLE Renaud, *Les partis politiques au Yémen : paysage après la bataille*, Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée n°81-82, 1996, pp. 331-348, https://www.persee.fr/doc/remmm_0997-1327_1996_num_81_1_1767

⁶ THÉPAUT Charles, *Le monde arabe en morceaux. Des printemps arabes au recul américain*, Armand Colin, 2020

⁷ DETALLE Renaud, *Les partis politiques au Yémen : paysage après la bataille*, Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée n°81-82, 1996, pp. 331-348, https://www.persee.fr/doc/remmm_0997-1327_1996_num_81_1_1767

⁸ GOY Raymond, *La réunification du Yémen*, Annuaire Français de Droit International n°36, 1990, pp. 249-265, https://www.persee.fr/doc/afdi_0066-3085_1990_num_36_1_2960

⁹ *Ibid.*

l'Arabie saoudite fut installé. Les tensions s'intensifièrent entre le pouvoir central et les tribus zaydites qui dénoncèrent la marginalisation de leur identité au profit d'une identité islamique exportée par l'Arabie saoudite et profitable au sunnisme wahabbite. En s'incarnant dans un mouvement identitaire de renouveau zaydite porté par de puissants clercs dont le notable Badr al-Din al-Huthi (origine du mouvement houthiste), cette contestation prit dans les années 80 une forme politique.

Le XXe siècle fut tout autre au sud du Yémen. En effet, en 1937, il passa du statut de protectorat à celui de colonie. Les *nassériens* du Nord-Yémen deviennent des vecteurs politiques en concédant à Aden des associations culturelles et charitables au cours des années 40-50. Régime colonial libéral donc, l'accroissement économique du port donne alors naissance à un mouvement syndical aux allures marxistes. La Ligue Sudarabique devient en 1951 le premier mouvement de masse revendiquant l'indépendance à l'image de l'Association Adénite (davantage cosmopolite et bourgeoise) qui demanda le départ des Britanniques. Cependant, le temps est à la décolonisation et le succès de Gamal Abdel Nasser durant la crise du canal de Suez radicalise le discours panarabe hostile à la bourgeoisie adénite et à la puissance coloniale. En 1955, le pays fait alors face à une radicalisation du discours ainsi qu'à la formation de personnalités politiques yéménites avec l'apparition du Front National (FLN), l'expansion du « Aden Trade Union Congress » (syndicat marxiste) mais aussi l'arrivée d'un nombre important de jeunes dans la section jeunesse du Mouvement des Nationalistes Arabes fondé en 1959. Toutefois, l'après-colonisation (1967) déchante avec l'opposition des deux grands mouvements de libération : le Front de libération nationale (FLN) et le Front de Libération du Sud-Yémen occupé (FLOSY). Ce dernier parrainé par l'Égypte et concurrent au FLN perd du terrain jusqu'en 1969, où il est défait. Néanmoins, après avoir accédé au pouvoir, le FLN se déchire entre l'aile ultra-radical et celle plus modérée. La République populaire et démocratique du Yémen (ou Yémen du Sud) est alors proclamée après l'éviction des premiers. À sa tête, Sâlim Rubiyya Alim (ou Salmîm). Ce nouveau régime interdit à son tour tout autre parti à quelques exceptions près comme l'Union Démocratique Populaire (groupuscule marxiste) notamment. Les médias sont alors contrôlés par le pouvoir, les

associations détruites et les libertés publiques supprimées. Le Yémen du Sud devint le premier et seul État marxiste du Moyen Orient¹⁰.

Tandis que la popularité de Nasser s'essouffle considérablement suite à sa défaite en 1968, les lignes des cadres radicaux du nouveau régime l'emporte et ce nouvel État devint un avant-poste du marxisme au sein du monde arabo-musulman. État révolutionnaire, il reçut l'aide de l'URSS et de Cuba en voyant l'élite économique alliée aux Britanniques se diriger vers le capitalisme. Un vaste programme de réformes économiques et sociales fut alors lancé par le Yémen du Sud (service de santé gratuit, éducation universelle, égalité hommes-femmes, lutte contre le poids de la religion et le tribalisme). Cela permettant aux habitants d'atteindre un niveau de vie confortable et d'atténuer l'écart entre ruraux et urbains. S'érigeant en porte-parole du marxisme dans les mondes musulmans, le Yémen du Sud encouragea l'insurrection dans les pays monarchiques du monde arabe et apporta un puissant soutien aux plus radicales organisations palestiniennes ce qui provoqua leur ostracisme et une brutale opposition de l'Arabie saoudite. Mais les politiques marxistes touchaient leurs limites, les différents courants communistes faisaient face à une usure du pouvoir et les difficultés économiques commençaient à croître. Le régime mit alors fin au soutien des groupes révolutionnaires extrémistes en cherchant des investissements privés auprès des émigrés de la bourgeoisie du temps colonial notamment. En 1976, des relations furent établies avec l'Arabie saoudite et en 1982 avec Oman. Toutefois, cette politique « de conciliation », partiellement triomphante, donna naissance au sein du régime à une opposition. L'opposition du courant orthodoxe et réformateur provoqua les épisodes du 13 janvier 1986 - à savoir, l'assassinat d'Abdel Fattah Ismail ainsi que d'autres dirigeants historiques de la révolution ordonnée par Ali Nasser Mohamed (leader du camp réformateur et pragmatique). La crédibilité du régime fut alors réduite à néant et le Yémen du Sud devint après 1986 une démocratie occidentale à l'image des autres, la population n'y voyant qu'un coup de force pour préserver le pouvoir.

Bien que le Yémen et l'Arabie saoudite entretenaient des liens humains et diplomatiques, leur histoire, autant socialement qu'idéologiquement différait. La seule

¹⁰ DETALLE Renaud, *Les partis politiques au Yémen : paysage après la bataille*, Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée n°81-82, 1996, pp. 331-348, https://www.persee.fr/doc/remmm_0997-1327_1996_num_81_1_1767

similitude résidait dans l'instauration d'un régime autoritaire faisant suite à des troubles politiques intérieurs. Toutefois, les deux pays finirent par se réunir en 1979. En effet, la découverte de réserves pétrolières à la frontière des deux États ne leur laissait que deux choix : l'unification ou la guerre. Notons que la question frontalière avec le Yémen du Sud avait été réouverte par l'Arabie saoudite afin d'avoir la main mise sur les réserves pétrolières¹¹. En ayant pour objectif l'unité politique, le Nord et le préambule de sa Constitution prévoyait de « réaliser l'unité nationale » et le Sud avec la Charte nationale du FLN préconisait « l'unité nationale¹² ». À cela s'ajoute la Constitution de 1978 qui définissait clairement le but d'« un Yémen démocratique unifié¹³ » au sein duquel « un seul peuple, une nationalité unique, une unité historique, économique et géographique¹⁴ » existerait. Ainsi, l'accord du Caire dès le 28 octobre 1972 soulignait un « accord d'unification du Yémen » signé entre les deux entités et prévoyant les modalités de l'unification. Cependant, l'objectif politique des deux parties du pays n'était pas analogue. Au Nord, la charte nationale du régime visait « un État unique, avec un régime républicain, démocratique et islamique¹⁵ ». Le Sud, quant à lui désirait une unification socialiste¹⁶ avec le programme du Parti Socialiste Populaire. En 1979, une guerre de dix jours est déclenchée par des convoitises pétrolières entre les deux entités. Toutefois, la marche vers l'unification est relancée par l'accord du Koweït du 29 mars 1979 et le parrainage de la Ligue arabe. Bien que la guerre fut évitée de justesse, de nombreux incidents entre les prospecteurs pétroliers des deux États relanceront les hostilités en mars 1998. Ceux-ci lancèrent leurs troupes sur leur frontière commune. Une zone démilitarisée de 2000km afin d'exploiter conjointement le pétrole fut créée à l'initiative des deux chefs d'État. Aussi, les deux Présidents, depuis Aden, déclarèrent que l'unité serait soumise, en novembre 1990, à un référendum et l'accord de Sanaa signé le 11 avril 1990 et adopté le 21 mai définirait les conditions de cette unification ainsi que l'agencement de la période transitoire. L'unification des deux Yémen fut proclamée sans référendum le lendemain de la ratification dans un climat d'exaltation populaire ce qui engendra un multipartisme et la liberté de la presse. Ainsi, de nombreux partis et plus de 130 titres de presse jaillirent,

¹¹ GROSSER Pierre, *1989 l'année où le monde a basculé*, Perrin/Tempus, 1989

¹² GOY Raymond, *La réunification du Yémen*, Annuaire Français de Droit International n°36, 1990, pp. 249-265, https://www.persee.fr/doc/afdi_0066-3085_1990_num_36_1_2960

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

l'unification étant « le rêve de toute une génération de Yéménites¹⁷ ». Mais une absorption du Yémen du Sud par le Yémen du Nord était en réalité masquée par cette liesse collective. Ce dernier, pouvant compter sur le soutien de ses alliés saoudiens et occidentaux et trois fois plus peuplé, spéculait sur l'effondrement économique du Sud en abandonnant le socialisme tout en réhabilitant la religion. La domination du Nord sur le Sud était également donnée à voir par le Président du Yémen du Nord, Ali Abdallah Saleh, qui devint Président du Yémen unifié ou République du Yémen.

Lorsque la Guerre du Golfe éclata, le Président préféra la neutralité contre l'opinion publique largement conquise par Saddam Hussein. Les conséquences furent dramatiques : expulsion d'un million de Yéménites du territoire saoudien privant ainsi le pays, déjà fortement fragilisé par le coût de la réunification, des envois d'argent de ces travailleurs immigrés venant porter le chômage à un niveau record. L'aide saoudienne s'estompa faisant plonger le Yémen dans une crise économique sans précédent. Le parti Al-Islah, financé par l'Arabie saoudite et rassemblant des chefs de tribus islamistes eut une renommée influente dans le pays en se dotant d'un large réseau caritatif et d'écoles religieuses. De fait, il fut considéré comme le parti le plus apte à proposer une alternative à la présidence de Saleh. S'opposant à la loi limitant le port d'arme, à l'éducation qui s'attachait à supprimer les instituts de science religieuse, Al-Islah forma avec le parti de Saleh une alliance nationale-conservatrice au dépend du Sud, lui socialiste. Par ailleurs, dompté par le Nord, le Yémen était *de facto* soumis aux tribus des hauts plateaux qui procédaient à des kidnappings d'étrangers dans le but de faire pression sur l'État central afin d'obtenir des faveurs et à des assassinats d'opposants tels que d'anciens dirigeants socialistes.

Le processus de déclin d'Aden, suite à l'unification, laissait un sentiment d'amertume aux habitants du Sud opposés à l'archaïsme constant de la société traditionnelle et tribale du Nord. Anciennement ville riche, ouverte sur le monde et cosmopolite, le Sud assimile l'unification à un nivellement par le bas qui entraîna une nostalgie de l'ère marxiste et coloniale. À mesure qu'elle passait sous la coupe du Nord, la

¹⁷ « Trente ans après son unification, le Yémen se disloque », *L'Orient le Jour*, 20 mai 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.lorientlejour.com/article/1218871/trente-ans-apres-son-unification-le-yemen-se-disloque.html>

connexion au flux mondial de l'ancien port britannique était réduite à néant. Les acquis sociaux et économiques de la période britannique et socialiste n'étaient qu'un songe pour les élites adénites imprégnées par le caractère progressiste de l'histoire de la ville. Outre cela, les puissantes familles du Nord dont le clan du Président Saleh profitèrent considérablement de la politique économique libérale de privatisation mise en place par le pays unifié en s'emparant d'entreprises et de terres sud-yéménites. Accompagnés de al-Bidh (jadis Vice-Président) qui avait mis la main sur l'appareil militaire du Yémen du Sud, les anciens dirigeants du Sud entreprirent une sécession qui leur permettrait de revenir à « l'avant-réunification ». La tentative, tachée par la violence, fut réfrénée par les tribus du Nord soutenues par les milices islamistes. Suite à cela, le port d'Aden fut alors saccagé et la ville déchue.

L'islamisation continua de s'implanter dans l'expression religieuse sunnite à dominance salafiste pour qui les Zaydites étaient des hérétiques. Le salafisme radical puisait sa source autour d'un prédicateur converti en Arabie saoudite, le cheikh Muqbil ibn Hâdî al-Wadî'i. Grâce aux importants financements saoudiens, il acquies promptement une notoriété considérable lui permettant d'attirer des élèves du monde entier¹⁸. Les jeunes générations yéménites étaient alors mobilisées et le salafisme se définissait par une soumission à l'État et au détenteur du pouvoir. Une interprétation rigoriste des textes religieux ainsi que des offensives violentes à l'égard des autres identités religieuses considérées comme des erreurs à corriger et à combattre. La conséquence de ce phénomène fut que le Yémen devint alors l'une des principales bases arrière de l'organisation terroriste Al-Qaïda¹⁹, faisant du pays un cruel théâtre de la guerre contre le terrorisme. Face à cela, en 1992, à l'initiative des Zaydites, un « forum des jeunes » à vocation religieuse et culturelle et visant à encourager le renouveau de leur identité fut créé dans la province de Saada. Toutefois, ce dernier fut détourné de ses vocations initiales par Hussein Badreddine al-Houthi qui en devient la figure tutélaire. En effet, il renomma le Forum « Organisation des jeunes croyants » et en fit un organe politique de contestation. Les Chiites des mondes musulmans alors fascinés par le régime islamique des mollah de Téhéran, les « Jeunes

¹⁸ KEPEL Gilles, *Sortir du chaos. Les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient*, Esprits du Monde, Gallimard, 2018

¹⁹ Interview de BODINE Barbara (ambassadrice des Etats-Unis au Yémen de 1997 à 2001), *How Al Qaeda Grew in Yemen*, Frontline.PBS, 18 mai 2015, <https://www.pbs.org/wgbh/frontline/article/understanding-yemens-al-qaeda-threat>

croissants » suivirent la théologie révolutionnaire de la capitale iranienne en vue de contrecarrer l'influence salafiste en lançant le slogan « Dieu est grand. Mort à l'Amérique, mort à Israël, la malédiction pour les Juifs, la victoire pour l'Islam²⁰ ». Les Zaydites réprimandaient le Président Saleh d'autoriser le fanatisme de Muqbil al-Wadi pour maintenir une bonne entente avec l'Arabie saoudite et accusaient alors Sanaa de les avoir exclus à la fois religieusement et politiquement. L'accroissement des tensions entre le pouvoir et ceux désormais nommés Houthistes était tel que la tentative du gouverneur de Saada de procéder à l'arrestation de Hussein al-Houthi donna lieu à une tuerie sans précédent et déclencha la guerre dévastatrice de Saada entre 2004 et 2010 où ce dernier s'éteignit.

1.2 ... à la guerre

La Guerre de Saada regorge de complexité. En esquissant un tournant autoritaire, le Président Saleh parvint à créer une rébellion de Chiites extrémistes soutenus par l'Iran s'efforçant de revenir au régime de l'imamat, frustré d'avoir été écarté du pouvoir après la révolution de 1962. Arrestations de personnes issues de la région de Saada, fermeture des librairies zaydites, nomination de prédicateurs salafistes dans les mosquées zaydites de Saada sont autant de formes de la politique de stigmatisation mise en place. Au cours de cette guerre, Saoudiens et Iraniens se firent également face de manière interposée. En 2007, d'anciens officiers du Sud-Yémen demandèrent le paiement de leurs pensions non-payées ce qui provoqua une contestation de grande ampleur, réprimée et suivie de la fermeture des journaux du Sud du pays dont le quotidien *al-Ayyam* et d'arrestations de leaders sudistes. Ali Salim al-Bidh, ancien meneur du Yémen du Sud tira profit de cette contestation pour en faire un mouvement anti-Saana. La volonté de la population de retrouver son statut de post-unification fut notamment marquée par la floraison de drapeaux socialistes sur les balcons sud-yéménites²¹. Parallèlement, au Nord, Saleh en détruisant les infrastructures de la région de Saada, poursuivait sa politique de « terre

²⁰ KEPEL Gilles, *Sortir du chaos. Les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient*, Esprits du Monde, Gallimard, 2018

²¹ BONNEFOY Laurent, *Le Yémen, de l'Arabie Heureuse à la Guerre*, Fayard, 2018

brûlée²² » contribuant d'une part à l'incapacité dans cette région à garantir des services publics fonctionnels et participant d'autre part à la faiblesse de l'État républicain.

En 2011, la foudre frappa dans le monde musulman. Parti de Tunisie avec le renversement du dictateur Zine el-Abidine Ben Ali, une série de contestations à l'égard des pouvoirs autoritaires en place appelée « Printemps arabe²³ » gagna les pays musulmans autour de la Méditerranée mais également les pays du Moyen-Orient. Au Yémen, ce mouvement historique se produit le 14 janvier avec l'apparition du slogan « Al ! Rejoins ton copain Ben Ali²⁴ ». Fruit d'une contestation de la jeunesse révolutionnaire ordonnant de rendre un État civil indépendant des forces religieuses, militaires et tribales ainsi que le départ de Saleh. Les conditions économiques du pays étaient déplorables : 35% de la population était au chômage, le revenu national brut était l'un des plus bas au monde²⁵ et 45% vivait en dessous du seuil de pauvreté. Toutefois, une démographie galopante faisait du Yémen un pays jeune et par conséquent révolutionnaire, révolté contre un pouvoir considéré comme inefficace et corrompu.

Le 18 mars, des tireurs sous les ordres du régime tirèrent sur la foule faisant 52 morts. Cet épisode entraîna une radicalité accrue des manifestants, des islamistes notamment. Cette période d'instabilité profita à l'organisation Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA) qui souhaitait faire jaillir un mouvement populaire et réunir un grand nombre d'adhérents. Appelé Ansar al-Sharia (défenseurs de la loi islamique), ce mouvement agrandit son empire après avoir conquis la ville d'Abyan et mit en pratique la charria par des amputations et des décapitations. Le 3 juin, la dynamique s'intensifia, le Président Saleh fut la cible d'un attentat. Les Saoudiens, conscients de la situation, lui firent signer « l'initiative du Golfe²⁶ » lui permettant ainsi de quitter son pays contre l'immunité. Abdel Rabbo Mansour Hadi, maréchal Sud-Yéménite, venu d'Abyan et désireux de reprendre la ville aux islamistes, lui succéda pour une période transitoire de deux ans. Hadi, alors nouveau Président, se lança dans une politique de réformes du

²² PELLEGRIN Clément, *Comment s'est construite la « rébellion houthiste » au Yémen*, Les Clés du Moyen Orient, 5 mars 2015, <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Comment-s-est-construite-la-rebellion-houthiste-au-Yemen>

²³ En référence au Printemps des peuples européens de 1848

²⁴ KEPEL Gilles, *Sortir du chaos. Les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient*, Esprits du Monde, Gallimard, 2018

²⁵ MATALON Vincent, *Pourquoi le Yémen se soulève à son tour*, *Le Monde*, 4 février 2011, https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/02/04/pourquoi-le-yemen-se-souleve-a-son-tour_1474248_3218.htm

²⁶ BONNEFOY Laurent, *Le Yémen, de l'Arabie Heureuse à la Guerre*, Fayard, 2018

système administratif et constitutionnel ayant pour objectif la reconstruction de l'autorité étatique. Pour ce faire, il licencia bons nombres d'anciens cadres du régime de Saleh notamment. Cependant, le processus de modernisation du pays ne parvint pas à son terme compte tenu de sa prise en otage par les acteurs tribaux et régionaux. Parmi les projets de ce dernier, une réforme territoriale re-découpant en six grandes provinces le pays. Aussi, la région de Saada, intégralement sous la coupe des Houthis se voyait coupée de l'accès à la mer et par conséquent au port d'Hodeida étant depuis le XIXe siècle une plaque tournante du commerce au Nord-Yémen ainsi que la plus importante source de revenus de la région. Cela intensifia davantage la marginalisation des populations zaydites. Les Houthis, dirigés par Abdul Malik al-Houthi (frère du défunt de la guerre de Saada), prirent les armes dans l'ensemble de la région. Ils lancèrent une offensive contre Sanaa, en 2014, avec l'aide des troupes du Président Saleh. Un attentat dans une mosquée, revendiqué par Daesh eut lieu deux mois après, faisant 140 morts Houthis. Dès lors, la société sombra dans la guerre où islamistes et Houthistes se firent face. L'État yéménite submergé par cet excès de violence, vit son autorité succomber.

Face à l'avancée des Houthis (ou Ansar Allah, autrement dit, Partisans de Dieu), qui contrôlaient la majeure partie du Nord, Hadi prit la fuite en février 2014 vers Aden. Les Houthis, à sa poursuite et désireux de contrôler entièrement le pays avaient pour idée d'assiéger la cité portuaire pour parvenir à leurs fins. Le Conseil de Sécurité de l'ONU donna une réponse immédiate « préoccupé par la capacité d'AQPA dans la péninsule arabique de profiter de la détérioration de la situation politique et de la sécurité au Yémen²⁷ » tout en :

répétant son soutien à la légitimité du Président du Yémen, Abdo Rabbo Mansour Hadi, et demandant de nouveau à toutes les parties et aux États membres de s'abstenir de tout acte susceptible de porter atteinte à l'unité, à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Yémen, ainsi qu'à la légitimité du Président du Yémen²⁸.

²⁷ Résolution 2216 du Conseil de Sécurité de l'ONU, [https://www.undocs.org/fr/S/RES/2216%20\(2015\)](https://www.undocs.org/fr/S/RES/2216%20(2015))

²⁸ *Ibid.*

La résolution 2216 fut alors votée, imposant un embargo sur les armes tout en exigeant des Houthis qu'ils « mettent fin au recours à la violence²⁹ », « retirent leurs forces de toutes les zones dont ils ont pris le contrôle, y compris de la capitale Sanaa³⁰ » et « s'abstiennent de toute provocation ou menace envers les États voisins, notamment par l'acquisition de missiles surface-surface ou le stockage d'armes dans toute zone proche de la frontière avec un État voisin³¹ ». Méprisant et refusant le respect de ces clauses, une coalition de neuf États (Barheïn, Emirats Arabes Unis (EAU), Koweït, Qatar, Égypte, Jordanie, Soudan et Maroc), dirigée par l'Arabie saoudite lança le 26 mars 2015 l'opération « Tempête décisive » dont le but était de faire fuir les Houthis des territoires conquis. C'est dans un contexte de lutte opposant l'Iran et l'Arabie saoudite pour le contrôle régional que cette intervention débuta. Cette dernière ayant « vocation à signifier à la puissance rivale régionale iranienne, au regard de son soutien politique aux Houthis, la prééminence de son influence historique sur le Yémen³² ». Parallèlement, Saleh, appuyé par une partie de l'armée lui étant restée fidèle ainsi que par ses anciens ennemis Houthistes fut à la reconquête du pouvoir. Ainsi, le Yémen tomba dans une guerre qui fractionna le pays en trois puis quatre partis jusqu'à la naissance du Conseil de transition du Sud (institution politique sudiste) en 2017 dont l'objectif était de faire sécession du reste du pays³³. Thierry Durand, coordinateur des opérations MSF à Mocha (Yémen) disait qu'« une des conséquences de la guerre, pour ne pas dire la principale, c'est qu'il y a un effondrement des structures publiques ou des institutions publiques, donc de tout le système de santé, de tout le système d'éducation etc.³⁴ ». Le blocus du port d'Hodeïda, la violence des bombardements et la guerre provoquèrent alors la plus grave crise humanitaire au monde et la formation de plus de trois millions de déplacés³⁵ internes fuyant la barbarie.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*

³² DAZI-HENI Fatiha, *L'Arabie Saoudite en 100 questions*, Tallandier, 2018

³³ RÉMY Jean-PHILIPPE, *Dans le sud du Yémen, la tentation de la sécession*, *Le Monde*, 3 août 2017, consultable à l'adresse suivante : https://www.lemonde.fr/yemen/article/2017/08/03/au-sud-du-yemen-la-tentation-de-la-secession_5168071_1667193.html

³⁴ « Thierry Durand, de retour du Yémen », Médecins sans Frontières, <https://www.youtube.com/watch?v=DB6t1P4-IPc>

³⁵ Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) <https://news.un.org/fr/story/2016/08/341702-yemen-plus-de-trois-millions-de-personnes-deplacees-selon-le-hcr-et-loim>

2. Un pays méconnu mais au coeur d'enjeux internationaux

« Le Yémen est un État faible et décomposé, situé dans un espace convoité, subissant le poids des ingérences de son environnement direct ou lointain » disait Ghassan Salamé, politologue et ex-envoyé spécial des Nations unies. Véritable joyau architectural et pays des mille et une nuits, le Yémen a longtemps été fantasmé. « Le Yémen est un pays fantasmé et rêvé d'une part, complètement laissé à l'abandon, voire méprisé, d'autre part³⁶ », occupant une place dans l'imaginaire collectif du fait de son histoire : architecture et archéologie spectaculaires, supposé territoire de la Reine de Saba, mondes mystérieux ou encore source d'inspiration pour des auteurs, tels que Rimbaud, Malraux ou Joseph Kessel, qui s'employaient à en faire de grands récits de voyages. Néanmoins, le manque d'attractivité du pays semble le conduire à sa marginalisation. Tandis que le Moyen-Orient et la péninsule Arabique, entre autre, regorgent de ressources gazières et pétrolières rendant cette dernière intensément attrayante, le Yémen est quant à lui pauvre en hydrocarbures. À titre d'exemple, « les réserves de pétrole yéménites en 2016 étaient estimées à 3 milliers de barils, ce qui est infime comparé à son voisin saoudien qui en 2015 voyait ses réserves estimées à 266 milliards de barils³⁷ ». Aussi, une stratégie de développement économique ne pouvant reposer sur les réserves gazières du pays compte tenu de son insuffisance (300 milliards de mètres cube contre 33 800 milliards pour l'Iran, première réserve de gaz au monde³⁸) apparaît de fait comme un frein de la part des investisseurs étrangers. Ajoutons également le climat, peu favorable au développement d'une activité agricole, désertique dans la grande majorité du pays. Enfin, en 2019, le Yémen occupait la 177e place au classement mondial des Indices de Développement Humain (IDH) sur 189 États, selon le Rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement³⁹ de cette même année.

³⁶ SARORI Habib Abdulrab, « Un pays fantasmé et méprisé » dans *Yémen. Écrire la guerre*, Classiques Garnier, 2018

³⁷ LENFANT Alexandre et MURGIA Battiste, *Yémen : un conflit oublié*, Institut National Universitaire Champollion, 2018

³⁸ Selon les chiffres 2016 consultable à l'adresse suivante : <https://www.connaissancedesenergies.org/situation-energetique-du-yemen-170724>

³⁹ Programme des Nations Unies pour le développement humain, « Rapport sur le développement humain 2019 » : http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_overview_-_french.pdf

Néanmoins, malgré cette indifférence à l'égard du pays, il s'avère être une clef non négligeable pour la région et l'Occident. Trois raisons en témoignent. D'une part, il s'agit d'un carrefour stratégique. En effet, bien qu'il soit pauvre en gaz et en pétrole, sa situation géographique est intéressante. Il est situé à proximité du détroit d'Ormuz, reliant le golfe Persique au golfe d'Oman qui « reste la voie de navigation quasi exclusive reliant les producteurs d'hydrocarbures du Moyen-Orient (Arabie saoudite, Koweït, Qatar, Emirats arabes unis, Irak et Iran) aux marchés d'Asie, d'Europe et d'Amérique du nord⁴⁰ ». Mais également voisin au détroit Bab-el-Mandeb (le séparant de Djibouti) qui est « le quatrième passage maritime le plus important au niveau mondial en termes d'approvisionnement énergétique⁴¹ » (2015) avec plus de 20 000 navires de commerce par an transportant un quart des produits consommés dans le monde. Il possède par ailleurs un lien direct entre le golfe d'Aden et la Mer Rouge. D'autre part, c'est un refuge pour le groupe Al-Qaïda et Ansar al-Charia (AAS). Oussama Ben Laden confia d'ailleurs à la fin des années 1990 que « le Yémen pourrait [nous] servir de refuge, si un jour al-Qaïda devait abandonner l'Afghanistan⁴² ». Aussi, alors qu'en septembre 2001, le général Saleh avait rejoint les États-Unis dans leur lutte contre le terrorisme, ce dernier entamait en 2005 des négociations avec Al-Qaïda qui puisait alors au sein de la jeunesse yéménite de nouvelles recrues. Disposant du soutien de la population du fait de ses tribus locales, Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA) a pu soutirer 100 millions de dollars à la Banque centrale yéménite (2015). Par conséquent, AQPA s'installe considérablement au Yémen tandis que toute l'attention est portée sur le groupe terroriste Daesh en Irak ou en Syrie. David Rigoulet-Roze, chercheur associé à l'IRIS, qualifie le pays comme étant la « matrice familiale » d'Al-Qaïda en raison des ses origines yéménites.

⁴⁰ *L'Obs et l'AFP* « Le détroit d'Ormuz, un passage stratégique au coeur des tensions entre l'Iran et les États-Unis », 21 juin 2019 : <https://www.nouvelobs.com/monde/20190621.OBS14732/le-detroit-d-ormuz-un-passage-strategique-au-coeur-des-tensions-iran-etats-unis.html>

⁴¹ BACCARIANI Luca et BIANCIOTTO Sébastien, « Crise au Yémen : les enjeux du détroit de Bab-el-Mandeb », Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), 31 mars 2015

⁴² MALBRUNOT Georges, « Le Yémen, dernier refuge des apprentis terroristes », *Le Figaro*, 28 décembre 2009

3. Un pays fermé, théâtre de violences sans précédent : difficultés d'accès au terrain pour les journalistes

Nous l'avons vu précédemment, la complexité du conflit est sans doute un obstacle à sa médiatisation. Par ailleurs, la faible couverture médiatique du pays ne résulte-t-elle pas également du fait qu'il est clôt et par conséquent inaccessible pour les journalistes ?

La guerre a souvent été un des moments privilégiés de la production de l'information médiatique. En effet, dans les sociétés modernes, il existe une demande accrue d'information de l'opinion publique et des institutions politiques en situation de conflit. Dans ces cas de tension extrême, les journalistes sont des médiateurs, autrement dit, des « tiers censés être impartiaux et non pas de simples relais de l'information⁴³ ». Avant les années 80, des signes distinctifs « Presse » ou « TV » constituaient un « passeport » sur un terrain de tension, une garantie pour la sécurité du journaliste. Cependant, il en est tout autre à présent; le statut de journaliste ne protège plus. Qu'ils soient hommes ou femmes, tous sont exposés à de multiples risques tels que des menaces, des confiscations de matériels, des déportations, des arrestations, des intimidations et parfois même la mort. Un des éléments expliquant la faible présence des journalistes sur le terrain est l'interdiction faite par les parties prenantes de dévoiler leurs actions comme en témoignent les Houthis en n'acceptant aucun média. De plus, force est de constater le blocus exigé par l'Arabie saoudite en mars 2015 et soutenu par la coalition. Ainsi, le pays de la péninsule Arabique opère des contrôles et des filtrages constants des marchandises et des personnes entrant au Yémen. Par conséquent, les demandes de visas temporaires pour les journalistes, sans quoi un reportage de terrain est irréalisable, s'avèrent impossibles. À titre indicatif, le Yémen est classé à la 167e place sur 180 pays au classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters Sans Frontières en 2018 et 2020 ainsi qu'à la 168e place en 2019. Dans son « Bilan 2018 des journalistes tués, détenus, otages et disparus dans le monde⁴⁴ », l'ONG place le pays au rang des plus meurtriers au regard de l'horreur de la guerre et des combats faisant rage en dépit des appels internationaux appelant à

⁴³ MATHIEN Michel, *L'information dans les conflits armés : du Golfe au Kosovo*, Paris, L'Harmattan, 2001

l'arrêt du conflit. Ainsi, RSF fait état de la situation du pays en soulignant les arrestations massives, la torture, les condamnations à mort, les morts violentes des journalistes, etc. Toujours dans ce bilan, le Yémen est également considéré comme un des principaux pourvoyeurs d'otages. En effet, le Yémen attisé par les rivalités régionales, sombre depuis 2015 dans une guerre civile sans précédent. De fait, il s'agit d'un pays où sévit abondamment des enlèvements de journalistes. Souvent considérés comme une source de financements par le biais de rançons, ils servent également de support de propagande afin de faire régner la terreur. Selon les chiffres de RSF, dix-sept journalistes étaient illégalement détenus en 2018. Parmi les principaux preneur d'otages, les Houthis ainsi qu'Al-Qaïda. Les premiers détenaient à eux seuls seize journalistes cette même année. En 2019⁴⁵, l'ONG recense une baisse du nombre de morts de journalistes. Ce fait peut s'expliquer par leur incapacité à exercer en raison des conditions de sécurité inexistantes. Par conséquent, la dangerosité étant devenue trop élevée, les journalistes cessent leur activité dans cette zone à risques. Ceci pouvant en partie justifier une faible couverture médiatique du conflit. Selon Nawal Al-Maghafi, correspondante de la BBC et une des dernières journalistes étrangères à avoir pu se rendre au Yémen :

Il est extrêmement difficile d'accéder aux régions tenues par les Houthis. L'Arabie saoudite ne permet plus que des journalistes embarquent sur des vols humanitaires de l'ONU. Il y a un blocus sur l'information, c'est une stratégie délibérée. Il faut passer par le sud du pays, où Al-Qaïda est présent. Pour les Occidentaux, c'est trop dangereux⁴⁶.

Les journalistes locaux, présents sur le terrain et pouvant transmettre l'information aux médias étrangers sont également contraints de cesser leur activité en raison de la violence de la crise sécuritaire et politique qui touche le pays. Ainsi, tandis que l'on pourrait penser que les médias internationaux sont dépendants des sources locales, beaucoup d'entre eux se voient forcés à l'exil ou persécutés (comme en témoigne MSF) faisant par conséquent passer le Yémen à l'arrière-plan médiatique par manque de couverture appropriée du conflit. Il convient également de souligner que toute information concernant ou provenant du pays est désormais sujette à caution en raison de l'impossible accès au terrain d'une

⁴⁴ Consultable à l'adresse suivante : https://rsf.org/sites/default/files/rsf_bilan_2018_francais_0.pdf

⁴⁵ Consultable à l'adresse suivante : https://rsf.org/sites/default/files/rsf_2019_fr-3.pdf

part, et l'appartenance à tel ou tel camp des sources d'autre part. « Les Houthis s'en sont pris à tous les journalistes qu'ils estimaient être leurs adversaires politiques. Ils ont fait taire toutes les voix discordantes⁴⁷ » relate le projet ILYM. De surcroît, il en est de même dans l'ensemble des zones dominées par Abd Rabbo Mansour Hadi, allié de l'Arabie saoudite et adversaire des Houthis dans la mesure où le point de vue opposé n'est autorisé. De plus, sous le contrôle des forces loyalistes du Président, les agences de presse n'informent guère sur les actions de l'aviation alliées sur la population civile. Outre ce fait, il est important de noter les conséquences qui ont engendré la crise générale touchant les agences de presse entraînant la fermeture d'un grand nombre de bureaux d'agences internationales et la réduction des effectifs des correspondants affectant tout particulièrement le journalisme français.

Dès lors, ce qui est perçu comme un désintéressement français (voire même européen) sur la question yéménite semble n'être que la résultante d'un pays devant faire face à un blocus sans précédent de l'information et à des journalistes locaux de plus en plus corrompus ne permettant pas aux professionnels français de rendre compte du conflit. Face à des « journalistes soldats de l'information » prenant des risques considérables en vue de l'exercice de leur métier, les représentants de médias « défendent une approche avant tout sécuritaire, qui ne mette pas les journalistes en danger⁴⁸ ». Les propos de Eric Valmir, représentant et reporter de France Inter sont révélateurs :

Dans des zones extrêmement dangereuses, comme le sud de la Libye et le nord Mali, nous n'avons aucune information sur ce qui se passe. Quand on essaie de monter des opérations, les autorités françaises nous en empêchent : le Ministère des Affaires Étrangères nous déconseille de nous rendre dans certains endroits, et nous sommes donc déchirés entre l'obligation que nous avons de couvrir ces conflits, et ces impératifs de sécurité. Sans compter l'efficacité de la propagande de Daech qui, en décapitant des journalistes, a profondément marqué les esprits.

De prime abord, nous pouvons considérer que c'est parce qu'il s'agit d'un territoire en guerre que la couverture médiatique du pays peut être qualifiée de « pauvre ». De fait,

⁴⁶ PETITE Simon, « Guerre au Yémen : il y a un blocus de l'information », *Le Temps*, 23 mars 2017, consultable à l'adresse suivante : <https://www.letemps.ch/monde/guerre-yemen-y-un-blocus-linformation>

⁴⁷ BELKAÏD Akram, LEVALLOIS Agnès, TALON Claire, *ILYM, Irak, Libye, Yémen Médias : Quel rôle pour les médias dans les pays en crise ?*, L'Harmattan, 2017, Paris.

lorsque les médias occidentaux se heurtent à des difficultés d'accès à ces zones de conflits, la réalisation d'une couverture équitable de la situation semble irréalisable. Pourtant, si ce facteur paraît déterminant, il semble nécessaire de le nuancer. *Quid* de la guerre en Syrie ou de la guerre civile au Biafra ? En effet, au cours de ces dernières années, de nombreuses guerres ont sévi et sévissent encore faisant l'objet d'un intérêt considérable des médias français. Selon les travaux de François Robinet sur la médiatisation des conflits africains dans les médias français, il existerait un lien étroit entre le degré de médiatisation et la présence d'intérêts français. Ainsi, cela expliquerait que la guerre civile qui s'est déroulée au Nigéria entre 1967 et 1970 ait bénéficié d'une large couverture médiatique en France notamment avec la mise en avant de l'action humanitaire de cette dernière⁴⁹.

Autre exemple, celui de « L'opération Turquoise » lancée au Rwanda en 1994⁵⁰. Comme en témoigne ce Maître de Conférences en histoire contemporaine, en intensifiant la couverture médiatique du conflit dès le mois de juin, la production des rédactions s'attachait avant tout à relater les événements à travers le prisme national. Autrement dit, l'accent était d'abord mis sur l'intervention et les efforts diplomatiques de la France ou encore la mobilisation de l'armée française et d'humanitaires pour endiguer le choléra⁵¹.

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ ROBINET François, *Silences et récits. Les médias français à l'épreuve des conflits africain (1994-2015)*, INA Editions, 2016

⁵⁰ Opération lancée du 15 juin 1994 au 22 août 1994

⁵¹ *Ibid.*

II. Quelle place accordée au Yémen dans la presse française ?

Dans notre société de communication, une idée très répandue voudrait que les horreurs, les massacres, les injustices graves fussent possibles dans le passé parce que les gens n'en savaient pas assez sur ce qui se passait autour d'eux.

Philippe Breton, L'Utopie de la communication

L'analyse de la médiatisation du conflit au Yémen exige tout d'abord de poser ce que François Robinet appelle un « périmètre d'étude⁵² ». Chronologiquement, elle sera orientée sur la période allant de 2015 à 2020. Dans la mesure où la première borne constitue un élément historique décisif, celui du déclenchement de la guerre civile, opposant principalement les rebelles chiites Houthis et les forces fidèles à l'ex-président Ali Abdallah Saleh au gouvernement d'Abdrabbo Mansour Hadi, élu en 2012. D'un point de vue méthodologique, l'étude s'appuiera sur l'analyse de trois quotidiens de ligne éditoriale différente : *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération*. Il conviendra également de noter que le recensement de la totalité des articles a été effectué par le biais de la base de données Europresse.

⁵² ROBINET François, *Silences et récits. Les médias français à l'épreuve des conflits africains (1994-2015)*, INA Éditions, 2016

1. Une mise en visibilité du pays

Souvent évoqué et criminalisé dans la presse internationale dont la presse française dans les années 90⁵³, il s'agirait ici de rendre compte à la fois quantitativement et qualitativement de ce qui a été écrit sur le Yémen depuis - à savoir entre 2015 et 2020. Cette analyse nous permettra ainsi de comprendre comment la construction de l'actualité du pays se réalise et par conséquent, l'image qu'il véhicule. Ainsi, en évaluant la visibilité médiatique du pays, nous tenterons, à partir des observations tirées, d'établir des constats.

L'ensemble de la période analysée dans les trois quotidiens choisis comptabilise un total de 2 516 articles dans lesquels le Yémen est cité de façon directe ou indirecte. Ils sont répartis de la manière suivante : 1 162 dans *Le Monde*, 906 dans *Le Figaro* et 448 dans *Libération*. Nous pouvons alors remarquer que le premier journal est, en termes de volume, celui accordant une place plus importante au Yémen. Si l'on s'attache à détailler le nombre de parution d'articles au sein de ces trois quotidiens, nous obtenons le résultat suivant :

	<i>Le Monde</i>	<i>Le Figaro</i>	<i>Libération</i>
2015	332	317	162
2016	175	133	62
2017	216	137	79
2018	227	165	81
2019	154	118	72
2020	47	36	11
Total	1162	906	448

Nombre d'articles par année dans chaque quotidien

Entre 2015 et 2019⁵⁴, les trois suivent une courbe identique. De ce constat, nous serions amenés à penser que ces derniers ont procédé aux mêmes choix de couverture en réagissant aux mêmes événements. Aussi, nous constatons qu'ils ont publié le plus grand nombre d'articles en 2015, année correspondant à l'éclatement de la guerre civile et le face à face des rebelles chiites Houthis et les forces fidèles à l'ex-président Ali Abdallah Saleh au gouvernement d'Abdrabbo Mansour Hadi mais également à une série d'attentats et prise d'otage en France tels que Charlie Hebdo, le Bataclan et l'Hyper Cacher. Si le Yémen et sa situation sont évoqués dans la presse quotidienne française ou du moins dans ceux de notre corpus, il semble intéressant d'observer si le constat fait par Khaled al-Khaled en 2012 dans le cadre de sa thèse sur l'image du Yémen dans les hebdomadaires français de 1990 à 2009, perdure de nos jours. En voici un extrait :

Si le Yémen est fantasmé avec les écritures des premiers voyageurs et des textes littéraires, il est sans doute criminalisé avec la grande « médiatisation » du pays à partir des années 90 et surtout après les attentats du 11 septembre. Ceci va avec une absence d'équilibre entre les deux grilles de lecture. Absence de prise en compte des dynamiques économiques, sociales et politiques. Par exemple, les journalistes français parlent soit du Yémen, Pays de la reine de Saba, de Rimbaud, de Henri de Monfreid, pays du café, soit ils parlent du Yémen, bastion fondamentaliste, pays d'origine de Ben Laden, pays berceau de terrorisme et source première des combattants d'Al-Qaeda. Ils ne parlent pas des changements dans la société yéménite, le problème démographique, l'économie du pays⁵⁵.

⁵³ KHALED Al-Khaled, *L'image du Yémen dans les hebdomadaires français depuis la première guerre du Golfe (1990) jusqu'à l'attentat manqué du 25 décembre 2009*, Th : Sciences de l'information et de la communication. Paris II : 2012

⁵⁴ L'année 2020 est volontairement exclue du constat n'était pas encore achevée

⁵⁵ KHALED Al-Khaled, *L'image du Yémen dans les hebdomadaires français depuis la première guerre du Golfe (1990) jusqu'à l'attentat manqué du 25 décembre 2009*, Th : Sciences de l'information et de la communication. Paris II : 2012

1.1. Le Monde

Comme mentionné précédemment, 2015 est l'année la plus riche en articles consacrés au Yémen. Intéressons-nous donc aux thèmes traités à son sujet. Dans un premier temps, les articles relatifs au pays apparaissent souvent en Une du journal⁵⁶ et sont majoritairement au sein des rubriques « international », « géopolitique », « analyses », « France » ou encore « débats ». En nous y penchant de plus près, les thèmes récurrents de cette année sont les suivants : Al-Qaïda et le terrorisme au sens large, l'Iran, l'Arabie saoudite - la coalition arabe et le déploiement des forces américaines. La guerre civile est également évoquée mais souvent par le biais de reprises de dépêches AFP comme en témoignent les articles « Affrontements à l'aéroport d'Aden » du 20 mars, « La ville de Sanaa, au Yémen, touchée par des bombardements » du 14 mai, « Vingt-cinq morts dans l'attentat contre une mosquée à Sanaa » du 25 septembre ou encore « Al-Qaïda s'empare d'une ville dans le sud » du 3 décembre. Cependant, la grande majorité des articles sont des enquêtes, fruit d'un long travail de recherches et d'analyses comme en témoigne la série de cinq reportages réalisée par le reporter Jean-Phillipe Rémy et le photographe Olivier Laban-Matteil. Par le biais de cinq « épisodes », ces deux envoyés spéciaux ont réussi à pénétrer au Yémen, pays pourtant fermé aux journalistes. En rapportant plusieurs reportages sur le conflit, ils y ont décrit la montée d'Al-Qaïda, les conséquences humanitaires et le chaos qui ne cesse de gagner l'ensemble du territoire.

L'année suivante, les bombardements américains dans des zones contrôlées par les rebelles houthistes, le terrorisme (Al-Qaïda⁵⁷), le face à face iranien et saoudien entre autre font toujours partie des sujets les plus évoqués. La mention des conséquences de la guerre et les conditions de vie des civils est relativement marginalisée à l'exception de quelques articles tels que « Au Yémen, un hôpital de MSF bombardé » de Benjamin Barthe (11 janvier), « L'ONU critique la coalition arabe pour les morts d'enfants » (dépêche AFP, 4

⁵⁶ Annexes 1 page 91

⁵⁷ À titre indicatif, les articles évoquant Al-Qaïda sont de 50 sur un total de 175 au cours de l'année 2016

juin), « Le Yémen martyrisé », (Frédéric Joignot, 3 septembre), « Les bombardements sur les hôpitaux doivent cesser » (Françoise Bouchet-Saulnier, 4 octobre).

À partir de 2017, le paradigme semble se modifier. Bien que les sujets relatifs au Yémen n'aient pas véritablement changé, on observe un certain tournant dans le traitement médiatique du pays. En effet, les articles relatifs aux conditions de vie des Yéménites et aux réalités dévastatrices de la guerre semblent trouver leur place au sein du quotidien. À titre d'exemple, l'épidémie du choléra qui touche le Yémen depuis 2016 n'a aucunement été évoquée dans *Le Monde* cette même année tandis 25 articles sur 216 l'évoquent en 2017. Par ailleurs, les journalistes semblent davantage mettre des mots sur ce qui s'y passe véritablement. On parle alors de « crimes de guerre » dans un article paru le 2 octobre, de « destruction avancée » dans un éditorial du 1er août, de famine et de « situation d'urgence alimentaire » (10 avril), « d'état d'urgence » (16 mai). Aussi, la France commence à être pointée du doigt par le journal qui évoque la vente d'armes à des pays du Moyen-Orient, révélant ainsi sa responsabilité dans la guerre au Yémen⁵⁸.

L'année 2018 confirme ces dires. En effet, les réalités yéménites sont données à voir et cela du côté des victimes, notamment des civils comme en témoignent les articles de Louis Imbert « L'Arabie saoudite pousse les réfugiés à regagner le Yémen en guerre » (7 mai), d'Allan Kaval « Une frappe tue des dizaines d'enfants au Yémen » (11 août) ou encore « Guerre d'usure au Yémen » (26 octobre par un envoyé spécial). On observe également de plus en plus d'articles sur la supposée responsabilité de la France dans cette guerre. En termes de volume, 39 articles sur un total de 227 abordent la question de la vente d'armes de la France à l'Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis (contre 19 sur 216 l'année précédente). Les articles suivant l'attestent : « Des armes françaises seraient utilisées au Yémen, dénoncent des ONG » par Nathalie Guilbert (10 avril), « Timide embarras des pays européens sur les ventes d'armes » publié par le service international le 2 octobre (nous remarquerons ici, que contrairement à l'article précédent relatant une information « dénoncée par des ONG », celui-ci n'est pas signé du nom d'un ou de plusieurs journalistes mais du « service international » dans son ensemble).

⁵⁸ ALT Jean-Claude et MURACCLOLE Benoît, « Armes : la France oublie les droits de l'homme », *Le Monde*, 15 août 2017

Le constat est similaire pour l'année suivante dans la mesure où l'utilisation d'armes françaises dans le conflit est de nouveau évoquée : « Yémen : l'usage contesté des armes françaises » par Nathalie Guilbert, Louis Imbert (17 avril), « Ventes d'armes : le débat miné » par Manon Rescan (11 juin), « La France, ce si discret exportateur d'armes » par Nathalie Guilbert (18 juillet) ou encore « Vendre des armes à l'Arabie saoudite pour bombarder le Yémen est contraire au droit international » publié par un collectif de spécialistes en droit international le 26 septembre, sont autant d'articles révélés dans *Le Monde* au cours de l'année 2019.

Les bornes chronologiques de l'année 2020 étant fortement limitées⁵⁹, le nombre d'articles se trouve par conséquent réduit. Deux articles sur les 47 au total reprennent le sujet relatif à la vente d'armes de la France dont le premier est une dépêche AFP parue dans la rubrique *justice* : « Armes françaises au Yémen : un rappel à la loi pour les journalistes » le 31 janvier et « La France enregistre de nouveau des ventes d'armes record » d'Isabelle Chaperon figurant dans rubrique *économie* le 10 mars. Quant au reste des articles, ils se rapportent notamment à l'internationalisation du conflit par la présence américaine et au cessez-le-feu unilatéral annoncé par l'Arabie saoudite. Par ailleurs, la crise sanitaire relative au coronavirus fait l'objet de sept articles sur la période allant de mars à avril. À titre indicatif, pour la Syrie, nous pouvons en compter 27 sur un ensemble de 197 articles.

1.2. Le Figaro

Le Figaro est le deuxième titre en matière de volume d'articles abordant le Yémen avec un total de 906 articles au cours de la période choisie.

À l'image du *Monde*, l'année 2015 compte le plus grand nombre de papiers (317). Ces derniers sont placés de manière récurrente dans les rubriques « international », « société » et « opinions ». Beaucoup d'entre eux figurent dans la sous-catégorie « en bref⁶⁰ » dans laquelle les articles s'apparentent à des filets, c'est-à-dire, de courts articles

⁵⁹ Le corpus d'articles de cette année est compris entre le 1er janvier et le 20 avril 2020 comptabilisant ainsi 47 articles

⁶⁰ Annexes 2 page 92

sur l'actualité, strictement informatif et titré⁶¹. Les sujets traités relatifs au terrorisme (Al-Qaïda et Daesh), aux otages, à l'Arabie saoudite, à la présence américaine ainsi qu'à la place de la Russie dans la vente d'armes sont une pratique courante. À titre d'information, Al-Qaïda concerne 94 articles sur un total de 317 soit presque un tiers de la production journalistique. Par ailleurs, 22 d'entre eux relatent des prises d'otage ou des kidnappings comme en témoignent les articles suivants relayant l'enlèvement d'Isabelle Prime⁶² et sa traductrice yéménite à Sanaa en février : « Une Française kidnappée dans la capitale du Yémen » de Delphine Minoui (25 février) et « « L'otage française au Yémen est enfin libre » (8 août) ou ceux de Georges Malbrunot : « Yémen : carnage antichite pendant la prière » de Georges Malbrunot (21 mars) et « Au Yémen, deux otages français oubliés » (4 septembre). Haykal Bafana, une consultant yéménite parle d'un « vrai business des enlèvements » fréquents au Yémen où « les kidnappeurs demandent des rançons colossales. Avec une nouvelle tendance inquiétante : la possibilité qu'ils vendent leur proie à Aqpa » et insiste sur le fait que « la fermeture récente de la plupart des ambassades occidentales, dont celle de la France, rend encore plus difficiles les efforts de localisation des otages français ». Outre cela, la guerre civile éclatant cette même année semble être laissée-pour-compte.

L'année suivante, les thèmes des articles peinent à se diversifier. En effet, le terrorisme, et l'opposition de l'Iran et l'Arabie saoudite, demeurent des sujets récurrents et la rubrique « international » est la plus sollicitée. Les articles « en bref » restent fréquents, on en compte 33 pour un total de 133.

En 2017, on observe trois thèmes majeurs : les États-Unis et Donald Trump, l'Iran et l'Arabie saoudite⁶³. Ainsi, l'épidémie de choléra qui sévit depuis 2016 n'a fait l'objet que de douze articles au total. Une évolution par rapport à l'année 2016 qui n'en comptabilisait aucun; l'article du 24 juin de Thierry Portes « Le Yémen en plein désastre⁶⁴ » est un des exemples notables. Contrairement au *Monde*, il n'y a pas d'évolution notable concernant la médiatisation du conflit yéménite. Pour l'ensemble des

⁶¹ Les genres journalistiques : http://uoh.univ-montp3.fr/j_ameliore_ma_maitrise_du_francais/T-COM-genres/co/genre_journalistique.html

⁶² Isabelle Prime retenue au Yémen depuis le 24 février 2015 a été libérée le 7 août, elle travaillait pour la société Ayala Consulting, spécialisée dans la conception de programmes de protection sociale.

⁶³ Le volume d'articles est réparti de la manière suivante : 48/137 pour le premier, 62/137 pour le second et 58/137 pour le dernier

⁶⁴ Annexes 3 page 93

articles, rares sont ceux l'évoquant directement et quand ils l'évoquent, l'article prend une place dérisoire au sein de la page. Parmi eux, « Raids meurtriers au Yémen⁶⁵ » de Julie Connan (29 décembre) ou « Yémen : depuis que les forces de Saleh attaquent leurs ex-alliés houthistes, Sanaa s'enflamme⁶⁶ ».

En 2018, un tournant remarquable est à souligner. En effet, le conflit meurtrier qu'endure le Yémen depuis trois ans et dont les civils sont incontestablement les premières victimes, semble en fin se dire et se lire de manière explicite dans *Le Figaro*. Georges Malbrunot dans son article « Dans le Yémen en guerre, l'interminable calvaire de la population civile » du 30 novembre, teinté de l'évocation du terrorisme, atteste que « plus de 85 000 enfants seraient morts de faim ou de maladie depuis le début du conflit qui oppose le gouvernement loyaliste soutenu par l'Arabie saoudite aux milices houthistes appuyées par l'Iran » et que « l'objectif est de mettre fin à “la pire crise humanitaire” qui sévit sur la planète, selon les Nations unies⁶⁷ ». De même, le terme « crime de guerre », repris de l'Organisation des Nations unies est employé dans un filet rédigé par Julie Connan :

Les bombardements des forces aériennes de la coalition arabe qui intervient depuis 2015 au Yémen ont provoqué de lourdes pertes civiles en visant des zones habitées, des marchés ou encore des mariages, estime mardi une mission d'enquête des Nations unies. Ces experts jugent que toutes les parties prenantes au conflit ont potentiellement commis des « crimes de guerre ».

Le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi le 2 octobre 2018 dans l'enceinte du consulat d'Arabie saoudite à Istanbul⁶⁸ fait également l'objet de plusieurs articles (28 ont été recensés). Sept des vingt-huit, évoquent les États-Unis de Donald Trump soit 1/4 des papiers dédiés à cette affaire. Parmi eux, le 6 décembre, un article de Philippe Gélie, correspondant à Washington est titré « Trump sous pression après les révélations de la CIA⁶⁹ », révélant la potentielle complicité de l'administration Trump à l'Arabie saoudite dans le meurtre du journaliste. Mardi 4 décembre, Gina Haspel, directrice de la CIA

⁶⁵ Annexes 4 page 94

⁶⁶ Annexes 5 page 95

⁶⁷ Dans un contexte où des consultations devaient s'engager en Suède entre des représentants des rebelles boutistes soutenus par l'Iran et des loyalistes yéménites appuyés militairement par les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite.

⁶⁸ Affaire à lire sur : https://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/disparition-du-journaliste-saoudien-jamal-khashoggi_2039878.html

⁶⁹ Annexe 6 page 96

avait exposé des explications factuelles mettant en cause le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane d'avoir commandité cet assassinat et accusé Donald Trump de « le couvrir, au risque de susciter une rébellion parlementaire contre sa politique étrangère ». Suite à cela, « quatorze sénateurs républicains s'étaient joints aux 49 démocrates pour pousser une résolution limitant les pouvoirs de guerre du président. Ce texte - dont l'adoption reste incertaine - lui intimerait de retirer sous 30 jours tout le soutien des États-Unis aux Saoudiens dans leur guerre au Yémen ».

En 2019, tout comme *Le Monde*, *Le Figaro* traite de la question de l'utilisation d'armes françaises au Yémen. Cependant, contrairement à son homologue, ce thème est peu traité comme en témoigne le faible nombre d'articles qui lui est consacré⁷⁰. Parmi eux, deux sont des filets placés dans la sous-catégorie « en bref⁷¹ » de la rubrique « international », parus le 16 avril et le 9 mai. Le troisième, rédigé par Julie Connan, « Le cargo saoudien qui devait charger des armes française au Havre est reparti sans⁷² » (11 mai) figure quant à lui dans la sous-catégorie « zoom » de la rubrique « international ». Les faits qui accablent la France dans sa responsabilité supposée des frappes qui terrassent la population yéménite paraissent minimisés. Cependant, les réalités de la guerre semblent dépeintes. On parle ainsi de « sale guerre⁷³ » en reprenant les termes de Jean-Yves Le Drian alors Ministre des Affaires étrangères : « [...] interrogé mardi sur la guerre au Yémen, [il] a déclaré sur France Inter : “Oui c'est une sale guerre, oui, il faut l'arrêter, oui, il faut que les Saoudiens et les Émiriens arrêtent et oui, il faut être extrêmement vigilant sur les ventes d'armes à l'égard de ces pays” » et de « fragile lueur d'espoir de mettre un terme à la guerre ». On traite également de la question des civils, dévastés par ce conflit comme en témoigne l'article « Comment protéger les civils dans les guerres modernes ? » de Nicolas Barotte (28 octobre) : « Au Yémen, les populations civiles sont également les premières touchées. Le conflit oppose les rebelles houthistes à la coalition menée par l'Arabie saoudite. Aux bombardements ayant pris pour cibles les infrastructures urbaines s'est ajoutée une crise humanitaire majeure » peut-on lire. L'Iran reste cependant majoritairement évoqué avec 59 articles, représentant ainsi la moitié des articles sur cette année.

⁷⁰ Seuls trois articles sur 118 évoquent le sujet.

⁷¹ Annexes 7 page 97

⁷² Annexe 8 page 98

⁷³ LOUIS Cyrille, « Le Drian dénonce la “sale guerre” menée au Yémen », *Le Figaro*, 29 mai 2019

Pour la dernière année de l'analyse, la relation iranienne/américaine est maintes fois évoquée (13 articles sur 36 à ce propos) comme le révèlent les articles suivants : « À Téhéran, la rue scande “Mort à l'Amérique” et crie vengeance » de Delphine Minoui (4 janvier) ou « Dans les eaux ultramilitarisées du détroit d'Ormuz, où pasdarans iraniens et marins américains s'épient » de Georges Malbrunot (21 février). La crise sanitaire liée au coronavirus au Yémen est abordée dans deux articles⁷⁴ parus le 11 avril. Le premier de Nicolas Barotte « Pendant la pandémie, les conflits armés continuent », le second de Georges Malbrunot « Yémen : le virus arrêtera-t-il la guerre ? ».

1.3. Libération

Libération est le dernier titre en matière de volume avec un total de 448 articles évoquant le Yémen pendant la période de cinq ans choisie.

En 2015, les articles consacrés au Yémen se trouvent majoritairement dans les rubriques « événements », « monde », « rebonds » (aujourd'hui « idées ») et « expresso ». À l'instar des deux précédents quotidiens, terrorisme, otages (français et américains), Iran et Arabie saoudite sont autant de sujets majoritairement évoqués au cours de cette année. Cependant, contrairement au *Monde* et au *Figaro*, *Libération* fait, dès 2015 état de la situation au Yémen. L'article de Jean-Pierre Perrin « Le Yémen, un pays en voie de désintégration » (23 juillet) insiste sur le fait que « la situation humanitaire à Sanaa et Aden devient dramatique, avec des civils pris en étau entre les forces loyales au président en exil, appuyées par l'Arabie Saoudite, et les rebelles houthis » et que « c'est le pays dans son ensemble qui est saisi par le chaos, avec une population prise au piège par les combats et une situation humanitaire absolument dramatique⁷⁵ ». Le médecin et Président de Médecins sans frontières, Mego Terzian dénonce dans un article du 27 juillet des « crimes de guerre et pénuries extrêmes⁷⁶ ». Le journaliste Luc Mathieu soulignait quant à lui dans un article du 31 mars⁷⁷, le bilan meurtrier de l'intervention de la coalition arabe ayant causé la mort d'au moins 40 civils et blessé 200 personnes Luc Mathieu soulignait quant à lui dans un article du 31 mars.

⁷⁴ Annexes 9 page 99

⁷⁵ Annexes 10 page 100

⁷⁶ Annexe 11 page 101

L'année suivante, sur les 62 articles, on en recense de nouveau une majorité sur Al-Qaïda et le terrorisme au sens large ainsi que sur les dissensions entre l'Iran et l'Arabie saoudite. *Libération* soulève fréquemment au cours de l'année 2017 le réalisme de la guerre. Le 28 novembre, un article de Julie Brafman et Luc Mathieu « Crimes de guerre au Yémen : la Cour pénale internationale saisie⁷⁸ » est publié après que la consultation par le quotidien d'une plainte d'une ONG britannique à la CPI. Cette dernière dénonçait « les actes des mercenaires étrangers déployés au sein d'un pays qui n'a pourtant pas signé le traité de Rome ». Les deux journalistes révèlent également que :

Depuis mars 2015, le conflit au Yémen a fait près de 9 000 morts et plus de 50 000 blessés, selon les Nations unies. Ces chiffres sont sous-estimés, n'ayant plus été mis à jour depuis plusieurs mois, et n'englobent pas les décès dus à l'épidémie de choléra qui touche plus de 900 000 personnes. La situation humanitaire est catastrophique. L'ONU dit craindre *« la plus grande famine »* de ces dernières décennies. Plus de 20 millions de personnes, sur une population d'environ 27 millions, ont besoin d'aide pour survivre. Les prix des denrées de base, dont l'essence, indispensable pour faire tourner les générateurs d'électricité, ont explosé. Les hôpitaux et centres de soin ne fonctionnent que rarement, faute de personnel et de médicaments. *« Nous estimons que toutes les dix minutes, un enfant meurt au Yémen de maladies pouvant être évitées. [...] Aujourd'hui, il est juste de dire que le Yémen est l'un des pires endroits sur Terre pour être un enfant »*, a déclaré dimanche le directeur général de l'Unicef pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Geert Cappelaere.

Dans cette même édition, François Burgat atteste dès son chapô⁷⁹ que « le Yémen, un des pays les plus pauvres de la planète, meurt sous les bombes d'un des pays les plus riches au monde, l'Arabie saoudite, soutenu par les Etats-Unis et l'Europe⁸⁰ ». Il poursuit en témoignant qu'au « Yémen, l'un des pays les plus pauvres de la planète, femmes, enfants et vieillards paient, par dizaines de milliers, depuis plus de deux ans un prix humain terrible pour des fautes qu'ils n'ont pas commises. Ils meurent sous les bombes d'un des pays les plus riches au monde, l'Arabie Saoudite ». Le quotidien consacre également 12 articles à l'épidémie violente de choléra qui touche le pays : « Choléra au Yémen : « La situation

⁷⁷ MATHIEU Luc, « Yémen : raid aérien meurtrier sur des civils », *Libération*, 31 mars 2015

⁷⁸ Annexe 12 page 102

⁷⁹ Chapeau ou chapô un texte généralement court, précédant le corps d'un article de presse et dont le but est d'en encourager la lecture, par exemple en résumant le message.

⁸⁰ BURGAT François, « Le Yémen, crise locale, causes mondiales », *Le Figaro*, 28 novembre 2017

pourrait se détériorer très vite⁸¹ », « Choléra : au Yémen, l'épidémie la plus virulente jamais enregistrée », « Yémen, la guerre continue, la faim gagne⁸² » comptent parmi les titres qui l'évoquent.

Pour *Libération*, 2018 est particulièrement marquée par l'affaire Khashoggi, l'organisation par l'ONU de nouvelles discussions pour mettre fin au conflit à Genève et en Suède, la mort de l'ex-président Ali Abdallah Saleh ainsi que par les différentes attaques au Yémen et l'intensification des combats et des frappes armées. Deux des 81 articles évoquent la vente d'armes de la France aux pays de la coalition. Parmi eux, « Guerre au Yémen : la France rattrapée par ses ventes d'armes à Riyad » de Pierre Alonso (21 mars) et « Au Yémen cachez ces armes que la France ne saurait voir » de Lucie Bédet (29 octobre).

La guerre du Yémen et la terrible crise humanitaire qu'elle a provoquée pourraient finir par rattraper le gouvernement français, grand vendeur d'armes aux pays de la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite qui pilonne le pays le plus pauvre de la péninsule Arabique. Depuis quatre ans, les ventes d'armes tricolores battent tous les records, classant la France au troisième rang mondial sur la période 2013-2017, selon le centre de recherche suédois Sipri, peut-on lire dans le premier.

En 2017, l'Hexagone a vendu pour 2,6 milliards d'euros d'armes aux pays de la coalition combattant dans la région yéménite, qui vit une catastrophe humanitaire sans précédent, avec plus de 10 000 morts. Mais le gouvernement reste silencieux face à cette situation qui déroge aux traités internationaux, est écrit dans le second.

En 2019, aucune diversité des sujets traités est à noter. Le quotidien dénombre 72 articles généralement axés sur la dualité Iran-Arabie saoudite, mais aussi sur la tripartition qui contient les États-Unis, sur les nombreux bombardements qui sévissent le pays et la vente d'armes françaises. Par ailleurs, cette année étant marquée par la révélation de trois journalistes du média Disclose⁸³ de l'utilisation d'armes françaises au Yémen et convoqués par la Direction générale de la Sécurité intérieure (DGSI); au cours du mois d'avril et de mai. Ainsi, trois articles de *Libération* lui sont donc consacrés. Parmi eux, l'article de

⁸¹ BRAJEU Cécile, « Choléra au Yémen : La situation pourrait se détériorer très vite », *Le Figaro*, 17 mai 2017

⁸² KODMANI Hala et MATHIEU Luc, « Yémen, la guerre continue, la faim gagne », *Le Figaro*, 27 avril 2017

⁸³ Enquête consultable à l'adresse suivante : <https://made-in-france.disclose.ngo/fr/chapter/yemen-papers/>

Chloé Pilorget-Rezzouk (26 avril) « Les condamnations à l'encontre des journalistes sont rarissimes », « Les autorités sortent la carte “secret défense” et défient la presse » (23 mai) de Willy Le Devin, Laure Bretton, Jérôme Lefilliâtre et Robin Andraca. Enfin, pour la dernière année analysée, 11 articles ont été publiés touchant directement ou indirectement le Yémen. Le quotidien revient sur l’affaire des journalistes de Disclose en informant que cette dernière a été classée sans suite car « le parquet de Paris a décidé de ne pas engager de poursuites contre des journalistes soupçonnés de violation du secret-défense dans leurs enquêtes sur l'utilisation d'armes françaises au Yémen mais leur a notifié un rappel à la loi ». Des attaques et bombardements sont rapportés et deux articles sont consacrés au coronavirus. « La contamination serait dix fois plus grave dans les pays du Sud » titre le quotidien dans un article du 21 mars expliquant que « [...] on peut s'attendre à un vrai carnage [...], de même quand il atteindra la Syrie ou le Yémen où les hôpitaux ont été bombardés et où les systèmes de santé se sont effondrés⁸⁴ ». Hala Dodmani également dans son dossier du 3 avril atteste qu’ « [...] au Yémen la crise sanitaire mondiale n'a eu quasiment pas d'effets sur la routine des conflits en Libye, en Afghanistan, ou encore sur les fronts jihadistes en Afrique ».

1.4 Conclusion partielle

Au regard de la thèse de Khaled Al-Khaled évoquée précédemment, le constat semble diverger. En effet, bien que les articles abordent la question du terrorisme au Yémen et la puissante implantation d’Al-Qaïda, les sujets se sont diversifiés depuis les années 90. Dans la mesure où la situation du pays a changé⁸⁵, il s’agit pour ces quotidiens français de témoigner de la réalité yéménite à la fois locale et internationale.

Toutefois, si le Yémen apparaît dans la presse française ou du moins dans les trois titres choisis, depuis 2015, certains des articles évoquent tantôt une « guerre oubliée », tantôt un « conflit caché ». Jean-Philippe Rémy (*Le Monde*, 1er août 2017) aborde « les enjeux d'une guerre occultée », *Le Figaro* relate le 8 mars 2019 « La tournée de trois Yéménites qui témoignent d'une guerre cachée », *Libération* titre quant à lui un article

⁸⁴ Propos recueillis par KODMANI Hala à partir des dires de Jan Egeland (Secrétaire général du Norwegian Refugee Council - NRC), « La contamination serait dix fois plus grave dans les pays du Sud », *Le Figaro*, 21 mars 2020

⁸⁵ La thèse en question s’attachait à analyser l’image du Yémen dans la presse française entre 1990 et 2005

« Guerre oubliée : le Yémen est désormais touché par la famine » le 24 mars. De fait, cela vient contre contrebalancer l'idée de visibilité dans un premier temps évoquée.

Dans la suite de ce travail, il s'agira alors de comprendre et d'analyser les éléments constitutifs de cette occultation. Dans quelle mesure ce conflit paraît-il dissimulé ? Pourquoi cette guerre semble-t-elle passer sous silence ? Telles sont les questions auxquelles nous tenterons de répondre.

2. Des médias défaillants de leur mission : de l'occultation à la guerre oubliée ?

« S'interroger sur les liens entre guerres et médias, c'est étudier la façon dont ces derniers sont engagés dans les conflits, soit comme cibles – la guerre faite aux médias –, soit comme auxiliaires – la guerre grâce aux médias⁸⁶ ». Or souvent confrontés à des complexités idéologiques, géostratégiques et politiques des conflits au Moyen-Orient, ces derniers peinent à livrer des témoignages exhaustifs. L'objectif de cette sous-partie sera de réfléchir aux raisons de l'indifférence de la presse française au Yémen. La loi de la proximité, les difficultés d'accès au terrain, la complicité des États occidentaux semblent être autant de facteurs justifiant ce détachement et cette apathie à l'égard du pays. Mais qu'en est-il réellement ?

2.1 Le concept de « mort/kilomètre » ou « loi de la proximité »

En introduction de ce travail, nous avons évoqué la loi du mort/kilomètre ou encore « principe de proximité ». Ce concept journalistique signifiant que l'éloignement géographique hiérarchise notre façon d'appréhender l'information est souligné par Anne Ponce, rédactrice en chef du magazine *La Croix L'Hebdo* :

Cette loi présume que plus un événement est distant de nous, moins il éveillera notre intérêt. Ainsi la situation dramatique des populations du Nord-Kivu (République démocratique du Congo) aura-t-elle moins de chance de mobiliser l'attention que l'annonce de la réduction des impôts en France.

⁸⁶ MERCIER Arnaud, « Quelle place pour les médias en temps de guerre ? », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, 2005

Si l'absence de chiffres fiables concernant le nombre de décès au Yémen a grandement été favorable aux puissances étrangères leur permettant ainsi de rejeter les accusations qui leur sont faites au regard de leur complicité dans ce désastre humanitaire ; en 2018, UNICEF annonçait qu'un enfant mourrait toutes les dix minutes à cause de la guerre et de la famine. Dans un article du média *Investigation* paru le 15 novembre 2018, Patrick Cockburn atteste que « le chiffre communément rapporté parle de 10 000 morts en trois ans et demi de conflit, un chiffre étrangement bas à la vue de la férocité des combats⁸⁷ ». Tandis que les déclarations d'Andrea Carboni, chercheur, spécialiste du Yémen travaillant pour l'ACLED (Armed Conflict Location and Event Data Project) estime à « 56 000 le nombre de civils et de combattants tués entre janvier 2016 et octobre 2018 ». Dans un communiqué⁸⁸ publié par la même ONG en novembre l'année suivante, cette dernière a recensé environ 20 000 morts depuis le début de l'année, faisant de 2019 l'année la plus meurtrière après 2018. Alors qu'il s'agit « probablement de l'une des plus grande crise dans le monde⁸⁹ », « nos sociétés occidentales ont fermé les yeux et les oreilles aux vacarmes du monde⁹⁰ » pour reprendre les termes de Pierre Haski⁹¹ qui résument très justement l'action occidentale et plus particulièrement française, dans le cas qui est nôtre, face au Yémen. Dans *Silences et récits, les médias français à l'épreuve des conflits africains (1994-2015)*, François Robinet déclare à propos de la loi de proximité géographique que « la loi médiatique de la constante du coefficient morts/kilomètres stipule que plus un événement est lointain, plus il faudra un grand nombre de victimes pour qu'il devienne un événement médiatique ». Il poursuit « parmi les conflits les plus largement couverts, certains furent effectivement très meurtriers et cette forte proportions de victimes, en grande majorité civiles, contribue sans doute pour partie à expliquer l'intérêt des médias français ». Si l'on s'appuie sur ces assertions, comment expliquer que le Yémen « la pire crise humanitaire au monde » selon l'ONU ne soit pas touchée par la théorie selon laquelle il existerait une corrélation entre le nombre de victimes et le degré de médiatisation ? Cette loi paraît donc biaisée. En effet, après avoir réalisé une brève analyse quantitative des articles relayant un autre conflit

⁸⁷ COCKBURN Patrick, « Le nombre de morts au Yémen est cinq fois plus élevé que nous le pensons », *Investigation*, 15 novembre 2018, consultable à l'adresse suivante : <https://www.investigaction.net/fr/le-nombre-de-morts-au-yemen-est-cinq-fois-plus-eleve-que-nous-le-pensons/>

⁸⁸ <https://acleddata.com/2019/10/31/press-release-over-100000-reported-killed-in-yemen-war/>

⁸⁹ MCGOLDRICK Jamie, coordonnateur humanitaire des Nations unies au Yémen, « Yemen : "the forgotten war" closed in the shadow of Syria », *CNN*, 9 octobre 2016

⁹⁰ LENFANT Alexandre et MURGIA Battiste , « Yémen : un conflit ignoré », Institut National Universitaire Champollion, avril 2018

⁹¹ Journaliste français. Ancien correspondant au Moyen-Orient, en Afrique du Sud, et en Chine pour l'Agence France-Presse puis pour le journal Libération, fondateur du site d'information Rue89, devenu président de l'association Reporters sans frontières en 2017

présent au Moyen-Orient, celui de la Syrie, dans les trois quotidiens choisis, nous constatons un écart considérable comme en témoigne les tableaux suivants⁹² :

	Yémen	Syrie
2015	332	1608
2016	175	751
2018	227	1755
Total	734	4114

Données recueillies dans *Le Monde*

	Yémen	Syrie
2015	317	1755
2016	133	1563
2018	137	843
Total	587	4161

Données recueillies dans *Le Figaro*

	Yémen	Syrie
2015	162	781
2016	62	706
2018	81	432
Total	305	1919

Données recueillies dans *Libération*

Dès lors, cette large différence en termes de volume d'articles peut s'expliquer par la présence militaire française sur le territoire syrien⁹³. De plus, l'intérêt de la France pour la question syrienne s'inscrit également dans une lutte contre le terrorisme au sein de la

⁹² L'année 2015 représente l'intervention militaire de la Russie en Syrie (30/09/15)

⁹³ Voir le dossier suivant : « Syrie : comprendre la position de la France », Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, consultable à l'adresse suivante : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/syrie/syrie-comprendre-la-position-de-la-france/>

coalition internationale contre Daesh dans le cadre de l'opération Chammal. Interrogée sur le déficit médiatique de la guerre au Yémen par rapport à celui accordé à la Syrie, la journaliste Véronique de Viguerie, auteur de *Yémen, la guerre qu'on nous cache*, affirme que l'on est « moins touché et moins concerné par ce qui s'y passe notamment parce que contrairement aux réfugiés syriens, il n'y a pas de réfugiés yéménites en France ». Elle insiste également sur le fait que « la France n'est pas touchée par le terrorisme d'Al-Qaïda. Tous nos attentats ont été revendiqués par Daesh ». Il s'agit d'une « guerre sans visage. Ou si peu. [car] Si la Syrie occupe l'espace médiatique, le Yémen, en revanche, n'est guère exposé⁹⁴ ».

A contrario, à l'image de la guerre au Yémen, la guerre civile du Sri-Lanka (1983-2009) a bénéficié d'une faible couverture médiatique. En effet, sur l'ensemble de la période, 156 articles lui ont été consacrés dans *Le Monde*, 66 dans *Le Figaro* et 52 dans *Libération*⁹⁵. Virgil Hawkins, ancien humanitaire et chercheur à l'université d'Osaka s'est penché sur la question de la médiatisation des guerres. Dans une étude réalisée en 2011, « Media selectivity and the other side of the CNN effect : the consequences of not paying attention to conflict⁹⁶ », l'auteur tente de comprendre pourquoi certaines guerres intéressent plus que d'autres les médias. Ainsi, il examine dans quelle mesure cette couverture s'opère de manière sélective et disproportionnée et sur les conséquences engendrée par ce manque d'attention. Il constate alors que « la plupart des conflits dans le monde sont largement ignorés par les médias, et les conflits les plus meurtriers en font partie ». Afin d'effectuer ce travail de recherche, il s'est alors attaché à la couverture des médias américains à l'égard des guerres s'étant déroulées au cours de l'année 2009. Soucieux de rendre compte d'une hiérarchisation médiatique, il s'est intéressé à la production des principales chaînes de télévision, des réponses associées à des recherches Google ainsi qu'au *New York Times*. Par conséquent, les guerres en Iran, en Afghanistan ou encore le conflit israëlo-palestinien sont largement représentés dans la mesure où les États-Unis sont étroitement liés. En revanche, les conflits somalien, sri-lankais ou yéménite ne font guère l'objet des préoccupations médiatiques. Selon lui, cette hiérarchisation serait donc indépendante du nombre de victimes de ces conflits.

⁹⁴ LAJON Karen, « Pourquoi a-t-on oublié le Yémen ? », *Le Journal Du Dimanche*, 27 mars 2016 consultable à l'adresse suivante : <https://www.lejdd.fr/International/Moyen-Orient/Pourquoi-a-t-on-oublie-le-Yemen-778639>

⁹⁵ Chiffres recensés à partir de la base de données Europresse

2.2. Yémen : une guerre relayée de manière indirecte

Si, comme nous l'avons vu au début de cette partie, le pays de la péninsule Arabique est évoqué dans les trois quotidiens choisis, force est de constater qu'il en est majoritairement question de façon indirecte. Rares sont les articles traitant des réalités de la guerre, des conditions de vie déplorables des civils, du nombre conséquent de morts, de la situation d'extrême famine, des déplacés, de l'état cataclysmique dans lequel se retrouvent les enfants, etc.

Dominé par l'Arabie saoudite contrôlant d'une part l'espace aérien d'où l'impossibilité pour les journalistes de s'y rendre et imposant, d'autre part, un embargo sur la diffusion de l'information, les médias sont contraints de relayer à distance la guerre au Yémen. Cependant, qu'il s'agisse du *Monde*, du *Figaro* ou de *Libération*, le conflit est majoritairement relaté de façon indirecte. En effet, évoquer le Yémen est avant tout une occasion de rappeler l'implantation de groupes terroristes, de façonner une image de l'Islam qui, comme en témoigne Edward Said « [...] le regard que posent les médias américains et plus généralement occidentaux sur les musulmans et sur l'Islam a gagné en intensité, en manichéisme, en hostilité⁹⁷ ». Il s'agit également d'évoquer l'affrontement brutal entre l'Arabie saoudite et l'Iran ou encore la suprématie américaine. Ainsi, le constat fait par Khaled A-Khaled au cours de sa thèse semble se confirmer. En effet, ce dernier avait montré que, dans bien des cas, les hebdomadaires français véhiculaient une image négative du Yémen en « réactivant des stéréotypes et en perpétuant les clichés ».

En 2015 par exemple, année de l'éclatement de la guerre civile, seuls 65 articles sur 617⁹⁸ relatent les véritables conséquences de cette dernière. Parmi eux, « Au Yémen, menace de chaos humanitaire » paru dans *Libération* du 13 avril ou « Le martyr du Yémen, dans l'indifférence absolue » que l'on a pu lire dans *Le Monde* du 22 juillet. Sans quoi, la majorité des articles restant abordent des questions liées aux multiples enjeux du conflit, à

⁹⁶ HAWKINS Virgil, « Media selectivity and the other side of the CNN effect : the consequences of not paying attention to conflict », *Media, War & Conflict*, consultable à l'adresse suivante : <https://journals-sagepub-com-s.bibliunum.u-paris2.fr/doi/pdf/10.1177/1750635210396126?>

⁹⁷ SAID Edward.W, *L'Islam dans les médias. Comment les médias et les experts façonnent notre regard sur le reste du monde*, Actes Sud, 2011

⁹⁸ Nombre d'articles total au sein des trois quotidiens choisis

l'ampleur de la menace terroriste ou au « choc⁹⁹ » de l'Iran et l'Arabie saoudite. La guerre au Yémen étant souvent décrite comme un lieu où « s'affrontent par procuration les deux grandes puissances de la région, l'Arabie saoudite et l'Iran » conduit les médias à la qualifier de « conflit par procuration » ? *Le Monde* titrait le 28 mars 2015 un article « Le Yémen, terre de conflits par procuration¹⁰⁰ », idem pour *Le Figaro* le 13 mai 2019 avec son article « Les conflits par procuration sont-ils l'avenir de la guerre¹⁰¹ ? ». Le Yémen est également évoqué de façon indirecte dans la mesure où il est cité lorsqu'il s'agit d'appuyer l'idée principale de l'article. Par exemple, Mark Leonard (politologue britannique et cofondateur et directeur de l'European Council on Foreign Relations) rédige dans *Libération* « Nucléaire iranien : un accord et après ? » (7 août 2015) concernant le souhait des grandes puissances « qu'après l'accord historique conclu le 13 juillet, le programme nucléaire iranien soit [...] transparent ». Il souligne également la possibilité de l'Iran « si l'accord est ratifié par le Congrès américain [...] de développer secrètement des armes nucléaires ». Ainsi le Yémen y est brièvement évoqué compte tenu du rôle occupé par l'Iran dans le pays « cependant, même s'il est validé, il offrirait peu d'espoirs de paix dans une région déjà à feu et à sang, en Libye, en Syrie et au Yémen ». Dans la même veine, nous pouvons citer l'article de Georges Malbrunot « La nouvelle stratégie d'implantation locale d'al-Qaïda » paru dans *Le Figaro* du 10 septembre 2016. À l'image de la Syrie, de l'Irak ou du Maghreb, le Yémen y est mentionné afin d'évoquer l'installation de plus en plus notable du groupe terroriste au regard de la « défaite prochaine de sa rivale Daesh en Syrie et en Irak ». Autre exemple, « Les drones, mondialisation d'une arme » publié dans *Le Monde* du 2 janvier 2020 par Nathalie Guilbert. Ce dernier traite de l'usage de plus en plus massif des « systèmes d'avions pilotés à distance » à des fins militaires où « ces armes sont devenues un équipement militaire standard [...]. Les champs de bataille d'Ukraine, de Syrie et du Yémen mais aussi les régions d'affrontements géopolitiques, tel le golfe Persique ou la mer de Chine [...] ». Ainsi, dans les exemples évoqués, le Yémen est pris pour preuve afin de justifier le propos initial.

⁹⁹ AYAD Christophe et PARIS Gilles, « Yémen : choc entre l'Iran et l'Arabie saoudite », *Le Monde*, 28 mars 2015

¹⁰⁰ Annexe 13 page 103

¹⁰¹ Annexe 14 page 104

2.3 Une censure opérée par la France, responsable du silence médiatique ?

Le 15 avril 2019, des journalistes de Disclose avaient révélé l'utilisation d'armes vendues par la France à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis dans la guerre au Yémen¹⁰². Des révélations pour le moins embarrassantes pour le gouvernement français qui avait jusqu'alors affirmé qu'aucune arme française n'était utilisée dans le conflit¹⁰³. Les investigateurs à l'origine de cette annonce dénonçaient alors une « tentative d'intimidation » par les services de renseignements de la DGSI, qui les avait convoqués pour atteinte au « secret de la défense nationale ». La responsabilité de la France dans la guerre au Yémen la rend t-elle responsable du silence médiatique dans la presse française ? Craint-elle que ses intérêts au Moyen-Orient soient affectés par la mise en visibilité du conflit ? Les journalistes sont-ils contraints à la censure ? Sont autant de questions auxquelles nous tenterons de répondre.

Il apparaît alors comme légitime de penser que la chape de plomb qui pèse sur le Yémen s'explique en partie par le fait que la France est impliquée dans cette guerre. Cette idée est d'ailleurs soutenue par David Rigoulet-Roze, chercheur à l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS), pour qui cela est parfaitement instrumentalisé :

Les Saoudiens veulent que l'on parle le moins possible de ce qui se passe dans cette partie du monde. Et les chancelleries des pays occidentaux vont dans le même sens. En France, par exemple, il existe un certain embarras, voire un malaise, qui tient au fait que Paris et Riyad entretiennent des relations très privilégiées¹⁰⁴ attest-t-il

Liberté d'information et intérêts privés sont-ils conciliables ? Les journalistes du *Figaro* par exemple, sont-ils en mesure de produire des articles et de porter un regard critique sur la politique de défense de la France, quand le groupe Dassault, propriétaire du journal vend des avions de chasse à l'État français ? Un système économique assurant les intérêts

¹⁰² Enquête « Made in France, cartographie d'un mensonge d'État », Disclose, 15 avril 2019, consultable à l'adresse suivante : <https://made-in-france.disclose.ngo/fr/chapter/yemen-papers/>

¹⁰³ « Parly dit ne pas avoir 'de preuve' que des armes françaises font des victimes civiles au Yémen » *Le Monde* avec *Reuters*, 18 avril 2019 consultable à l'adresse suivante : https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/18/yemen-parly-dit-ne-pas-avoir-de-preuve-que-des-armes-francaises-font-des-victimes-civiles_5451924_3210.html

¹⁰⁴ Propos recueillis dans l'article de LAJON Karen, « Pourquoi a-t-on oublié le Yémen ? », *Le Journal Du Dimanche*, 27 mars 2016 consultable à l'adresse suivante : <https://www.lejdd.fr/International/Moyen-Orient/Pourquoi-a-t-on-oublie-le-Yemen-778639>

financiers des possédants n'est-il pas encouragé ? En analysant les articles du *Figaro* parus durant l'année 2019 et particulièrement sur la période révélant la présence d'armes françaises au Yémen, seuls trois articles sur les 118 au total traitent de ce sujet. Le 16 avril et le 9 mai cela est évoqué « en bref¹⁰⁵ » respectivement par Cyrille Louis et Thierry Portes. Qu'il s'agisse du premier ou du second, l'information n'est pas détaillée. Dans la première publication, les propos s'appuient sur l'enquête Disclose « des armes de fabrication française sont utilisées au Yémen dans des zones où résident des civils, rapporte lundi le site Disclose [...] ». Le deuxième semble minimiser le fait : « Paris a reconnu mercredi qu'un navire saoudien allait effectuer un chargement d'armes française mais assuré n'avoir “aucune preuve” que celles-ci sont utilisées dans la guerre menée au Yémen par l'Arabie » peut-on lire. Enfin, le dernier par Julie Connan *zoom*¹⁰⁶ sur « Le cargo saoudien qui devait charger des armes françaises au Havre » qui « est reparti sans » en y émettant une série d'hypothèses comme en témoignent les assertions suivante : « le cargo saoudien supposé embarquer des armes françaises à destination de l'Arabie saoudite » ou encore « selon son plan [...] devait ensuite faire route vers le port espagnol de Santander, selon le site Marine Traffic ». En définitive, nous pouvons constater que l'enquête menée par les journalistes du média Disclose accablant la France n'est si ce n'est mentionnée, jamais développée. S'agit-il alors d'une simple coïncidence ou d'un véritable choix de traitement médiatique ?

Le Monde, en revanche, paraît davantage virulent et accusateur. Il consacre 14 articles (sur 154) à ce propos. Parmi eux, « Yémen : l'usage contesté des armes françaises¹⁰⁷ » de Louis Imbert et Nathalie Guilbert (17 avril 2019). Dès l'introduction, les journalistes s'attachent à revenir sur l'enquête réalisée par Disclose et semblent critiques à cet égard :

La position française est-elle encore tenable dans la guerre au Yémen pour avoir décidé de continuer de livrer depuis 2015 des armes à l'Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis (EAU), les deux principaux acteurs de la coalition arabe engagée contre les rebelles houthistes dans le sanglant conflit yéménite, Paris se trouve soupçonné de participer à une guerre sale.

Outre cela, l'article est détaillé et explicite quant au positionnement français dans cette guerre. « Les livraisons se poursuivent, officiellement avec “une vigilance renforcée”, sous le filtre néanmoins opaque de la commission interministérielle d'exportation des matériels

¹⁰⁵ Annexes 7 page 97

¹⁰⁶ Annexe 8 page 98

de guerre, qui dépend de Matignon », peut-on lire. Les affirmations suivantes sont également mentionnées « auxquels s'ajoutent 28 batteries d'artillerie d'une portée de 18 à 42 km déployées d'est en ouest, des canons américains et français ». Trois mois après, dans « Ventes d'armes : le débat miné », Manon Rescan amorce son article par « la France tue au Yémen ». Elle poursuit quelques paragraphes plus loin que :

Depuis 2000, l'exécutif a bien accepté de lever une partie du voile sur les ventes à l'étranger. Il est tenu tous les ans au 1er juin de publier un rapport au Parlement sur les exportations de l'année qui précède. Il détaille les montants de livraisons par pays, mais la nature précise des armes livrées, ainsi que leur usage, sont passées sous silence.

Le 17 mai, Alexandre Berteau consacrait également un article au média d'investigation Disclose avec « Armes françaises au Yémen : trois journalistes entendus par la DGSI » dans lequel il revient de manière circonstanciée sur l'enquête :

Les journalistes Geoffrey Livolsi et Mathias Destal ont été entendus mardi 14 mai pour « compromission du secret de la défense nationale », après la publication d'une note classée “confidentiel-défense” détaillant l'utilisation dans la guerre meurtrière au Yémen des armes vendues par la France à l'Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis. Mercredi, les enquêteurs de la DGSI ont auditionné un troisième journaliste, Benoît Collombat, de la cellule investigation de Radio France, l'un des médias partenaires ayant publié les révélations de Disclose le 15 avril.

Puis également sur les conditions de leur convocation par la DGSI le 14 mai :

Les cofondateurs de Disclose s'inquiètent surtout d'avoir été entendus à titre personnel, et non en qualité de journaliste. “A aucun moment dans la convocation il n'est fait mention de l'article, de notre média ou de notre statut d'auteur de l'enquête”, observe M. Livolsi, qui y voit une volonté de sortir du cadre juridique de la loi sur la liberté de la presse. “C'est à un juge judiciaire et non à une autorité policière de décider s'il était légitime ou non de publier une information”, fait valoir Emmanuel Tordjman, l'un des avocats de Disclose. Quant à la détention de la note, on ne peut pas poursuivre un journaliste pour avoir détenu des documents qui proviennent d'une infraction pénale, sinon il n'y a plus d'investigation.

Dans la même veine que son homologue *Le Monde*, *Libération* fait état de la place de la France au sein de la guerre au Yémen. Neuf des 72 articles traitent directement de la

¹⁰⁷ Annexe 15 page 105

question. Quatre journalistes font paraître l'article « Les autorités sortent la carte “secret défense” et défient la presse » le 23 mai dans lequel ils dénoncent « un moyen de faire pression sur les journalistes et d'intimider leurs sources ». Il en est de même pour Pierre Alonso, qui, dans son article « Défense nationale, la forteresse inviolable » (30 mai) souligne que « en l'espace de quelques semaines, neuf professionnels des médias ont été convoqués par le renseignement intérieur. Du jamais-vu en France ». Autre exemple, celui de Fabien Leboucq, auteur de l'article « Pour quels motifs des journalistes ont été convoqués par la DGSI ? » (25 mai) exposant formellement les raisons de cette convocation, à savoir, pour « compromission du secret de la défense nationale ».

En dénonçant « une forme de banalisation » des convocations comme celles adressées aux journalistes du média *Disclose* notamment, force est de constater que *Le Monde* est le quotidien ayant le plus pointé du doigt les actions françaises et la part de responsabilité du pays dans la guerre au Yémen. Par ailleurs, *Libération* a également montré durant cette période que sa rédaction s'était attachée à relayer les controverses qui visent la France tout en revenant sur l'enquête d'investigation. Enfin, *Le Figaro* avec un faible volume d'articles consacrés à ce sujet semble en marge de cela. Outre ce fait, contrairement aux deux quotidiens précédemment mentionnés, la place accordée à cette information est très largement marginalisée occupant les colonnes de *sous-rubrique*. Par conséquent, loin de s'adonner à relayer une information développée, la rédaction se contente de la transmettre « dans les grandes lignes » de façon brève.

2.4 Conclusion partielle

Au regard des trois quotidiens choisis, *Le Monde* est celui qui a accordé une place plus importante au Yémen. Ce constat peut alors s'expliquer par l'indépendance érigée comme ligne rédactionnelle par ce dernier. Selon Patrick Eveno :

Les idées dominantes de la rédaction et du directeur du *Monde* peuvent être résumées de la manière suivante : un humanisme qui allie la défense de la liberté et des valeurs démocratiques à la volonté de justice sociale, ainsi qu'une méfiance à l'égard de l'argent qui corrompt¹⁰⁸.

Si l'indépendance du *Monde* est clairement revendiquée dès les années 40 en rompant avec les mouvements politiques qui avaient pourtant contribué à sa création dans la mesure

¹⁰⁸ EVENO Patrick, *Le journal Le Monde. Une histoire d'indépendance*, Éditions Odile Jacob, 2005

où « seule cette indépendance à l'égard des partis permettait de construire une information honnête et de conquérir ainsi une clientèle fidèle », *Le Figaro* et *Libération* semblent quant à eux répondre à ce que Pierre Bourdieu appelle « l'emprise du journalisme ». En s'attachant à démontrer que « le champ journalistique est de plus en plus soumis aux exigences du marché¹⁰⁹ », il souligne le fait que pour vendre leur journal et augmenter leurs parts de marché, « les entreprises d'information font pression sur leurs journalistes pour qu'ils débusquent des scoops et mettent en scène des informations susceptibles d'attirer le public le plus nombreux¹¹⁰ ». Il serait alors légitime de considérer que la faible présence du Yémen dans ces deux médias répond à cette logique.

Paradoxalement, la guerre civile yéménite est à la fois évoquée et occultée. Évoquée par le biais d'articles ayant trait au terrorisme, à l'implantation d'Al-Qaïda, à la dualité entre l'Iran et l'Arabie saoudite ou encore aux différents enjeux de ce pays pour les grandes puissances qui se livrent en son sein une guerre sans précédent. Mais cette « sale guerre » est également occultée comme le montrent certains titres des quotidiens choisis réduisant ainsi au silence les réalités du conflit souvent lié à des facteurs soulevés par Virgil Hawkins :

L'implication (ou l'intérêt) des élites nationales et du peuple (intérêt national et politique), l'accessibilité et la proximité du conflit vis-à-vis des bureaux de grands médias, l'identification (proximité religieuse, culturelle, ethnologique, de l'audience vis-à-vis des populations victimes), le capital sympathie (perception d'un groupe de victimes innocentes), la simplicité du problème, la continuité (les conflits sont-ils déjà connus) et le sensationnalisme sont quelques uns des facteurs qui jouent un rôle sur le fait qu'un conflit attire ou pas l'attention médiatique.

Par conséquent, face à cette indifférence notable, certains acteurs réclament que l'on en parle. Qui sont-ils ? Que revendiquent-ils ? Qu'exigent-ils ? Ces questions, auxquelles nous tenterons de répondre, feront donc l'objet de la dernière partie de ce travail.

¹⁰⁹ BOURDIEU Pierre, « L'emprise du journalisme », Raisons d'agir Éditions, 1996

¹¹⁰ EVENO Patrick, *Le journal Le Monde. Une histoire d'indépendance*, Éditions Odile Jacob, 2005

III. Des acteurs mobilisés en faveur de la cause yéménite : véritables relais de l'information ?

« L'humanitaire d'urgence couvre des activités précises menées en contexte de guerre mais aussi lors de catastrophes naturelles : aide alimentaire et programmes de nutrition pour les groupes les plus fragiles, fourniture d'eau, hébergement de fortune, aide médicale¹¹¹ ». Si la Première Guerre mondiale, au milieu de la souffrance humaine a révélé l'ampleur des besoins humanitaires de part l'action de la Croix-rouge notamment (rapatriement des blessés graves, recherche de disparus, etc), aujourd'hui encore les associations humanitaires n'existent que dans l'urgence des catastrophes ou des guerres. Témoins des conflits, elles ont un rôle majeur dans la transmission de l'information par leur présence sur des terrains d'ordinaire difficiles d'accès. En fournissant des informations sur un événement, elles ont une place importante dans le processus de médiatisation du conflit. De la même façon, les médias dits « alternatifs » s'efforcent de transmettre une information différente de celle produite par les médias institutionnels. Ces derniers, alors soucieux de relayer des informations peu mises en lumière voire occultées par les médias traditionnels prennent le contre-pied de ces « médias de masse¹¹² ». Dès lors, cette dernière partie s'attachera à rendre compte de la mise en visibilité de la guerre au Yémen par ces deux acteurs mobilisés.

¹¹¹ POULIGNY Béatrice « L'humanitaire non gouvernemental face à la guerre. Évolutions et enjeux », dans *Guerres et sociétés. États et violence après la Guerre froide*, Editions Karthala, 2003.

¹¹² Appellation qui désigne l'ensemble des médias qui permettent de rejoindre une forte audience et une large cible

1. Les organisations non gouvernementales (ONG)

Les ONG sont l'un des rares acteurs pouvant se mobiliser dans le conflit au Yémen. Cependant, plusieurs facteurs les contraignent de remplir leur rôle. Tout comme les médias, elles rencontrent de nombreuses difficultés d'accès au pays. Si « toute l'histoire de l'humanitaire s'inscrit dans [la] confrontation d'intolérables réalités et de consciences humaines¹¹³ », les ONG présentes dans le pays de la péninsule Arabique s'attachent à porter secours aux personnes affectées par cette guerre mais également à révéler, de part leurs activités médicales notamment, les réalités d'un conflit peu médiatisé. « En tant qu'acteurs de terrain et producteurs de récits, de versions des faits, d'interprétations¹¹⁴ », elles tentent parfois de prendre le devant de la scène médiatique ou du moins de la nourrir en donnant à voir la réalité des drames engendrés par la guerre.

1.1 Étude de cas : Médecins Sans Frontières

1.1.1. Entre autocensure et silence

L'assistance aux victimes du conflit remonte au siècle dernier. En effet, en 1964, avant la création de Médecins Sans Frontières (1971), deux des douze fondateurs, Max Récamier et Pascal Grellety-Bosviel se mobilisaient afin de chercher des volontaires pour le Yémen pour la Croix-Rouge internationale. Si « la création de MSF est en partie fondée sur le désir de témoigner publiquement des situations dont ses membres pourraient être témoins », l'objectif est double pour cette ONG. En effet, il y a la volonté de soigner les victimes, et celle de rendre compte des situations de belligérance. Cependant, la première charte de 1971 stipule l'interdiction de « toute immixtion dans les affaires intérieures des États, [...] », le respect du secret professionnel et l'abstention de « porter un jugement ou d'exprimer publiquement une opinion - favorable ou hostile - à l'égard des événements, des forces et des dirigeants qui ont accepté leur concours¹¹⁵ ». De fait, dès sa création officielle « apparaît ainsi l'ambivalence de l'organisation sur la question du témoignage : si elle est créée sur une volonté d'être un secouriste-témoin, l'idée que le silence est

¹¹³ LEGROS Pierre et LIBERT Marianne, *L'exigence humanitaire. Le devoir d'ingérence*, Édition LPM, 2000

¹¹⁴ LE PAPE Marc, SIMÉANT Johanna et VIDAL Claudine, *Crises extrêmes. Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides*, La Découverte, 2006

¹¹⁵ LACHARITÉ Michel-Olivier, *Les compromis médiatiques de MSF au Yémen. Retour d'expériences*, L'Harmattan, 2013

nécessaire à l'action préside à ses premières interventions sur le terrain¹¹⁶». C'est alors que l'on assiste à une forme d'autocensure car « critiquer le comportement des belligérants en prenant à témoin l'opinion publique mondiale, c'est courir le risque de provoquer leur ressentiment, donc des représailles sur les opérations de secours¹¹⁷».

Pour porter assistance aux populations victimes des conflits armés, les ONG internationales doivent prendre contact avec les parties prenantes au conflit au moyen de « négociations humanitaires » ayant pour but « d'ouvrir et de préserver les accès humanitaires afin de conduire des évaluations de besoins, ainsi que de délivrer l'assistance et la protection aux populations vulnérables¹¹⁸». Cependant, force est de constater que l'action humanitaire relève d'un compromis complexe et délicat. En effet, comme nous l'avons précédemment évoqué, MSF et bon nombre d'organisations non gouvernementales exigent le droit de porter une aide humanitaire d'une part et celui de dénoncer les violations des droits de l'Homme auxquelles elles peuvent être témoins. Toutefois, cette double revendication ne semble concorder avec les principes de la pratique et du droit en matière de secours comme le souligne Michael A.Meyer, ancien chef du Département juridique et des Services aux Comités de la Croix-Rouge britannique :

Quels que soient les motivations d'une dénonciation d'une violation des droits de l'homme et les arguments moraux, philosophiques, voire juridiques, qui la justifient, le fait est que, sur le terrain, cette intervention a toutes les chances d'être considérée par les autorités visées comme incompatible avec les conditions auxquelles une ONG est autorisée à apporter une assistance humanitaire. Une ONG qui agirait ainsi compromettrait la poursuite de son intervention dans le pays visé¹¹⁹.

Les événements de 2008 au Yémen témoignent de cette ambivalence. En effet, sur la période allant de mai à juillet, MSF est présente à Dahyan, ville du gouvernorat de Saada, dans le nord-ouest du Yémen et sous contrôle houthiste. Dès le mois de mai, l'ONG intervient pour venir en aide aux victimes des bombardements. Alors que MSF est mobilisée, des roquettes sont lancées. Tandis qu'elle avait reçu l'autorisation d'évacuer les

¹¹⁶ *Ibid*

¹¹⁷ *Ibid*

¹¹⁸ BACONNET Olivier, « La négociation humanitaire dans les ONG internationales », Programme Humanitaire & Développement, Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), Mars 2017

¹¹⁹ MEYER Michael A., « L'action humanitaire : un compromis délicat », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, Octobre 1987

blessés, l'équipe se trouve bloquée à un barrage. Estimant le non-respect des conditions de sécurité, les secouristes étaient dans l'incapacité d'assister les victimes. On parle alors d'entrave au *Protocole I additionnel aux conventions de Genève relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux* du 8 juin 1977 selon lequel les parties prenantes au conflit doivent « autoriser et faciliter le passage rapide et sans encombre de secours humanitaires destinés aux personnes civiles dans le besoin ». Cependant, MSF fait face à une incertitude : s'agissait-il d'un bombardement contre la population civile ou de tirs dont les militaires étaient la cible ? Au mois de juin, suite à l'intensification des combats, Médecins Sans Frontières quitte Dayhan. Le 20 juin, suite à son départ de la zone, MSF rend officiellement compte de la guerre tout en nuanciant son propos. Ainsi, nous pouvions lire sur son site internet :

Il est difficile de savoir précisément ce qui se passe dans les zones de combats et dans les zones contrôlées par la rébellion. L'accès y est interdit pour des raisons de sécurité, aucun observateur indépendant n'est présent sur le terrain, et la plupart des réseaux de communication sont coupés.

[...] les combats à l'arme lourde, les bombardements aériens sur les villages et les quelques informations que nous avons pu recueillir laissent supposer qu'il existe des victimes parmi les civils. Or la plupart n'ont aucun accès à des structures de soins adéquates. Pour les civils venir à l'hôpital n'est pas toujours possible, ou peut s'avérer dangereux à cause des combats en cours [...] ¹²⁰.

En 2009, MSF re-dynamisait ses actions à Al-Talh, district du gouvernorat de Shabwah. Durant plusieurs mois, Al-Talh est bombardé par l'aviation gouvernementale faisant de nombreuses victimes civiles. Les structures médicales sont également touchées par des obus et des balles. Face à la violence et à l'insécurité grandissante, le 22 septembre, l'ONG décide de mettre un terme à ses activités, le personnel est alors expatrié et évacué d'Al-Talh. Cependant, alors que l'organisation s'était engagée à dénoncer les crimes lors des Accords de la Mancha en 2006, on observe toutefois une ambivalence :

Nous avons appris à être prudents dans nos actions sans pour autant nous interdire de dénoncer des crimes graves et ignorés, tels que le bombardement de civils, des attaques sur des hôpitaux [...].

Prendre publiquement position en réaction à de telles situations et placer d'autres facteurs face à leurs responsabilités reste un rôle essentiel de MSF¹²¹. « [...] Dans le cas d'actes de violence

¹²⁰ MSF, « Yémen - Guerre à Saada : l'accès aux blessés impossible », 20 juin 2008, consultable à l'adresse suivante : <https://www.msf.fr/actualites/yemen-guerre-a-saada-l-acces-aux-blesses-impossible>

¹²¹ MSF, *Accords de la Mancha*, Athènes, 25 juin 2006 consultables à l'adresse suivante : <http://association.msf.org/sites/default/files/documents/La%20Mancha%20Agreement%20FR.pdf>

massifs et négligés à l'encontre d'individus et de groupes, nous devrions dénoncer ces situations publiquement, sur la base de nos témoignages de terrain, de nos données médicales et de notre expérience [...] ¹²².

Si pour certains membres de l'ONG le silence de MSF était une perçu comme une façon de pérenniser ses activités au Yémen, pour d'autres, il s'agissait davantage d'un « refus de prendre des risques ¹²³ » en revendiquant « l'obligation d'une organisation humanitaire de rendre compte des violations des Conventions de Genève ¹²⁴ ». Or depuis quelques années, on observe un tournant dans les pratiques médiatiques des ONG. En effet, la dénonciation et l'exposition publique des violences et des violations du droit humain semblent être devenues des pratiques courantes.

1.1.2 La notion de secouristes-témoins ¹²⁵

Nombreux sont ceux qui persistent à encourager la dimension médiatique de l'humanitaire, l'idée que le témoignage prévaut l'aide médicale comme en témoigne Bernard Kouchner, cofondateur de Médecins Sans Frontières et Médecins du Monde : « on était tenus par ce texte à la con (sic.), mais je n'étais pas dupe [...] : je savais que l'on ne pourrait pas garder longtemps le silence sur les dégueulasseries (sic.) que nous constatons sur le terrain ¹²⁶ ». En 1982, avec la désignation du docteur Rony Brauman comme Président de MSF, un tournant s'opère au sein de l'ONG dans la mesure où s'affirme la volonté de dénoncer des violations des droits humains :

Dès lors, la prise de parole et la dénonciation prennent un véritable essor comme pratiques de l'organisation. Se développe l'ambition de rendre compte de conflits négligés et de rappeler aux institutions et l'État leurs responsabilités envers les populations. Par conséquent, en 1992, les quatre autres sections de MSF - belge, espagnole, hollandaise et suisse - s'entendent pour retirer de la Charte de MSF le devoir de réserve des volontaires et l'interdiction de s'immiscer dans les affaires internes des États ¹²⁷.

¹²² *Ibid*

¹²³ LACHARITÉ Michel-Olivier, *Les compromis médiatiques de MSF au Yémen. Retour d'expériences*, L'Harmattan, 2013

¹²⁴ *Ibid*

¹²⁵ *Ibid*

¹²⁶ *Ibid*

¹²⁷ *Ibid*

Le 18 mai 2017, Médecins Sans Frontières titrait un article « Dans le nord du Yémen, les morts invisibles d'Haydan¹²⁸ » relayant l'attaque du 15 août 2016 sur l'hôpital d'As qui avait provoqué le retrait de MSF d'Haydan, un village du gouvernorat de Saada « laissant des milliers de patients sans soin ». On retrouve alors dans cet article, le double objectif de MSF : celui de relater les actions menées par les intervenants mais également la volonté de mettre au jour les réalités d'une guerre cachée comme en témoigne le passage ci-dessous :

Il est 23h passé lorsque le Dr Scaini reçoit un appel d'urgence. Un enfant de 13 ans est étendu sur un lit dans la salle d'urgence, pris de convulsions. Sa tête est bandée. Quelques heures plus tôt, il était au combat et a été touché par une balle. L'hôpital de Haydan n'a pas de salle d'opération et n'est pas en mesure de prendre en charge ce patient dont le pronostic vital est engagé. Il est référé en ambulance vers l'hôpital de Sa'ada, situé à 1h30. Une histoire parmi tant d'autres de vies perdues en marge d'un conflit à huis-clos où les civils périssent sous les bombes¹²⁹.

Face à cette recrue de violence, « MSF doit se décider à passer ces événements sous silence ou à parler au risque de compromettre une partie de sa mission¹³⁰ ». Force est de constater que depuis la guerre ayant débuté en mars 2015, la situation au Yémen est régulièrement dénoncée par les ONG. Contrairement aux médias qui ne font état que de quelques événements en ne faisant que partiellement traverser les réalités de la guerre du mur médiatique, les ONG telles que MSF livrent des récits d'humanitaires au coeur du conflit. Si le silence a longtemps été un moyen de faire perdurer leurs actions sur le terrain, une rupture avec cette loi est de plus en plus notable.

En 2015, MSF fait paraître 63 articles relatant la guerre en tant que telle. Loin de n'aborder que la question du terrorisme ou de l'affrontement que se livrent l'Arabie saoudite et l'Iran, l'ONG dévoile les conditions de son exercice en révélant le quotidien des Yéménites bercés par les raids aériens, les bombardements journaliers, les conditions de vie précaire, la famine, les pénuries, les crimes de guerre perpétuels. L'humanitaire, le secouriste s'érige alors comme le témoin d'un conflit qui ne voit pas sa fin. Le 21 août 2015, MSF publie un communiqué de presse « Yémen : plus de 65 morts dans une attaque aérienne menée sur la ville de Taiz », sept frappes aériennes ayant causé la mort de 65

¹²⁸ MSF, « Dans le nord du Yémen, les morts invisibles d'Haydan », 18 mai 2017 consultable à l'adresse suivante : <https://www.msf.fr/actualites/dans-le-nord-du-yemen-les-morts-invisibles-d-haydan>

¹²⁹ *Ibid*

civils. En observant les articles publiés par les trois quotidiens choisis pour notre analyse initiale - à savoir *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération*, nous constatons que seul un article relate ce tragique événement. En effet, le 25 août, le journaliste Louis Imbert informe qu'« Au Yémen, bombardement meurtrier de la coalition menée par Riyad¹³¹ ». L'article est relativement bien détaillé en répondant de manière concise aux « 5W » (qui, quoi, où, quand, comment, combien, pourquoi). Autre exemple, le 3 décembre 2015, l'ONG informe que neuf personnes ont été blessées la veille « suite à une nouvelle frappe de la coalition Saoudienne sur une clinique MSF ». « Le bombardement d'hôpitaux et de civils est une violation du Droit Humanitaire International. Les civils venant se faire soigner dans des structures médicales doivent être protégés » déclarait le médecin Jérôme Alin. Or ce drame n'a nullement été évoqué dans les trois quotidiens précédemment cités. En le 25 avril 2018, MSF nous apprenait avoir reçu 63 blessés dans un hôpital à Hajjah, dans le Nord du Yémen « suite à une série de frappes aériennes nocturnes de la coalition internationale, menée par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis lors d'une cérémonie de mariage ». Cette fois encore, seul *Le Monde*, par le biais d'un court article, une dépêche AFP rapporte cette actualité¹³².

1.2 Quelles actions par les ONG pour une mise en visibilité du conflit ?

« Autant qu'aider, il faut témoigner. Sans paroles, sans images, pas d'indignation... Une guerre, une famine, une misère oubliées iront jusqu'à leur terme tragique [...]»¹³³ déclarait Bernard Kouchner. Si pour rendre visible un conflit souvent occulté les ONG s'attachent à rendre publiques leurs actions sur le terrain d'une part et à décrire les réalités vécues d'autre part, la mise en visibilité est également rendu possible par la publication d'images et parfois même de vidéos. Ainsi, chaque article de MSF est illustré par un support iconographique, sorte de témoin, venant appuyer le propos¹³⁴. Rony Brauman, Président de Médecins Sans Frontières entre 1982 et 1994, écrivait très justement à ce propos que :

¹³⁰ LACHARITÉ Michel-Olivier, *Les compromis médiatiques de MSF au Yémen. Retour d'expériences*, L'Harmattan, 2013

¹³¹ Annexe 16 page 106

¹³² Annexe 17 page 107

¹³³ KOUCHNER Bernard, *Dieu et les Hommes*, Robert Laffont, 2007

L'image d'un enfant africain décharné, les paupières couvertes de mouches, mordillant une racine sur fond de paysage désolé, scène mille fois représentée, délivre un message dont le sens immédiat, la détresse d'un enfant, est clair. Les significations secondaires, elles, ne sont bridées par aucune syntaxe. [...] terres craquelées, roitelets criminels, guerres tribales, démographie galopante, masses grouillantes analphabètes, épidémies meurtrières, bref une imagerie évocatrice d'un Moyen-Age fantasmatique marqué au sceau du malheur. [...] Notamment parce que cette réalité du quotidien ne trouve aucune place dans le champ de l'actualité. La vie quotidienne est par définition hors de l'actualité. Dès lors, le seul repère familier, la seule passerelle avec un monde aussi impitoyable et anachronique, est l'image de la victime, point de passage obligé¹³⁵.

Contrairement aux médias pour qui l'accès au terrain est difficile voire impossible, les humanitaires sont quant à eux présents sur place ce qui facilite la collecte d'images. Ils apparaissent donc comme plus aptes à rendre compte de la guerre et des événements qui en découlent. Témoins donc de ce qui se passe véritablement au Yémen, six ONG (Acted, Action contre la faim, Care, Handicap International, Médecins du Monde et Première Urgence Internationale) ont alerté le jeudi 17 mars par le biais d'un communiqué de presse « sur une catastrophe humanitaire oubliée¹³⁶ » : « c'est dans l'indifférence générale que le Yémen s'enfoncé dans le chaos. Les bombardements aériens et les combats ont considérablement aggravé la situation humanitaire des populations de ce pays, le plus pauvre de la péninsule arabique » peut-on lire. Hanalia Ferhan, cheffe de mission pour le pays attestait qu' « aujourd'hui le Yémen est confronté à l'une des crises alimentaires les plus graves au monde, associée à une crise sanitaire de grande ampleur : huit personnes sur dix n'ont pas accès à une eau potable et beaucoup n'ont pas accès à la santé. On compte plus de 2,5 millions de personnes déplacées depuis le début du conflit ».

L'ONG Unicef agissant dans le monde pour protéger et défendre les droits des enfants fait régulièrement état de la situation yéménite et plus particulièrement de celle des enfants. Le 7 mai 2019, Henrietta Fore, Directrice générale d'UNICEF depuis 2018 déclarait que « 7 enfants âgés de 4 à 14 ans ont été tués vendredi dans une attaque dans le district de Mawiyah, dans la ville de Taiz au sud du Yémen. Cette attaque porte à 27 le nombre total d'enfants tués et blessés dans une récente escalade de violence près de Sanaa et à Taiz au

¹³⁴ Annexes 18 page 108

¹³⁵ BRAUMAN Rony, « Humanitaire et Médias » dans *Les médias et l'humanitaire*, CFPJ Editions – Victoires Editions, Paris, 1996

cours de ces 10 derniers jours¹³⁷». Le 2 juin 2020, l'association humanitaire de solidarité internationale Care alertait avec 24 autres ONG que « 5 millions de personnes risquent de perdre l'accès à l'eau et à la nourriture alors que le coronavirus se propage ». En analysant les articles de presse des trois quotidiens choisis, nous constatons que ces faits n'ont pas fait l'objet d'un traitement médiatique. De son côté, Amnesty International France lançait le 23 septembre 2019, en même temps que la *Fashion Week*, une campagne de publicité¹³⁸ pour dénoncer la vente d'armes illégales. En partenariat avec l'agence DDB Paris, l'ONG, par le biais d'un parallèle subtile entre l'industrie de la mode et le commerce d'armes accusait les agissements du gouvernement français et réclamait davantage de transparence.

Comme en témoigne, Béatrice Pouligny¹³⁹ :

L'humanitaire a besoin des médias pour mobiliser l'attention et le soutien financier du public. Réciproquement, la présence d'ONG sur un terrain de guerre facilite la couverture médiatique du conflit offrant aux journalistes des facilités logistiques, des sources d'information et des témoins.

D'avantage aptes à rendre compte de l'information, les ONG sont dans bien des cas perçus comme des concurrents directs pour les journalistes « professionnels ». Pouvant être considérés comme des associés, les relations entre ONG et médias traditionnels sont cependant complexes. En effet, tandis que les journalistes « traditionnels » dénoncent le manque d'objectivité et l'activisme des premiers, les ONG quant à elles condamnent fermement la marchandisation de l'information des médias de masse. Néanmoins, il est indéniable que leur dépendance est indispensable; chacun ayant besoin de l'autre pour témoigner, rendre compte et subsister. Pourtant, si les organisations non gouvernementales relayent et aident à relayer ce qui se passe au Yémen, les médias ne semblent pourtant pas preneurs de cette information souvent occultée. Si cette guerre ne paraît pas intéresser les médias « classiques », ceux communément appelés « alternatifs » y semblent plus sensibles. Dans quelle mesure la guerre au Yémen prend-elle place au sein de leur

¹³⁶ Annexe 19 page 109

¹³⁷ UNICEF, « Une attaque à Taiz, au Yémen provoque la mort de 7 enfants », 27 mai 2019, consultable à l'adresse suivante : <https://www.unicef.fr/article/une-attaque-taiz-au-yemen-provoque-la-mort-de-7-enfants>

¹³⁸ Annexe 20 page 110

agenda médiatique ? Sous quelle forme l'information est-elle relayée ? Comment la rendre visible parmi un flux informationnel outrancier fructifié par les médias de masse ?

2. Les médias alternatifs

C'est avec la critique du système née du mouvement hippie d'une part et de la révolte de Mai 68 d'autre part que l'on date l'essor de la presse alternative. Dans les lycées ébranlés par le mouvement, on voit alors apparaître l'émergence de nombreux journaux qui ne tarderont pas à disparaître. Contre l'uniformisation de l'information, cette *autre* presse se positionne « en face des médias traditionnels » et « refuse de reproduire, en son sein, le système de production imposé dans le fonctionnement de ces derniers¹⁴⁰». L'objectif commun est alors d'éveiller la conscience sociale endormie par le conformisme de la pensée unique. Par la volonté de sortir de l'agenda et en s'érigeant comme défenseurs d'opinions, d'idées et de valeurs, les thèmes abordés sont aux abonnés absents des grands médias. En effet, selon les différents auteurs ayant tenté de déterminer les questions développées de cette presse, ils constatent que celle-ci toucheraient davantage au désarmement, la lutte contre la pauvreté, la paix mondiale, le tiers-monde, etc. Ainsi, loin d'être en accord avec les dogmes de la profession selon lesquels :

les journalistes sont priés de traiter avec révérence les institutions et les entreprises, de donner la priorité au local et à l'anecdotique, de faire court pour ne pas lasser et d'oublier "ce qui n'intéresse personne", à commencer par les mauvaises nouvelles venues du bout du monde (sauf si l'on peut jouer sur leur aspect spectaculaire ou exotique)¹⁴¹ qui justifierait en partie que des événements d'une extrême gravité sont souvent traités avec négligence, voire carrément oubliés, par les médias occidentaux¹⁴²,

les médias alternatifs s'efforcent de proposer des informations inédites sur des sujets mal couverts voire ignorés par les médias classiques.

¹³⁹ POULIGNY Béatrice, « L'humanitaire non gouvernemental face à la guerre », dans *Politique étrangère*, 2003

¹⁴⁰ ANDOULSI (V.), *La presse des ONG, un nouveau média alternatif ?*, Mémoire de fin d'études, Université Libre de Bruxelles, 2002-2003

¹⁴¹ KAPP Bernard, Préface dans *Et maintenant le monde en bref. Les médias et le nouveau désordre mondial*, Éditions complexe, 2006

¹⁴² *Ibid*

2.1 Rôles et défis

L'expression médias indépendants recouvre une très grande variété de pratiques. [...] il est utile de les caractériser d'abord et avant tout par cette prise de conscience de plus en plus précise et articulée d'une mission sociale et politique propre. Celle-ci est née d'une profonde insatisfaction face aux grands médias de masse¹⁴³.

Qu'ils soient libres, participatifs, associatifs ou encore citoyens, les médias alternatifs possèdent bien des caractéristiques communes. Indépendants, ils se doivent d'être autonomes car fondamentalement opposés à la marchandisation de l'information. D'un point de vue idéologique, l'objectif est de faire valoir des opinions, des idées qui ne sont que très rarement évoquées dans la presse dite « traditionnelle ». En s'attachant à « représenter un véritable contrepoids aux organes du pouvoir et à la logique dominante implique en effet une réelle liberté de ton et de rédaction [...] », ils « s'affichent comme davantage engagés, s'occupant du non-dit ou de ce qui n'est pas couvert par les autres médias¹⁴⁴ ». Ces médias se caractérisent également par un accès à des sources larges, multiples et indépendantes et « prêtent une attention particulière à ceux dont on ne parle jamais, aux exclus, aux zones d'ombre et aux sujets ou zones géographiques sans arrêt oubliés¹⁴⁵ ». Bien qu'on lui trouve des origines plus lointaines, on s'accorde à considérer que cette forme de « militantisme informationnel » pour reprendre les termes des sociologues Dominique Cardon et Fabien Granjon, s'est véritablement développée dans les années soixante-dix :

Décennie durant laquelle on assiste à un développement important des médias transfrontières et à l'émergence de débats sur les médias de masse et l'internationalisation de la communication. La critique anti-hégémonique a joué un rôle décisif dans la formulation de ces débats et les acteurs qui y ont pris part – pour la plupart des universitaires, des experts d'organisations internationales et des responsables d'entreprises de presse - ont encouragé des alternatives pratiques à travers la constitution d'agences internationales d'information dans les pays du sud destinées à les aider à retrouver une souveraineté dans la production de leur information. C'est donc avant tout autour de

¹⁴³ BAILLARGEON Normand, « Médias indépendants : D'où venons-nous ? Que sommes-nous ? Où allons-nous ? » dans *Diversité et indépendance des médias*, Presses de l'Université de Montréal, 2006

¹⁴⁴ Centre de Documentation Internationale pour le Développement, les Libertés et la Paix (CEDIDELP) et GARGAUD Sophie, « Qu'est-ce qu'un média alternatif ? Essais de définition... », Dossier *Pour la reconnaissance du droit à l'information et à la communication*, 22 juin 2012

questions internationales que s'est construite la dénonciation de l'hégémonie culturelle des grands groupes d'informations occidentaux¹⁴⁶.

S'ils oeuvrent activement pour la diversité de points de vue, car :

aucune citoyenneté authentique n'est possible sans pluralité active. Or ce pluralisme est gravement remis en cause par les phénomènes de concentration et de marchandisation des médias traditionnels. Et même si la plupart des journalistes gardent une haute conscience démocratique, la logique professionnelle dans laquelle ils évoluent fabrique une certaine uniformité, une pensée unique contre laquelle il leur est difficile de lutter¹⁴⁷,

mais les médias alternatifs en tentant d'informer différemment en prenant le contre-pied des médias traditionnels sont souvent ignorés du grand public de part les contraintes économiques dont ils doivent faire face. S'attachant à rendre visibles des faits souvent occultés ou peu médiatisés par les « médias de masse », l'accès à cette *autre* information est dans bien des cas rendu difficile en raison de cette absence de visibilité. Comment faire voir sans être vus ? Comment être vus et donner à voir ? Telles sont les questions auxquelles nous tenterons de répondre.

2.2 Être visibles et rendre visible

Au regard de la thèse de Primo Levi qui comparait notre société d'information à celle de l'Allemagne nazie où « ceux qui savaient ne parlaient pas, ceux qui ne savaient pas ne posaient pas de questions, ceux qui posaient des questions n'obtenaient pas de réponse¹⁴⁸ » - « le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui, nous Occidentaux, présente un grand nombre de défauts et de dangers dont nous sentons la gravité, mais en comparaison du monde d'hier, il bénéficie d'un énorme avantage : n'importe qui peut savoir tout sur tout¹⁴⁹ ». Or, en s'appuyant sur l'idée soutenue par Arnaud Mercier selon

¹⁴⁵ *Ibid*

¹⁴⁶ CARDON Dominique et GRANJON Fabien, « Les mobilisation informationnelle dans le mouvement altermondialiste », Colloque « Les mobilisation altermondialistes », 3-5 décembre 2003

¹⁴⁷ Centre de Documentation Internationale pour le Développement, les Libertés et la Paix (CEDIDELP) et GARGAUD Sophie, « Les médias alternatifs comme garants des droits humains », Dossier *Pour la reconnaissance du droit à l'information et à la communication*, 22 juin 2012

¹⁴⁸ GONNET Jacques, *Les médias et l'indifférence*, PUF, 1999

¹⁴⁹ LEVI Primo, *Si c'est un homme*, Julliard, 1976

laquelle, les médias ne nous disent pas ce qu'il faut penser mais ce à quoi il faut penser, « ils privilégient une thématique ou une approche, [les médias] disent ce qui mérite attention pour entrer dans notre système global d'évaluation et en faire éventuellement un critère de jugement ou de décision¹⁵⁰ » appelé effet *d'agenda-setting*. Cette théorie renvoie donc à l'idée que des sujets intéressent plus que d'autres et qu'il est impossible d'informer sur tout ce qui se passe dans le monde. Selon Julien Lecomte, « cela implique que la presse, les journaux et la télévision ne colportent jamais de l'information pure et complète. Les faits sont tirés. En d'autres termes, les médias choisissent - et donc, occultent - des faits du monde à traiter¹⁵¹ ». En sélectionnant l'information, les médias nous incitent subtilement à discerner « l'important » du « futile ». C'est donc dans cette mesure que les médias alternatifs semblent prendre le contre-pied de cette doctrine. S'attachant à rendre compte des limites de la grille de lecture proposée par les *mass-media*, ils cherchent à nous faire sortir de notre enfermement dans des stéréotypes religieux ou ethniques. En produisant une information *autre*, leur ambition est avant tout de lutter contre la méconnaissance de l'autre.

Indépendants des groupes multinationaux qui possèdent souvent la majorité des réseaux de distribution, les médias alternatifs doivent pallier le manque de notoriété en publiant rapidement et régulièrement. Dans le secteur de la presse écrite, se faire une place peut se révéler davantage difficile. En effet, l'exemple de Lagardère Services dirigeant un important réseau international de magasins de presse est révélateur. Leader mondial de la distribution de presse, l'entreprise est présente sur quasiment l'ensemble du globe (Amérique du Nord, Asie, Europe, Pacifique). Ce qui explique que les médias alternatifs peinent à trouver leur place sur un marché déjà bien occupé par des géants. Ainsi comme en témoigne Laurent Mauduit, cofondateur de Mediapart :

Un rapide état des lieux suffit à prendre la mesure du désastre : une poignée de milliardaires contrôlent à eux seuls la quasi-totalité des grands médias nationaux, de presse écrite ou audiovisuels. C'est dire à quel point la concentration de la presse et des médias s'est accentuée ces dernières années. Des milliardaires qui ont de surcroît presque tous comme point commun de ne

¹⁵⁰ MERCIER Arnaud, « Présentation générale. L'utile fiction de l'opinion publique » dans *Médias et opinion publique*, Les Essentiels d'Hermès, CNRS Éditions, 2012

¹⁵¹ LECOMPTE Julien, *Médias : influence, pouvoir et fiabilité. À quoi peut-on se fier ?* », L'Harmattan, 2012

pas avoir la presse ou l'information pour métier. Des milliardaires qui ont presque tous acquis des journaux non selon des logiques professionnelles mais d'influence ou de connivence¹⁵².

Outre cela, les médias alternatifs sont dans bien des cas pointés du doigt pour leur manque de formation et critiqués pour la multiplicité et la multiplication des rédacteurs, mettant ainsi leur crédibilité en cause. C'est donc dans un climat relativement hostile à leur pérennité qu'ils doivent parvenir à s'implanter dans un paysage médiatique regorgeant de concurrents.

2.3 Études de cas

2.3.1 Disclose et Orient XXI

Créée en 2018 par Mathias Destal (ancien journaliste de *Marianne* et du *Journal du Dimanche*) et Geoffrey Livolsi (ancien de France 2 et journaliste indépendant pour L'Express ou encore Médiapart), Disclose se présente comme un média « à but non lucratif enquêtant sur des sujets d'intérêt public et une ONG de journalisme d'investigation ». Comptant notamment sur des mécènes pour financer ses enquêtes, les cofondateurs expriment une volonté de changer la manière dont on mène des investigations en France et souhaitent avant tout montrer l'exemple d'un journalisme engagé. Interrogé sur la genèse de ce projet, le cofondateur Geoffrey Livolsi, atteste avoir eu l'idée de ce média indépendant lorsque son enquête dénonçant un système d'évasion fiscale au sein d'une filiale du Crédit Mutuel avait été déprogrammée par Canal +. Mobilisés sur six « thématiques prioritaires » telles que les atteintes aux droits humains et les scandales sanitaires, Disclose est « un média qui souhaite prendre le temps de faire de l'investigation longue que ce soit sur des sujets délaissés, ou ardues parce que très techniques. Mais à chaque fois, ce sont des sujets d'intérêt général¹⁵³ ». Conscients des contraintes et du coût de l'investigation qui demande de se rendre sur le terrain puisqu'elle « coûte cher et rapporte peu, la plupart des rédactions n'ont pas les moyens de mobiliser un journaliste à

¹⁵² MAUDUIT Laurent, *Main basse sur l'information*, Don Quichotte éditions, 2016

¹⁵³ KUCINSKAS Audrey, « "Disclose", le média qui veut révolutionner l'investigation », *L'Express*, 7 novembre 2018, consultable à l'adresse suivante : https://www.lexpress.fr/actualite/medias/disclose-le-media-qui-veut-revolutionner-l-investigation_2046931.html

temps plein sur une enquête, et encore moins une équipe entière¹⁵⁴ » le média veut éviter « la chasse au scoop¹⁵⁵ » pour prendre du « temps » dans la réalisation de ses enquêtes.

Considéré comme un journalisme d'élite dans les décennies 80-90, le journalisme d'investigation est de nos jours un tabou majeur de la profession. Véritable *omerta* dans les rédactions dans la mesure où il caractérise la révélation d'informations le plus souvent dissimulées et qui touchent à un sujet dit « sensible » ou contenant quelques parts d'ombre. Pour Gérard Davet, journaliste au *Monde*, l'investigation consiste à « se rendre dans les allées du pouvoir et raconter des choses que nous ne sommes pas sensés savoir ». S'appuyant sur la théorie de l'École de Francfort selon laquelle les médias seraient soumis « aux valeurs marchandes, à la rationalisation capitaliste¹⁵⁶ » et « créateurs de produits bon marché, homogénéisés, standardisés, aux contenus conformistes qui détruiraient la promesse d'une culture émancipatrice et emploieraient méthodiquement à aliéner les plus faibles qui sont leurs victimes¹⁵⁷ », les enquêtes de Disclose ont vocation « à occasionner un impact social tangible ». La révélation par le média d'armes françaises vendues par la France à l'Arabie saoudite, responsables de la mort de milliers de civils et impliquées dans des « crimes de guerre¹⁵⁸ » en témoigne. Soucieux de prendre le contre-pied de ce qu'atteste Bernard Kapp, ancien rédacteur en chef de *Courrier international* à savoir que les médias font « tous les mêmes choix de sujets et nous racontent tous les mêmes histoires mais il le font en adoptant des points de vue comparables et en proposant des analyses somme toute assez voisines¹⁵⁹ », Disclose s'érige comme un témoin engagé cherchant, fouillant, révélant et assumant les non-dits et les secrets bien cachés.

Dès lors, l'enquête publiée en 2019 et repris par les médias classiques a attiré l'attention de la Direction générale de la Sécurité intérieure (DGSI) entraînant l'ouverture d'une enquête pour « compromission du secret de la défense nationale » par le parquet.

¹⁵⁴ BERTEAU Alexandre, « "Disclose", le nouveau média d'investigation en quête de mécènes », *Le Monde*, 10 novembre 2018, consultable à l'adresse suivante : https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2018/11/10/disclose-le-nouveau-media-d-investigation-en-quete-de-mecenes_5381744_3236.html

¹⁵⁵ RAHMIL David-Julien, « Disclose : "il faut arrêter de peser que les journalistes sont les seuls à pouvoir mener des enquêtes" », *L'ADN Innovation*, 15 avril 2019, consultable à l'adresse suivante : <https://www.ladn.eu/media-mutants/presse-et-nouvelles-ecritures/disclose-media-investigation-nouvelle-generation/>

¹⁵⁶ DELPORTE Christian, *Médias, culture et pouvoirs depuis 1945*, Nouveau Monde éditions, 2018

¹⁵⁷ *Ibid*

¹⁵⁸ Disclose, « Pourquoi Disclose publie des documents secret défense », 15 avril 2019, consultable à l'adresse suivante : <https://made-in-france.disclose.ngo/fr/documents>

¹⁵⁹ KAPP Bernard, Préface dans *Et maintenant le monde en bref. Les médias et le nouveau désordre mondial*, Éditions complexe, 2006

Considérée comme une « profonde atteinte à la liberté de la presse » par de nombreuses rédactions, ces dernières se sont alors montrées solidaires en étant signataire d'une tribune de soutien. Parmi elles, *Courrier international*, *Les Echos*, Europe 1, *L'Express*, *Le Figaro*, *Libération*, *Le Monde*, *L'Obs* pour n'en citer que quelques-unes. Au regard de notre corpus initial, les trois titres de quotidiens, *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération*, n'ont relayé l'information qu'à partir de l'annonce faite par Disclose. Cependant, l'implication de la France dans la conflit yéménite avait été évoquée deux ans auparavant par le média Orientxxi. En effet, dans une enquête intitulée « Comment la France participe à la guerre contre le Yémen¹⁶⁰ » rendue publique le 12 septembre 2017 par Warda Mohammed et Tony Fortin, nous en prenions déjà connaissance. Or, à cette date, aucun média analysé ne s'est fait le relais de cette information. Le compte-rendu de l'enquête attestait qu'au début de l'offensive, le Conseil de sécurité de l'ONU avait donné « son aval et la France, le Royaume-Uni et les États-Unis fournissent les armements » et poursuivait en informant qu'à l'inverse des États-Unis et du Royaume-Uni régulièrement accusés de complicité de crimes de guerre du fait de leurs livraisons d'armes à l'Arabie saoudite, « la France échappe aux condamnations, bien qu'ayant une longue tradition de partenariat avec le royaume saoudien et plusieurs de ses alliés ». Les journalistes rendaient également compte de la position de la France et particulièrement de Paris qui, à la fin des années 2000 désirait se tourner davantage vers les pays du Golfe afin de renforcer ses exportations d'armement. Ainsi, nous pouvions lire à propos de la France :

la monarchie saoudienne est son premier client : elle lui a acheté près de 9 milliards d'armes entre 2010 et 2016, ce qui représente environ 15 à 20 % des exportations d'armes françaises chaque année. Cet armement s'adapte facilement aux conditions du Yémen : il a été construit en fonction des besoins des pays du Proche-Orient, qui regroupe à la fois clients riches et pays en guerre ou en instabilité chronique¹⁶¹.

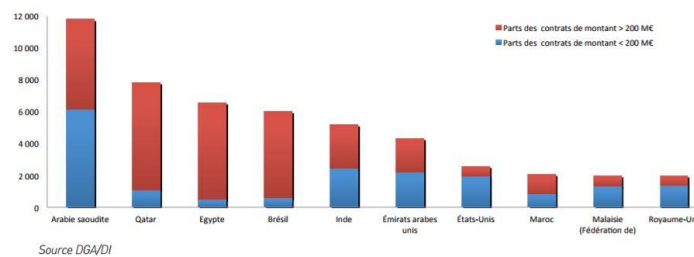
L'année suivante, le même média publiait un article de Tony Fortin « La France partie prenante de la guerre contre le Yémen » (4 octobre 2018) révélant une fois de plus la vente d'armes françaises à l'Arabie saoudite directement impliquée dans la guerre au Yémen :

¹⁶⁰ FORTIN Tony et WARDA Mohammed, « Comment la France participe à la guerre contre le Yémen », *Orientxxi*, 12 septembre 2017, consultable à l'adresse suivante : <https://orientxxi.info/magazine/comment-la-france-participe-a-la-guerre-contre-le-yemen,1990>

¹⁶¹ *Ibid*

En 2017, la France a livré pour 1,4 milliard d’euros d’armes à Riyad ; c’est plus que les montants déjà élevés des années précédentes : 1 milliard en 2016 et 900 millions d’euros d’armement en 2015. Si la transparence fait toujours défaut, de nouveaux contrats ont pu être signés cette année. [...] Du côté des Émirats, la France a vendu pour 227 millions d’euros d’armement en 2017, un montant dans la ligne de ceux enregistrés habituellement (entre 200 et 400 millions).

Principaux clients de la France sur la période 2006-2015 en M€



Comme observé précédemment, ce n’est cependant qu’en 2019 que l’affaire prend de l’ampleur. Les journalistes sont-ils donc dépendants du pouvoir politique ? La période de la Libération n’avait-elle pas vu éclore de nombreux projets destinés à créer un véritable statut de la presse ayant pour but de garantir son indépendance vis-à-vis du pouvoir politique d’une part et des milieux financiers d’autre part ? En exploitant des sources d’informations alternatives à celles des médias commerciaux, les médias alternatifs, nous l’avons vu, véhiculent des informations dont la presse généraliste se fait rarement écho. Se faisant, ils semblent répondre à la logique énoncée dans un rapport du Congrès de la Fédération nationale de la presse (FNP) publié en décembre 1946 selon laquelle « la presse est libre [...] quand le journal est au service de l’idée et de la vérité ».

Conclusion

L'objectif de ce travail a été de rendre compte du degré de visibilité de la guerre au Yémen qui sévit depuis 2015 dans trois quotidiens français de renom d'information générale : *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération*. Souvent considéré comme un conflit complexe du fait de la multiplicité des acteurs y prenant part, force est de constater que le pays a rarement été évoqué dans les médias analysés entre 2015 et 2020 et que les articles le concernant ne s'intéressent pas directement à la guerre dont il est question. En effet, nous l'avons constaté la majeure partie d'entre eux sont liés au terrorisme, au duel Iran-Arabie saoudite ou encore à l'enlèvement des étrangers. Compte tenu de la difficulté voire de l'impossible accès des journalistes au terrain et à l'absence de bureaux d'agence de presse sur place, les journalistes semblent être davantage dans l'interprétation que dans l'observation. Selon Andreas Freund, il existe trois sortes d'événements : l'événement *majeur*, l'événement *dénué d'intérêt* et l'événement *d'importance moyenne*. Toujours selon l'auteur, l'occultation serait le produit de :

la grille de lecture du journaliste - grâce à laquelle il retient certains éléments d'information et en éliminer d'autres [...]. Mais parfois, la cause du silence est tout simplement l'absence d'un reporter qui aurait été là pour voir, écouter, entendre et relater. [...] Parce que personne ne l'y avait envoyé. - [...] - parce que la rédaction en chef avait estimé que ce n'était pas indispensable, coûterait inutilement de l'argent pour un sujet [...].

La couverture médiatique française du Yémen est dans bien des cas, associée à la question de la violence terroriste parce qu'il sert notamment de base arrière aux combattants d'Al-Qaida venus d'Arabie saoudite. Or, si cette approche se voit sur-représentée, nombreuses sont les dynamiques et les problématiques, pourtant fondamentales, qui demeurent délaissées du champs médiatique. Pour assurer un règne de plus de 30 ans, l'ancien Président Saleh a fait de la corruption le maître mot de son gouvernement réduisant à néant les possibilités d'avancement et de développement du pays. En manipulant la population d'une part et en déformant l'image du pays, les services de communication tels que le

ministère de l'information ont largement contribué à la production de sous-information voire de *mésinformation*¹⁶². D'un point de vue interne, les médias locaux se trouvent alors dans l'incapacité de remplir pleinement leurs missions et de maintenir leur rôle de relais de l'information. De leur côté, les médias français, soumis aux restrictions ordonnées par le régime, peinent à rendre compte des réalités yéménites les conduisant ainsi à produire une information souvent superficielle dominée par l'altérité et les stéréotypes. À l'abri des regards extérieurs, le « pays le plus pauvre du Moyen-Orient » en proie à la « pire crise humanitaire au monde » selon l'ONU, se trouve alors oublié des médias occidentaux et ignoré par une communauté internationale impuissante. Néanmoins, au regard des trois quotidiens d'information générale, *Le Monde* se distingue de ses deux homologues. Tout d'abord, en termes de volume d'articles dans la mesure où la guerre au Yémen est davantage représentée que dans *Le Figaro* et *Libération*. Mais également en termes de diversité relative aux sujets traités. En effet, nous avons pu constater que la majeure partie des articles traitant du Yémen ont trait à évoquer le terrorisme, la puissance qu'est l'Arabie saoudite ou encore son adversaire l'Iran. Outre cela, du point de vue de la nature des articles publiés, seul *Le Monde* a fait paraître une série de reportages rapportant les réalités de la guerre en s'attachant notamment à décrire le quotidien des civils bien qu'il est/soit souvent question de reprises de dépêches AFP. Si le journal se démarque donc des deux autres, en adéquation avec sa ligne éditorial et sa volonté d'indépendance et sa liberté de presse, le traitement médiatique de la guerre au Yémen possède bien des failles.

Pourtant, dans le village planétaire, « [...] aucune famine, aucune guerre, aucune tyrannie, ne peut rester longtemps et totalement ignorée¹⁶³ » déclaraient Rony Brauman et René Backmann. C'est cette logique que semble suivre les organisations non gouvernementales. Car si elles « s'aventurent sur le terrain des médias pour conduire et publier des enquêtes de fond, réfléchir sur les enjeux géopolitiques du moment, ou analyser les crises, c'est peut-être d'abord parce que les médias ont déserté ces fronts, retenus ailleurs par les impératifs de l'Audimat ou du Paris-surface¹⁶⁴ ». Au cours de ce travail, nous avons observé le rôle et les défis auxquels les ONG doivent faire face. Souvent critiquées du fait qu'elles s'apparentent de plus en plus à un *business* régit par

¹⁶² FREUND Andreas, *Journalisme et mésinformation*, Éditions La Pensée sauvage, 1991

¹⁶³ BACKMANN René et BRAUMAN Rony, *Les médias et l'humanitaire*, CFPJ Éditions, 1996

¹⁶⁴ *Ibid*

l'argumentaire de la souffrance afin de justifier leur existence et d'accroître leur « part de marché¹⁶⁵ » selon Sylvie Brunel, Présidente d'Action contre la faim (2001-2002), certains exigent davantage de transparence dans le monde humanitaire. Néanmoins, force est de constater que ces ONG sont souvent les relais principaux de crises fréquemment occultées comme celle du Yémen. Fortes de leur présence sur le terrain, leurs membres servent de témoins. Ces dernières parfois à la merci des acteurs militaires, économiques et politiques participant au conflit, sont dans bien des cas menacées au même titre que les journalistes. En effet, ces acteurs s'emploient alors à différentes tactiques selon lesquelles ils dissuadent d'intervenir dans une zone ou à l'inverse tirent bénéfice de leurs actions.

Les organisations humanitaires s'efforcent d'être présentes sur tous les terrains où leur aide peut sauver des vies. Les rédactions, elles, passent leur temps à hiérarchiser l'actualité, à écarter les sujets qui ne seront pas traités. Aujourd'hui comme hier, il reste presque unimaginable de voir évoquées dans le même journal télévisé des guerres ou deux famines. Cette loi impitoyable a pratiquement écarté des écrans les conflits considérés comme secondaires [...]¹⁶⁶.

Le concept de « mort kilomètre » est-il vraiment un indice permettant de hiérarchiser la vie humaine ? Autrement dit, l'occultation de la guerre au Yémen résulte-t-elle de cela ou est-ce la conséquence de son agencement au sein de l'agenda médiatique, faute d'intérêt qui lui est accordé ? Si le média doit s'ériger comme le témoin de l'information, il ne faut pas omettre son rôle de « faiseur d'information ». Ainsi, sa mission n'étant pas seulement de transmettre l'information mais également de faire d'un événement passé ou futur un débat de société, une question primordiale dans l'espace public. Or comme nous avons pu le constater, depuis 2015, rares sont les articles de presse ayant suscité une réelle prise de conscience des réalités qui traversent le pays. Du côté des ONG, l'axe ne se concentre pas uniquement sur la coalition internationale dirigée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis mais bien sur la dégradation de l'eau, la pénurie des denrées alimentaires, la pauvreté, les bombardements de ses infrastructures sanitaires, les milliers de morts, la vie désastreuse de la population civile ou plus précisément sur la « pire crise humanitaire » depuis 1945, tentant ainsi de dépasser l'indifférence et la couverture médiatique lacunaire.

¹⁶⁵ MERCHET Jean-Dominique, « Les organisations humanitaires sont devenues un business », *Libération*, 7 mars 2002, consultable à l'adresse suivante : https://www.liberation.fr/evenement/2002/03/07/les-organisations-humanitaires-sont-devenues-un-business_396152

¹⁶⁶ BACKMANN René et BRAUMAN Rony, *Les médias et l'humanitaire*, CFPJ Éditions, 1996

Sommes-nous désormais dans une « mondialisation de l'indifférence » comme le dénonçait le pape François en mai 2014 à la suite de son discours sur les événements en Syrie ? Si les médias traditionnels confrontés aux complexités idéologiques, politiques et géostratégiques des conflits au Proche et Moyen-Orient, ne peuvent nous livrer un témoignage purement exhaustif des événements qui s'y passent en raison de la difficulté de se rendre sur le terrain, le caractère intarissable des guerres semble également être une raison de cette occultation. En effet, la lassitude générale de nombreux médias et de l'audimat voyant depuis plusieurs années les mêmes images de guerre, qui plus est, sans réellement les comprendre, conduit à réduire la visibilité de ces dernières. Face à cela, les médias alternatifs semblent pallier cette indifférence en livrant une information *autre* et autrement que sous les canaux principaux de l'information. Vis-à-vis de l'actualité tragique du monde arabe, ils se présentent alors comme une solution aux médias traditionnels coupables de créer la production d'une amnésie générale.

Bibliographie et webographie

1. Bibliographie

Médias, presse et guerre et médias

- d'ALMEIDA Fabrice et DELPORTE Christian, *Histoire des médias en France, de la Grande Guerre à nos jours*, Flammarion, 2010
- BASTENIER Albert, BATTEGAY Alain et BOUBEKER Ahmed, *Médias et minorités ethniques. Le cas de la guerre du Golfe*, Academia Eds, 1998
- BELKAÏD Akram, LEVALLOIS Agnès, TALON Claire, *ILYM, Irak, Libye, Yémen Médias : Quel rôle pour les médias dans les pays en crise ?*, L'Harmattan, 2017, Paris.
- BOURDIEU Pierre, « L'emprise du journalisme », Raisons d'agir Éditions, 1996
- DELPORTE Christian, *Médias, culture et pouvoirs depuis 1945*, Nouveau Monde éditions, 2018
- EVENO Patrick, *Guerre et médias, De la Grande Guerre à aujourd'hui*, Canopé – CNDP, 2014
- EVENO Patrick, *Le journal Le Monde. Une histoire d'indépendance*, Éditions Odile Jacob, 2005
- HERTOGHE Alain, *La Guerre à outrances : Comment la presse nous a désinformés sur l'Irak*, Calmann-Lévy, 2003
- KAPP Bernard, Préface dans *Et maintenant le monde en bref. Les médias et le nouveau désordre mondial*, Éditions Complexe, 2006
- MATHIEN Michel, *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruylant, 2006
- MAUDUIT Laurent, *Main basse sur l'information*, Don Quichotte éditions, 2016
- MERCIER Arnaud, « Quelle place pour les médias en temps de guerre ? », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, 2005

- RIEFFEL Rémy, *Que sont les médias ?*, Gallimard, 2005
- ROBINET François, *Silences et récits. Les médias français à l'épreuve des conflits africains (1994-2015)*, INA Éditions, 2016
- SAÏD Edward. W, *L'Islam dans les médias*, Sindbad/Actes Sud, 2011

Yémen

- AZI-HENI Fatiha, *L'Arabie Saoudite en 100 questions*, Tallandier, 2018
- BONNEFOY Laurent, *Le Yémen, de l'Arabie Heureuse à la Guerre*, Fayard, 2018
- BOUCHER Sonia, *Révolution yéménite. Un tournant historique aux enjeux multiples*, L'Harmattan, 2013
- DETALLE Renaud, *Les partis politiques au Yémen : paysage après la bataille*, Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée n°81-82, 1996
- GOY Raymond, *La réunification du Yémen*, Annuaire Français de Droit International n°36, 1990
- GROSSER Pierre, *1989 l'année où le monde a basculé*, Perrin/Tempus, 1989
- KEPEL Gilles, *Sortir du chaos. Les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient*, Esprits du Monde, Gallimard, 2018
- MATHIEN, *L'information dans les conflits armés : du Golfe au Kosovo*, Paris, L'Harmattan, 2001
- THÉPAUT Charles, *Le monde arabe en morceaux. Des printemps arabes au recul américain*, Armand Colin, 2020
- VIGUERIE Véronique, *Yémen : la guerre qu'on nous cache*, Images Plurielles, 2019

ONG

- DAUVIN Pascal, *La communication des ONG humanitaires*, Éditions Pepper - L'Harmattan, 2009
- LACHARITÉ Michel-Olivier, *Les compromis médiatiques de MSF au Yémen*, L'Harmattan, 2013
- LEGROS Pierre et LIBERT Marianne, *L'exigence humanitaire. Le devoir d'ingérence*, Éditions LPM, 2000

2. Webographie

- BACCARIANI Luca et BIANCIOTTO Sébastien, « Crise au Yémen : les enjeux du détroit de Bab-el-Mandeb », Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), 31 mars 2015
- DETALLE Renaud, « Les partis politiques au Yémen : paysage après la bataille », Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée n°81-82, 1996
- GOY Raymond, « La réunification du Yémen », Annuaire Français de Droit International n°36, 1990
- HAWKINS Virgil, « Media selectivity and the other side of the CNN effect : the consequences of not paying attention to conflict », Media, War & Conflict : <https://journals-sagepub-com-s.biblium.u-paris2.fr/doi/pdf/10.1177/1750635210396126>
- LENFANT Alexandre et MURGIA Battiste , « Yémen : un conflit ignoré », Institut National Universitaire Champollion, avril 2018
- MCGOLDRICK Jamie, coordonnateur humanitaire des Nations unies au Yémen, « Yemen : ‘the forgotten war’ closed in the shadow of Syria », CNN, 9 octobre 2016 : <https://edition.cnn.com/2016/10/06/middleeast/yemen-conflict/index.html>
- PETITE Simon, « Guerre au Yémen : il y a un blocus de l’information », Le Temps, 23 mars 2017 : <https://www.letemps.ch/monde/guerre-yemen-y-un-blocus-linformation>
- Interview de BODINE Barbara (ambassadrice des Etats-Unis au Yémen de 1997 à 2001), How Al Qaeda Grew in Yemen, Frontline.PBS, 18 mai 2015, <https://www.pbs.org/wgbh/frontline/article/understanding-yemens-al-qaeda-threat>
- Programme des Nations Unies pour le développement humain, « Rapport sur le développement humain 2019 » : http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_overview_french.pdf
- L’Obs et l’AFP « Le détroit d’Ormuz, un passage stratégique au coeur des tensions entre l’Iran et les États-Unis », 21 juin 2019 : <https://www.nouvelobs.com/monde/20190621.OBS14732/le-detroit-d-ormuz-un-passage-strategique-au-coeur-des-tensions-iran-etats-unis.html>
- Bilans 2018 et 2019 de Reporters sans frontières: <https://rsf.org/fr/actualites/bilan-rsf-des-violences-contre-les-journalistes-en-2018-tous-les-voyants-sont-au-rouge> /<https://rsf.org/fr/actualites/bilan-rsf-des-violences-commises-contre-les-journalistes-en-2019-un-nombre-historiquement-bas-de>

- Dossier : « Syrie : comprendre la position de la France », Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/syrie/syrie-comprendre-la-position-de-la-france/>
- Enquête « Made in France, cartographie d'un mensonge d'État », Disclose, 15 avril 2019 : <https://made-in-france.disclose.ngo/fr/chapter/yemen-papers/>
- MSF, « Yémen - Guerre à Saada : l'accès aux blessés impossible », 20 juin 2008 : <https://www.msf.fr/actualites/yemen-guerre-a-saada-l-acces-aux-blesses-impossible>
- MSF, « Dans le nord du Yémen, les morts invisibles d'Haydan », 18 mai 2017 : <https://www.msf.fr/actualites/dans-le-nord-du-yemen-les-morts-invisibles-d-haydan>

2.1 Sites web

- Disclose : <https://disclose.ngo/fr/>
- Orient XXI : <https://orientxxi.info/>

3. Articles de presse (hors corpus)

- AFP, « Trente ans après son unification, le Yémen se disloque », L'Orient le Jour, 20 mai 2020, <https://www.lorientlejour.com/article/1218871/trente-ans-apres-son-unification-le-yemen-se-disloque.html>
- COCKBURN Patrick, « Le nombre de morts au Yémen est cinq fois plus élevé que nous le pensons », Investigation, 15 novembre 2018, <https://www.investigaction.net/fr/le-nombre-de-morts-au-yemen-est-cinq-fois-plus-eleve-que-nous-le-pensons/>
- PELLEGRIN Clément, « Comment s'est construite la « rébellion houthiste » au Yémen, Les Clés du Moyen Orient, 5 mars 2015, <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Comment-s-est-construite-larebellion-houthiste-au-Yemen>

4. Travaux de recherches

- ANDOULSI (V.), *La presse des ONG, un nouveau média alternatif ?*, Mémoire de fin d'études. Université Libre de Bruxelles : 2002-2003

- AL-KHALED KHALED, *L'image du Yémen dans les hebdomadaires français depuis la première guerre du Golfe (1990) jusqu'à l'attentat manqué du 25 décembre 2009*, Thèse : Sciences de l'information et de la communication. Paris II : 2012

Sources

Centres de documentation :

Bibliothèque Publique d'Information (BPI)

Bibliothèque François Mitterrand (BNF)

Bibliothèque Sainte-Barbe

Bibliothèque Sainte-Geneviève

Sources électroniques :

[Cairn.info](https://www.cairn.info)

[Europresse.com](https://www.europresse.com)

[Franceculture.fr](https://www.franceculture.fr)

[Universalis-edu.com](https://www.universalis-edu.com)

[Persee.fr](https://www.persee.fr)

[Youtube.com](https://www.youtube.com)

Corpus

Le Monde

Jour	Mois	Année	Titre	Auteur(s)	Genre	Rubrique	Catégorie
20	Mars	2015	Affrontements à l'aéroport d'Aden	AFP	Brève	International	International & Europe
28	Mars	2015	Yémen : choc entre l'Iran et l'Arabie saoudite	AYAD Christophe et PARIS Gilles	Analyse	International	
14	Mai	2015	La ville de Sanaa, au Yémen, touché par des bombardements	AFP	Brève	Culture	Patrimoine
24	Août	2015	Au Yémen, bombardement meurtrier de la coalition menée par Riyad	IMBERT Louis	Analyse	International	
25	Septembre	2015	Vingt-cinq morts dans l'attentat contre une mosquée à Sanaa	AFP	Brève	International	
3	Décembre	2015	Al-Qaida s'empare d'une ville dans le sud	AFP	Brève	International	
11	Janvier	2016	Au Yémen, un hôpital de MSF bombardé	BARTHE Benjamin	Analyse	International	
4	Juin	2016	L'ONU critique la coalition arabe pour les morts d'enfants	AFP	Brève	International	
3	Septembre	2016	Le Yémen martyrisé	JOIGNOT Frédéric	Enquête	Idées	Patrimoine
4	Octobre	2016	Les	BOUCHET-	Analyse	Dialogues	Débats &

			bombardements sur les hôpitaux doivent cesser	SAULMIER Françoise			Analyses
10	Avril	2017	Avec les guerres, le retour à la famine	CARAMEL Laurence	Analyse	Géopolitique	
16	Mai	2017	Choléra : l'état d'urgence déclaré à Sana	AFP	Brève	International	
1	Août	2017	Le Yémen en voie de destruction avancée	La rédaction	Editorial	Dialogues	Débats & Analyses
1	Août	2017	Yémen, la guerre occultée. Une série de reportages exclusive	LABAN-MATTEI OLIVIER et REMY Jean-Phillipe	Reportage	International	
3	Août	2017	- La guerre au Yémen. Aden, le volcan - La guerre au Yémen. Taëz, la ligne de front - La guerre au Yémen. Le laboratoire d'Al-Qaida Taëz, la ligne de front				
4	Août	2017	- La guerre au Yémen. Dans le Sud du Yémen, la sécession en jeu				
5	Août	2017	- Un prisonnier du choléra				
2	Octobre	2017	Une commission d'experts sur les crimes de guerre au Yémen	Ma. M (correspondant à Genève)	Compte-rendu	International	
10	Avril	2018	Des armes françaises seraient utilisées au Yémen, dénoncent des ONG	GUILBERT Nathalie	Dossier	Interntational	
25	Avril	2018	Des dizaine de morts dans un	Le Monde et l'AFP	Brève	International	

			bombardement sur un mariage				
7	Mai	2018	L'Arabie saoudite pousse les réfugiés à regagner le Yémen en guerre	IMBERT Louis	Analyse	International	
11	Août	2018	Une frappe tue des dizaines d'enfants au Yémen	KAVALL Allan	Analyse	International	
2	Octobre	2018	Timide embarras des pays européens sur la vente d'armes	Service international	Enquête	International	
26	Octobre	2018	Guerre d'usure au Yémen	IMBERT Louis	Reportage	International	
17	Avril	2019	Yémen : l'usage contesté des armes françaises	GUILBERT Nathalie et IMBERT Louis	Enquête	International	
17	Mai	2019	Armes françaises au Yémen : trois journalistes entendus par la DGSI	BERTEAU Alexandre	Enquête	International	
23	Mai	2019	Les autorités sortent la carte "secret défense" et défient la presse		Enquête	International	
11	Juin	2019	Ventes d'armes : le débat miné	RESCAN Manon	Enquête	France	
18	Juillet	2019	La France, ce si discret exportateur d'armes	GUILBERT Nathalie	Chronique	Supplément télévision	Télévision
26	Septembre	2019	Vendre des armes à l'Arabie saoudite pour bombarder le Yémen est contraire au droit international	Collectif de spécialistes en droit international	Compte-rendu	Analyses	Idées
2	Janvier	2020	Les drones, mondialisation d'une arme	GUILBERT Nathalie	Enquête	International	
31	Janvier	2020	Armes françaises au Yémen : un rappel à la loi pour	AFP	Brève	International	

			les journalistes				
10	Mars	2020	La France enregistre de nouveau des ventes d'armes record	CHAPERON Isabelle	Analyse	Economie	Economie & Entreprise Actu

Le Figaro

Jour	Mois	Année	Titre	Auteur(s)	Genre	Catégorie	Rubrique
25	Février	2015	Une Française kidnappée dans la capitale du Yémen	MINOUI Delphine	Analyse	International	
21	Mars	2015	Yémen : carnage antichite pendant la prière	MALBRUNOT Georges	Analyse	International	
8	Août	2015	L'otage française au Yémen est enfin libre	IMBERT Louis	Analyse	International	
4	Septembre	2015	Au Yémen, deux otages français oublié	MALBRUNOT Georges	Analyse	International	
10	Septembre	2016	La nouvelle stratégie d'implantation locale d'Al-Qaida	MALBRUNOT Georges	Analyse	International	Evénement
4	Avril	2017	Yémen : depuis que les forces de Saleh attaquent leurs ex-alliés houthistes, Sanaa s'enflamme	MALBRUNOT Georges	Analyse	International	
17	Avril	2017	Yémen, la guerre continue, la faim gagne	KODMANI Hala et MATHIEU Luc			
24	Juin	2017	Le Yémen en plein désastre	PORTES Thierry	Filet	International	Zoom
29	Décembre	2017	Raids meurtriers au Yémen	CONNAN Julie	Filet	Internation	Zoom
29	Aout	2018	ONU : le Yémen soupçonne des crimes de guerre	CONNAN Julie	Filet	International	En bref
30	Novembre	2018	Dans le Yémen en guerre, l'interminable calvaire de la population civile	MALBRUNOT Georges	Analyse	International	
6	Décembre	2018	Trump sous pression après les révélations de la CIA	GELIE Philippe (correspondant à Washington)	Analyse	International	

8	Mars	2019	La tournée de trois Yéménites qui témoignent d'une guerre cachée	BROGAT Alice	Analyse	International	
16	Avril	2019	Des armes françaises utilisées au Yémen, selon une note de l'armée	LOUIS Cyrille	Filet	International	En bref
9	Mai	2019	La France reconnaît un chargement d'armes	PORTES Thierry	Filet	International	En bref
11	Mai	2019	Le cargo saoudien qui devait charger des armes française au Havre est reparti sans	CONNAN Julie	Filet	International	Zoom
4	Janvier	2020	À Téhéran, la rue scande "Mort à l'Amérique" et crie vengeance	MINOUI Delphine	Analyse	International	
21	Février	2020	Dans les eaux ultramilitarisées du détroit d'Ormuz, où pasdarans iraniens et marins américains s'épient	MALBRUNOT Georges	Analyse	International	
11	Avril	2020	Yémen : le virus arrêtera-t-il la guerre ?	MALBRUNOT Georges	Analyse	International	
20	Avril	2020	Pendant la pandémie, les conflits armés continuent	BARROTTE Nicolas	Analyse	International	
28	Octobre	2020	Comment protéger les civils dans les guerres modernes ?	BAROTTE Nicolas	Enquête	International	

Libération

Jour	Mois	Année	Titre	Auteur	Genre	Rubrique	Catégorie
31	Mars	2015	Yémen : raid aérien meurtrier sur des civils	MATHIEU Luc	Analyse	Mondexpresso	
13	Avril	2015	Au Yémen, menace de chaos humanitaire	MATHIEU Luc	Récit	Monde	
23	Juillet	2015	Le Yémen, un pays en voie de désintégration	PERRIN Jean-Pierre	Récit	Monde	
27	Juillet	2015	Yémen : crimes de guerre et pénuries extrêmes	TERZIAN Mego	Analyse	Idées	
7	Août	2015	Nucléaire iranien : un accord et après ?	LEONARD Mark	Analyse	Idées	
24	Mars	2017	« Guerre oubliée : le Yémen est désormais touché par la famine	La rédaction	Filet	Expresso	
17	Mai	2017	Choléra au Yémen : La situation pourrait se détériorer très vite	BRAJEU Cécile	Interview	Expresso	
28	Novembre	2017	Crimes de guerre au Yémen : la Cour pénale internationale saisie	BRAFMAN Julie et MATHIEU Luc	Analyse	Expresso	
28	Novembre	2017	Le Yémen, crise locale, causes mondiales	BURGAT François	Analyse	Idées	
21	Mars	2018	Guerre au Yémen : la France rattrapée par ses ventes d'armes à Riyad	ALONSO Pierre	Analyse	Expresso	
29	Octobre	2018	Au Yémen cachez ces armes que la France ne saurait voir	BEDET Lucie	Enquête	France	
26	Avril	2019	Les condamnations à	PILORGET-REZZOUK Chloé	Interview	Expresso	

			l'encontre des journalistes sont rarisimes				
23	Mai	2019	Les autorités sortent la carte "secret défense" et défient la presse	ANDRACA Robin, BRETON Laure, LE DEVIN Willy, LEFILLIATRE Jérôme	Enquête	France	
25	Mai	2019	Pour quels motifs des journalistes ont été convoqués par la DGSI ?	LEBOUCQ Fabien	Analyse	France	CheckNews.fr
30	Mai	2019	Défense nationale, la forteresse inviolable	ALONSO Pierre	Analyse	Evénement	
21	Mars	2020	La contamination serait dix fois plus grave dans les pays du Sud	KODMANI Hala	Compte-rendu	Monde	

Articles Médecins Sans Frontières

- « Yémen : plus de 65 morts dans une attaque aérienne menée sur la ville de Taiz », Médecins Sans Frontières », 25 août 2015 : <https://www.msf.fr/communiqués-presse/yemen-plus-de-65-morts-dans-une-attaque-aerienne-menee-sur-la-ville-de-taiz>

- « Yémen : 63 blessés soignés suite à des frappes de la coalition sur un mariage à Hajjah », Médecins sans frontières, 25 avril 2018 : <https://www.msf.fr/communiqués-presse/yemen-63-blessés-soignés-suite-à-des-frappes-de-la-coalition-sur-un-mariage-à-hajjah>

Article UNICEF

- « Une attaque à Taiz, au Yémen provoque la mort de 7 enfants », UNICEF, 27 mai 2019 : <https://www.unicef.fr/article/une-attaque-taiz-au-yemen-provoque-la-mort-de-7-enfants>

Enquête Disclose

- Dossier « Made in France. Cartologie d'un mensonge d'Etat », Disclose, 15 avril 2019 : <https://made-in-france.disclose.ngo/fr/chapter/yemen-papers/>

Articles de OrientXXI

- FORTIN Tony et WARDA Mohammed, « Comment la France participe à la guerre contre le Yémen », Orientxxi, 12 septembre 2017

: <https://orientxxi.info/magazine/comment-la-france-participe-a-la-guerre-contre-le-yemen,1990>

- FORTIN Tony « La France partie prenante de la guerre contre le Yémen » Orientxxi, 4 octobre 2018 : <https://orientxxi.info/magazine/la-france-partie-prenante-de-la-guerre-contre-le-yemen,2662>

Chronologie du conflit

Conflit au Yémen

- 2011 **Insurrection** contre le président Ali Abdallah Saleh au pouvoir depuis trois décennies
- 2012 Saleh doit céder le pouvoir à son adjoint Abd Rabbo Mansour Hadi
- 2014 La transition déçoit les **Houthis**, rebelles chiites alliés aux partisans de Saleh, qui **prennent la capitale**
- 2015 **Hadi** part en exil en Arabie saoudite
Guerre :
La coalition des États sunnites* menée par l'Arabie saoudite lance des frappes aériennes contre les Houthis, soutenus par l'Iran
- 2016 Les jihadistes sunnites (Al-Qaïda, groupe Etat islamique) profitent du chaos pour occuper le territoire
- 2017 **L'alliance entre Saleh et les Houtis éclate. L'ancien président est tué** le 4 décembre par ses anciens alliés
- 2018 **Le camp Hadi éclate.** Les Houtis consolident leurs positions. Le pays fait face à «**la plus grande crise humanitaire au monde**» (ONU)

Contrôle du territoire

En mars 2018

- Houthis et pro-Saleh
- Pro-Hadi
- Al-Qaïda, EI



*Arabie saoudite, Bahrein, Égypte, Jordanie, Koweït, Maroc, Soudan. UAE

Table des matières

Remerciements	2
Introduction	6
I. Yémen : un pays et une guerre oubliés peu médiatisés	11
1. Un conflit et une réalité complexe pour être relayés ?	11
1.1 <i>De la fracture identitaire</i>	11
1.2 <i>... à la guerre</i>	18
2. Un pays méconnu mais au coeur d'enjeux internationaux	22
3. Un pays fermé, théâtre de violences sans précédent : difficultés d'accès au terrain pour les journalistes	24
II. Quelle place accordée au Yémen dans la presse française ?	28
1. Une mise en visibilité du pays	29
1.1. <i>Le Monde</i>	31
1.2. <i>Le Figaro</i>	33
1.3. <i>Libération</i>	37
1.4 Conclusion partielle	40
2. Des médias défaillants de leur mission : de l'occultation à la guerre oubliée ?	41
2.1 Le concept de « mort/kilomètre » ou « loi de la proximité »	41
2.2. Yémen : une guerre relayée de manière indirecte	45
2.3 Une censure opérée par la France, responsable du silence médiatique ?	47
2.4 Conclusion partielle	50
III. Des acteurs mobilisés en faveur de la cause yéménite : véritables relais de l'information ?	52
1. Les organisations non gouvernementales (ONG)	53
1.1 Étude de cas : Médecins Sans Frontières	53
1.1.1. <i>Entre autocensure et silence</i>	53
1.1.2 <i>La notion de secouristes-témoins</i>	56
1.2 Quelles actions par les ONG pour une mise en visibilité du conflit ?	58
2. Les médias alternatifs	61
2.1 Rôles et défis	62
2.2 Être visibles et rendre visible	63

2.3 Études de cas.....	65
2.3.1 Disclose et Orient XXI.....	65
Conclusion	69
Bibliographie et webographie	73
Sources.....	78
Corpus.....	79
Table des matières	88
Table des annexes	90
Annexes.....	91
Annexes 1.....	91
Annexes 2.....	92
Annexes 3.....	93
Annexes 4.....	94
Annexes 5.....	95
Annexe 6	96
Annexes 7.....	97
Annexe 8	98
Annexes 9.....	99
Annexes 10.....	100
Annexe 11	101
Annexe 12	102
Annexe 13	103
Annexe 14	104
Annexe 15	105
Annexe 16	106
Annexe 17	107
Annexes 18.....	108
Annexe 19	109
Annexe 20	110

Table des annexes

Annexe 1	91
Annexe 2	92
Annexe 3	93
Annexe 4	94
Annexe 5	95
Annexe 6	96
Annexe 7	97
Annexe 8	98
Annexe 9	99
Annexe 10.....	100
Annexe 11.....	101
Annexe 12.....	102
Annexe 13.....	103
Annexe 14.....	104
Annexe 15.....	105
Annexe 16.....	106
Annexe 17.....	107
Annexe 18.....	108
Annexe 19.....	109
Annexe 20.....	110

Annexes

Annexes 1

Le Monde LE SPORT CHAMPION DES MÉDICAMENTS

Mardi 14 septembre 2020 17e année N° 6724 2,20 € France métropolitaine www.lemonde.fr

Un jeune sur deux a déjà fumé du cannabis

- La consommation de cannabis chez les adolescents de 17 ans est déjà repartie à la hausse, selon l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies
- 42,8 % des jeunes de 17 ans l'ont déjà expérimenté, contre 41,3 % il y a trois ans. Près d'un adolescent sur dix en fume au moins une fois par mois
- Un quart de ces jeunes présentent un risque de dépendance. Au total, ce sont 8 % des adolescents qui en ont un usage problématique
- Cette hausse globale de la consommation s'explique par un contraste de fait accru de l'offre. La France est devenue un pays de production locale
- Plus qu'illicite, le cannabis est désormais disponible sur Internet et consommé dans tous les milieux sociaux

Après Google, Gazprom dans le viseur de Bruxelles

Le premier russe devrait être accusé de «abus de position dominante» par la Commission européenne. Cette décision pourrait avoir des conséquences géopolitiques majeures.

MIG Le Cézif, Olivier Rolin, Karmel Daoûd, Amélie Nothomb, Lydie Salvendy, Besseli Banki. Après les attentats, seize écrivains livrent leurs craintes et leurs espoirs dans des textes vibrants

Hollande «sanctuarise» le budget de la défense

Le chef de l'Etat a annoncé sur le porte-avions «Charles-de-Gaulle» une révision de la baisse des effectifs des armées

La France mobilise 9 000 soldats sur des théâtres extérieurs et 10 300 pour «Vigilance»

Le Véném enquête particulièrement. Il est devenu une nuisance d'Al-Qaïda dans la péninsule Arabique, qui a revendiqué l'attentat de Paris

ALERTES SUR LES MAUVAIS MÉDICAMENTS

CINEMA VIGGO MORTENSEN, S'ÉCARTANT DES WESTERN

SYRIE : LE DISCOURS STÉRILE D'ASSAD

INTERNATIONAL

AL-QAÏDA PRÔNE LE CHAOS AU YÉMÉN

LE REGARD DE PLANTU

Imaginer le confort

Stressless

«DRÔLE ET CITOYEN»

"UNE GÉNÉRIE À LA REN LAOAG"

DISCOUNT

SOLIDAIRES

Le Monde LE MONDE FESTIVAL

Mardi 14 septembre 2020 17e année N° 6724 2,20 € France métropolitaine www.lemonde.fr

CETTE FRANCE QUI N'EST PAS «CHARLIE»

- Après les attentats et la marche républicaine du 11 janvier, de nombreux Français ne se reconnaissent pas dans le mouvement «Je suis Charlie»
- Dans les établissements scolaires, les enseignants sont parfois désarmés face aux réactions hostiles de certains élèves, qui refusent l'unanimité
- Les «quartiers» n'ont pas défini dimanche leurs habitants de confession musulmane également une incompréhension des caricatures de Mahomet
- Ceux qui ne sont pas «Charlie»: les tribunes de Rony Brauman, d'Alfred Jabahi, de l'OCF et d'Alain Gresh et Michèle Sibony (avec un collectif)
- Notre éditorial: «La liberté d'expression, la loi, le blasphème»
- LES PAGES 2, 4, 7, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21

Des écrivains face à la terreur

MIG Le Cézif, Olivier Rolin, Karmel Daoûd, Amélie Nothomb, Lydie Salvendy, Besseli Banki. Après les attentats, seize écrivains livrent leurs craintes et leurs espoirs dans des textes vibrants

Hollande «sanctuarise» le budget de la défense

Le chef de l'Etat a annoncé sur le porte-avions «Charles-de-Gaulle» une révision de la baisse des effectifs des armées

La France mobilise 9 000 soldats sur des théâtres extérieurs et 10 300 pour «Vigilance»

Le Véném enquête particulièrement. Il est devenu une nuisance d'Al-Qaïda dans la péninsule Arabique, qui a revendiqué l'attentat de Paris

ALERTES SUR LES MAUVAIS MÉDICAMENTS

CINEMA VIGGO MORTENSEN, S'ÉCARTANT DES WESTERN

SYRIE : LE DISCOURS STÉRILE D'ASSAD

INTERNATIONAL

AL-QAÏDA PRÔNE LE CHAOS AU YÉMÉN

LE REGARD DE PLANTU

Imaginer le confort

Stressless

«DRÔLE ET CITOYEN»

"UNE GÉNÉRIE À LA REN LAOAG"

DISCOUNT

SOLIDAIRES

Annexes 2

EN BREF

Iran : reprise des négociations sur le nucléaire le 21 avril

L'Iran et les grandes puissances du groupe 5 + 1 vont reprendre le 21 avril les discussions pour la rédaction du texte de l'accord final sur le nucléaire, a déclaré mardi le chef de la diplomatie iranienne, Javad Zarif.

Yémen : l'ONU somme les houthistes de rendre le pouvoir

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté mardi une résolution qui somme les miliciens chiites houthistes de se retirer des zones du Yémen qu'ils ont conquises et qui leur impose des sanctions, dont un embargo sur les armes. Les intéressés ont « *condamné* » la résolution.

Ukraine : six soldats tués dans l'Est

Six soldats ukrainiens ont été tués et un journaliste blessé mardi dans l'Est séparatiste prorusse de l'Ukraine qui connaît un regain de tensions deux mois après l'entrée en vigueur d'une nouvelle trêve.

Italie : 400 migrants disparus

Jusqu'à 400 migrants ont disparu dimanche dans un naufrage en Méditerranée, selon des

EN BREF

Près de 300 femmes libérées de Boko Haram au Nigeria

L'armée nigérienne a affirmé mardi avoir libéré 200 filles et 93 femmes lors d'une opération militaire visant à reprendre la forêt de Sambisa au groupe islamiste Boko Haram. Selon le porte-parole de l'armée, il ne s'agirait pas des lycéennes de Chibok enlevées il y a un an.

L'Indonésie a exécuté huit condamnés à mort

L'Indonésie a exécuté ce mercredi huit condamnés à mort pour trafic de drogue, parmi lesquels sept étrangers, malgré les appels de la communauté internationale. Seule une Philippine a obtenu un sursis. Condamné à mort lui aussi pour trafic de drogue, le Français Serge Atlaoui avait été retiré au dernier moment de cette liste en raison d'un recours.

Nouveaux combats au Yémen

Au moins 64 personnes, dont des civils, ont été tuées mardi dans de nouveaux combats entre rebelles chiites et leurs adversaires au Yémen, alors qu'un raid aérien a visé une base militaire à Sanaa.

EN BREF

Le référendum britannique sur l'UE pourrait se tenir en juin 2016

Le premier ministre britannique David Cameron a l'intention de fixer à juin 2016 le référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'Union européenne, affirme le journal *Independent on Sunday*. Downing Street a refusé de commenter.

Attentat suicide de Boko Haram au Cameroun

Le Cameroun a été la cible samedi soir d'un nouvel attentat, perpétré par une kamikaze adolescente qui a fait au moins 20 morts dans la ville de Maroua, dans l'extrême nord, une attaque portant la marque des islamistes nigériens de Boko Haram.

Les rebelles chiites rejettent la trêve au Yémen

Le chef des rebelles chiites au Yémen, Abdel Malek al-Houthi, a rejeté dimanche le cessez-le-feu proposé par la coalition arabe. Il a affirmé que cette « *trêve humanitaire* » ne ferait que servir les intérêts des djihadistes de l'État islamique (EI) et d'al-Qaïda dans la péninsule Arabique (Aqpa).

Annexes 3

« Au nom du peuple », la série sur la corruption du PCC qui fascine les Chinois

Avec une fiction sur un sujet tabou, le pouvoir veut montrer sa détermination à éradiquer ce fléau.

YRILLE PLUYETTE [@CyrillePluyette](#)
CORRESPONDANT À PEKIN

HINE Cela faisait plus de dix ans que le 'arti communiste chinois avait interdit aux scénaristes d'aborder à la télévision le thème de la corruption. Le régime craignait probablement de ternir davantage

son image avec des histoires trop proches de la réalité. Mais les autorités de Pékin ont radicalement changé de stratégie cette année en lançant la série *Au nom du peuple*, parfois comparée par la presse chinoise au hit américain *House of Cards*.

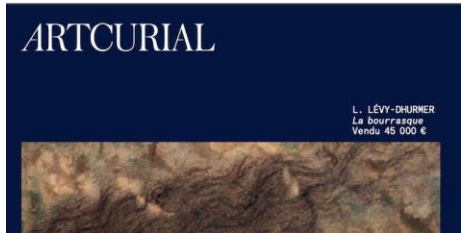
Le feuilleton, dont la diffusion des 52 épisodes s'est achevée fin avril sur le petit écran, est une plongée dans l'univers

véreux du parti unique. Le cynisme des « méchants » y est total : une femme d'affaires se met en cheville avec un vice-maire pour organiser la faillite d'une usine et récupérer le terrain ; un haut responsable fait assassiner un enquêteur ; un juge dévoyé joue au golf avec sa maîtresse... Et le public applaudit : ce programme est devenu l'un des plus populaires de l'histoire du pays, cumulant par ailleurs plus de 3 milliards de vues sur Internet. « Pour la première fois depuis longtemps, une série montre la réalité telle qu'elle est », explique l'auteur, Zhou Meisen, un romancier admirateur de Balzac, qui s'est inspiré de son expérience de fonctionnaire municipal ainsi que des nombreux dossiers publics - une centaine de hauts dignitaires ont été condamnés. Et a pu aussi interviewer des enquêteurs et des cadres emprisonnés.

Mais si elle ne cache rien de la face sombre du pouvoir, cette fiction sert surtout à magnifier la vaste campagne anticorruption menée par le président Xi Jinping depuis fin 2012. Les trois principaux héros, des inspecteurs inflexibles, ont d'ailleurs

même obligé leur personnel à regarder la série, selon la presse locale.

Une scène a particulièrement frappé les esprits. Un officiel nommé Zhao Dehan, qui menait une existence simple - avalant des nouilles le soir dans son modeste salon - implore le pardon d'un enquêteur qui vient de découvrir chez lui des montagnes de cash. Les billets de 100 yuans remplissent un réfrigérateur, des étagères sur un mur entier, un lit double... Le coupable, capable de citer le montant exact de ces pots-de-vin - 239 995 400 yuans -, raconte en sanglotant qu'il vient d'une famille de paysans pauvres, et qu'il contemplant parfois son cash « comme les récoltes quand il était enfant ». Mais il n'a pas osé en dépenser un centime... Cet épisode est tiré d'un cas réel : en 2014, les autorités ont trouvé une somme proche en petites coupures chez un vice-directeur de l'Administration nationale de l'énergie, pesant plus de deux tonnes. Il a fallu plus de seize machines pour compter l'argent ! D'autres extraits font passer l'idée subliminale - souvent véhiculée par la propa-



ZOOM

Le Yémen en plein désastre
L'épidémie de choléra au Yémen, qui a déjà fait près de 1 300 morts, pourrait atteindre le seuil des 300 000 cas à la fin août, averti vendredi le Fonds des Nations unies pour l'enfance. Le choléra est réapparu en avril après une première épidémie l'an dernier.

L'Arabie saoudite, qui intervient depuis plus de deux ans au Yémen à la tête d'une coalition militaire arabe, a annoncé vendredi la mise en place d'une aide de 66,7 millions de dollars (59,6 millions d'euros). Depuis le début du conflit, 17 millions de personnes - deux tiers de la population - sont confrontées à des pénuries alimentaires, dont près de 7 millions sont proches de la famine.

EN BREF

Le Pakistan ensanglanté
Des attentats ont ensanglanté le dernier vendredi du mois sacré du ramadan au Pakistan, l'un faisant 13 morts au Baloutchistan, province instable

Annexes 4

ZOOM

Raids meurtriers au Yémen

Plusieurs frappes aériennes de la coalition conduite par l'Arabie saoudite contre les rebelles houthistes ont fait 109 victimes civiles au Yémen ces dix derniers jours. *« Ces incidents montrent le manque total de considération pour la vie humaine de tous les belligérants, y compris la coalition menée par l'Arabie saoudite, dans cette guerre absurde qui a pour unique résultat de détruire le pays et de faire endurer des souffrances incommensurables à ses habitants »*, a réagi jeudi Jamie McGoldrick, le coordinateur humanitaire de l'ONU au Yémen.

EN BREF

Fin du contentieux sur les visas entre la Turquie et les États-Unis

Les missions consulaires américaines en Turquie vont reprendre en totalité la délivrance de visas après une suspension provoquée par l'arrestation d'un employé consulaire, selon l'ambassade américaine à Ankara. La Turquie va réciproquement reprendre totalement la délivrance de visas aux ressortissants américains.

Annexes 5

Yémen: depuis que les forces de

SANAA, ville fantôme. Pour le quatrième jour consécutif, les affrontements se sont poursuivis dimanche dans la capitale yéménite entre les partisans de l'ancien président Ali Abdallah Saleh et leurs ex-alliés, les rebelles houthistes, soutenus par l'Iran. Mais dans la soirée, alors que les pro-Saleh bloquaient plusieurs rues du centre-ville et cherchaient à s'emparer du bastion houthiste d'al-Jarraf, il était difficile de savoir quel camp allait prendre le contrôle de Sanaa, où les écoles ont été fermées.

« Depuis trois jours, je n'ai pas bougé de ma maison avec ma famille », confie Nasser Arrabyee, un journaliste, joint au téléphone à Sanaa. « Il y a de nombreux morts et blessés », tweetait, de son côté, la Croix-Rouge internationale sur place. « Des combats ont eu lieu toute la nuit de samedi à dimanche », selon Alexandre Faite, le chef de délégation du CICR. Samedi, les deux camps



Des combats ont continué d'opposer, dimanche, président Saleh et les rebelles houthistes.

Saleh attaquent leurs ex-alliés houthistes, Sanaa s'enflamme



dans la capitale, Sanaa, les partisans de l'ancien

s'étaient déjà affrontés pour le contrôle de ministères clés et de l'aéroport international.

Retournement d'alliance

Un nouveau front s'ouvre dans l'interminable et très complexe conflit yéménite. Depuis mars 2015, les pro-Saleh et les houthistes étaient alliés contre les bombardements de la coalition arabe, emmenée par l'Arabie saoudite, qui accuse les houthistes d'être sous la coupe de son ennemi iranien et du Hezbollah libanais. Trente mois de combats ont fait plus de 10 000 morts et entraîné une épidémie de choléra dans le plus pauvre des 22 pays arabes, où sévit, selon l'ONU, « la pire crise humanitaire » de la planète.

Selon Adam Baron, spécialiste du Yémen interrogé par *Le Figaro*, le retournement de Saleh s'explique par « une frustration de voir les houthistes se com-

porter comme un État dans l'État, en rejetant le partenariat établi » avec les partisans de l'ancien raïs. La tentative des rebelles de prendre le contrôle en milieu de semaine dernière d'une mosquée à la gloire de Saleh semble avoir mis le feu aux poudres. Il est difficile d'imaginer que la rupture de Saleh avec les insurgés pro-iraniens n'ait pas été coordonnée avec l'Arabie saoudite, voire les Émirats arabes unis, où vit son fils, Ahmed.

Samedi, dans une intervention télévisée, Saleh a appelé ses « frères dans les pays voisins à arrêter leur agression et à lever le blocus, et nous tournerons la page ». « Une trahison », selon les houthistes, qui accusent depuis des mois Saleh d'avoir noué des contacts secrets avec Riyad.

En froid depuis 2012 avec Saleh, écarté du pouvoir un an auparavant par une révolte populaire, l'Arabie a accueilli positivement son initiative pour

« libérer le Yémen des milices pro-ira-niennes », de même que les Émirats se sont félicités du « soulèvement », qui « pourrait ramener le peuple yéménite dans son environnement arabe ».

Si la rupture Saleh-houthistes constitue un « tournant majeur » dans la guerre, selon l'expert, Laurent Bonney, interrogé par l'AFP, « il n'est pas nécessairement une bonne nouvelle, car il vient porter les combats au sol dans la capitale, ainsi que dans d'autres régions qui, tout en étant bombardées, étaient restées à l'abri de tels combats ». Dimanche, les houthistes auraient pris d'assaut la maison de Saleh à Sanaa, après s'être emparés de sa chaîne de télé (Yemen Today). Pour Nasser Arrabyee, les houthistes vont sortir vainqueur de ces combats : « Saleh a des hommes un peu partout, mais ils ne sont pas organisés ou armés. Les houthistes, eux, sont, maintenant, un État. » ■ G.M.

Annexe 6

jeudi 6 décembre 2018 LE FIGARO

10 | INTERNATIONAL

Trump sous pression après les révélations de la CIA

Les sénateurs accusent désormais le prince saoudien Mohammed Ben Salman d'avoir orchestré l'assassinat de Jamal Khashoggi.

PHILIPPE GÉLIE @gelliefg
CORRESPONDANT A WASHINGTON

ÉTATS-UNIS Jeudi dernier, les justifications géopolitiques du secrétaire d'Etat, Mike Pompeo, et du secrétaire à la Défense, James Mattis, n'avaient pas convaincu. Mardi, les explications factuelles de Gina Haspel, la directrice de la CIA, ont eu l'effet inverse. Les sénateurs sont sortis de sa présentation en accusant le prince héritier saoudien Mohammed ben Salman (MBS) d'avoir commandité l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi le 2 octobre dernier à Istanbul. Et en reprochant à Donald Trump de « le couvrir », au risque de susciter une rébellion parlementaire contre sa politique étrangère.

« Il faut être délibérément aveugle pour ne pas conclure que ceci a été orchestré et mené à bien par des gens sous le commandement de MBS et qu'il a été étroitement mêlé au décès de M. Khashoggi », a déclaré le républicain de Caroline du Sud Lindsey Graham, proche du président. Déclinant l'expression anglaise pour une preuve flagrante (« smoking gun »), il a qualifié les indices pointant la culpabilité du prince héritier de « scie fumante », en référence à la scie à os apportée en Turquie par le commando saoudien pour démembrer le corps du journaliste.

« Il y a absolument zéro chance que les choses se soient passées de cette manière sans l'intervention du prince héritier », a-t-il affirmé. Le sénateur Bob Corker, président de la commission des Affaires étrangères, a renchéri : « Je n'ai aucun doute que MBS a ordonné le meurtre. L'a surveillé, planifié et l'a avancé et savait exactement ce qui se passait. S'il était devant un jury, il serait condamné en trente minutes ».

Ces commentaires sans appel contredisaient le flou entretenu par Donald Trump et son administration pour justifier le maintien de la coopération avec l'Arabie saoudite, un « allié solide » crédité d'achats d'armes massifs et d'un soutien précieux face à l'Iran. La CIA n'a qu'un « sentiment » sur les res-

ponsables du meurtre, déclarait le président la semaine dernière, s'en tenant aux dénégations de MBS.

Mais, outre l'enregistrement sonore de l'assassinat au sein du consulat saoudien fourni par les Turcs, la centrale d'espionnage américaine fait état d'au moins onze messages échangés au moment des faits entre le prince et l'un de ses proches conseillers, Saïd al-Qalaitani, chargé de superviser le commando d'Istanbul. Gina Haspel a également confirmé une déclaration de MBS interceptée en août dernier selon laquelle il suggérerait « d'attirer (Khashoggi) dans un piège hors d'Arabie et de prendre alors des dispositions ».

« Il faut être délibérément aveugle pour ne pas conclure que ceci a été orchestré et mené à bien par des gens sous le commandement de MBS »

LINDSEY GRAHAM, SÉNATEUR RÉPUBLICAIN DE CAROLINE DU SUD

« Pour être clairs, nous ne sommes pas en possession de l'ordre direct du prince héritier de procéder au meurtre », reconnaît la CIA dans des extraits de son rapport révélés par le Wall Street Journal. Une formule dont a pris prétexte Donald Trump pour l'absoudre de tout reproche. Mais Lindsey Graham a au contraire estimé que le président devrait déverser « une tonne de briques » sur le pouvoir à Riyad, prévenant : « Si le gouvernement saoudien reste aux mains de cet homme (MBS), il sera très difficile d'entretenir des relations car je pense qu'il est fou, je pense qu'il est dangereux, je pense qu'il a compromis la relation » bilatérale avec les États-Unis.

Le sénateur n'a consenti à exonerer Pompeo et Mattis de leur « mauvais jugement » que parce qu'ils « sont de bons soldats (qui) suivent le président. S'ils appartenaient à une administration démocrate, je les couvrirais de reproches pour être dans la poche de l'Arabie saou-

dite », a lâché Graham. Jeudi dernier, juste après leur vaine défense de la ligne présidentielle au Capitole, quatorze sénateurs républicains s'étaient joints aux 49 démocrates pour pousser une résolution limitant les pouvoirs de guerre du président. Ce texte – dont l'adoption reste incertaine – lui intimait de retirer sous 30 jours tout le soutien des États-Unis aux Saoudiens dans leur guerre au Yémen.

« Le temps est venu de reprendre en main la politique étrangère et de dire que ce président ni aucun autre n'a le pouvoir d'engager notre pays dans un conflit sans la permission du Sénat », s'engage le libertarien Rand Paul, habituellement pro-Trump. Plus pragmatique, Lindsey Graham propose une résolution qui condamnerait MBS, lui infligerait des sanctions et interdirait les ventes d'armes à Riyad aussi longtemps qu'il sera au pouvoir. À ce stade, le Congrès reste divisé sur le choix de sa réponse.

« Il vaudrait beaucoup mieux que le commandant en chef se dresse devant le monde pour dire que nous n'acceptons pas l'assassinat et le démembrement de journalistes », plaide Bob Corker. À défaut, prévient le Wall Street Journal, « le président Trump court le risque de perdre le contrôle de sa politique étrangère ».



Proche du président, Lindsey Graham est, mardi, interrogé par la presse dans les couloirs du Capitole, à Washington, après une réunion à huis clos présentant les conclusions de la CIA sur l'assassinat de Jamal Khashoggi. JONATHAN ERNST/FREUTERS

Khashoggi : deux proches de MBS visés par la justice turque

Ankara ne lâche pas l'affaire Khashoggi. Un procureur turc a réclamé mercredi des mandats d'arrêt contre deux membres de la garde rapprochée du prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed Ben Salman (MBS), dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du journaliste saoudien dans l'enceinte du consulat d'Istanbul. « De gros soupçons pèsent sur Ahmad al-Assiri et Saoud al-Qalaitani comme faisant partie des planificateurs » du meurtre, stipule la requête écrite du parquet, dont des extraits ont été obtenus par Le Figaro, et elle précise qu'une « demande

de mandat d'arrêt a été déposée » pour ces deux suspects. L'annonce de cette décision à l'heure où la CIA estime – selon plusieurs médias américains – que l'assassinat a été commandité par « MBS » ne relève sans doute pas d'une coïncidence : depuis le début de l'affaire, la Turquie distille avec parcimonie informations et déclarations publiques pour mettre la pression sur Riyad. « La décision du procureur d'émettre des mandats d'arrêt pour Assiri et Qalaitani traduit l'impression que les autorités saoudiennes ne prendront aucune action formelle contre ces

personnes », avance, sous le couvert de l'anonymat, un haut fonctionnaire turc familier du dossier. À ce jour, la Turquie s'est toujours gardée de pointer directement du doigt MBS, mais elle continue à réclamer des comptes aux Saoudiens. « Nous n'avons toujours pas eu de réponses des Saoudiens sur ce qu'il est advenu des restes de Khashoggi, sur l'identité du collaborateur local et sur la personne qui a ordonné l'assassinat du chroniqueur du Washington Post », insiste cette même source.

D. M. (À ISTANBUL)

Annexes 7

EN BREF

Italie : un ministre de la Ligue révoqué

Le Conseil des ministres italien a révoqué mercredi Armando Siri, un secrétaire d'État de la Ligue soupçonné de corruption et objet d'une polémique entre la Ligue et le Mouvement 5 étoiles.

La France reconnaît un chargement d'armes

Paris a reconnu mercredi qu'un navire saoudien allait effectuer un chargement d'armes françaises mais assuré n'avoir « aucune preuve » que celles-ci sont utilisées dans la guerre menée au Yémen par l'Arabie.

Une ONG attaquée à Kaboul

L'attaque lancée mercredi par les talibans contre l'ONG américaine Counterpart International à Kaboul s'est achevée plus de cinq heures après le retentissement d'une première explosion, et cinq personnes ont été tuées selon un dernier bilan.

EN BREF

Sept soldats tchadiens tués par des djihadistes

Sept militaires tchadiens ont été tués et quinze autres blessés dans la nuit de dimanche à lundi dans la région du lac Tchad lors d'une attaque perpétrée par des djihadistes nigériens de Boko Haram qui ont perdu 63 combattants.

Des armes françaises utilisées au Yémen, selon une note de l'armée

Des armes de fabrication française sont utilisées au Yémen dans des zones où résident des civils, rapporte lundi le site Disclose, sur la base d'une fuite d'un rapport de la Direction du renseignement militaire présenté au gouvernement en octobre.

Pompeo appelle Maduro à lever le blocus frontalier

Le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, a appelé dimanche le président Nicolas Maduro à lever le blocus frontalier pour laisser entrer l'aide humanitaire au Venezuela, lors d'une brève visite dans la ville de Cucuta (Colombie).

Annexe 8

ZOOM

Le cargo saoudien qui devait charger des armes françaises au Havre est reparti sans

Le cargo saoudien supposé embarquer des armes françaises à destination de l'Arabie saoudite s'est mis en mouvement vendredi à destination de l'Espagne, sans s'approcher du port du Havre où attendait son chargement contesté. « *Les armes sont à quai et le bateau est parti* », a déclaré à Reuters l'entourage du député communiste du Havre Jean-Paul Lecoq, qui avait interpellé mardi le gouvernement à ce sujet.

Selon son plan de route, le *Bahri Yanbu*, qui mouillait depuis mercredi à 30 km du Havre, devait ensuite faire route vers le port espagnol de Santander, selon le site Marine Traffic.

Le transfert annoncé de ces armements dont on ignore la nature - le collectif Disclose à l'origine de l'information a fait état de « *huit canons Caesar* » fabriqués par Nexter - a relancé en France et en Belgique, le débat sur l'opportunité de fournir des armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, engagés dans la guerre au Yémen depuis mars 2015 contre les rebelles chiïtes houthis, soutenus par l'Iran.

Annexes 9

samedi 11 - dimanche 12 avril 2020 LE FIGARO

22 L'ÉVÉNEMENT

Pendant la pandémie, les conflits armés

Si quelques trêves ont été annoncées, partout sur la planète les combats se poursuivent, les populations martyrisées

NICOLAS BAROTTE

EN 1918, la grippe espagnole n'a pas interrompu les combats de la Première Guerre mondiale. Mais l'épidémie a sans doute contribué à accélérer la fin des hostilités. 1920 a posé sur les forces et les espoirs. Les hôpitaux se remplissaient et les tranchées s'effondraient. À Berlin, l'Écrivain Kurt Tucholsky avait écrit une mise en garde : « Ce n'est pas une grippe, ni un coup de froid ou une peste, c'est une crise politique allemande », avait-il écrit, semblant anticiper la décade. Le virus a causé la mort de 25 à 50 millions de personnes dans le monde.

La même chose se passe aujourd'hui. La pandémie de coronavirus a été déclarée par les groupes séparatistes ou rebelles. En Afghanistan, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a exhorté les talibans à accepter une pause humanitaire au Yémen, un cessez-le-feu a été décrété par la coalition menée par l'Arabie saoudite contre les rebelles houthis. Un premier cas de coronavirus vient aussi d'être confirmé. Mais l'espoir d'une trêve humanitaire doit être tempéré. Les hostilités ont entretenu la trêve en attendant leurs adversaires de poursuivre leurs franges. En Syrie, ravagée par des années de guerre civile, la violence est latente et le climat incertain. L'épidémie pourrait être dramatique si elle se répandait parmi les populations civiles victimes de ces conflits. Particulièrement vulnérables, elles sont presque dépourvues de moyens médicaux. Dans les camps de réfugiés, la « distanciation sociale » est illusoire. Mais dans ces régions, le Covid-19 n'est pas parti sans espoir. Mais dans ces régions, le Covid-19 n'est pas parti sans espoir. Mais dans ces régions, le Covid-19 n'est pas parti sans espoir.

Le 4 mars 2020, des soldats français de l'opération « Barkhane » neutralisent un membre d'un groupe armé séparatiste dans le djenn du Libano-Gourma, au Mali.

En France, le ministère des Armées parlait de 600 patients la semaine dernière. Au Mali, quatre militaires de l'opération « Barkhane » ont été touchés par le Covid-19. L'État-major n'a pas indiqué l'origine de la contamination. Quoi qu'il en soit, il est pas question d'abandonner le quinquennat et de ne plus pouvoir remplir leurs missions.

En France, le ministère des Armées parlait de 600 patients la semaine dernière. Au Mali, quatre militaires de l'opération « Barkhane » ont été touchés par le Covid-19. L'État-major n'a pas indiqué l'origine de la contamination. Quoi qu'il en soit, il est pas question d'abandonner le quinquennat et de ne plus pouvoir remplir leurs missions.

continuent

étant maintenant menacées par le virus.

dit-on à l'Agence nationale de sécurité des systèmes informatiques. « Nous nous attendons à des attaques opportunistes. Mais pour l'instant, nous sommes plutôt rassurés. Il n'y a pas eu d'attaques majeures ni d'attaques majeures », poursuit-on. Si les attaques sont en augmentation, elles restent dans essentiellement la cybersécurité et l'identité numérique.

« Mais comme les cybercriminels, des acteurs étatiques peuvent tirer profit de la crise », prévient le général à la retraite Olivier Kempf, directeur du cabinet La Vigie et spécialiste des cybermenaces. « Ils peuvent tester les systèmes sensibles, acquiescer du renseignement, préparer des attaques futures en plaçant des backdoors, pour agir plus tard », explique-t-il. « Dans un rapport récent, le groupe Thales prévenait : « de plus

en plus de groupes pourraient par des États utiliser le thème du coronavirus pour mener des campagnes d'espionnage ». Il se cite les groupes Virus Paradise ou Mustang Paradise, liés à la Chine, ou Kinusky, liés à la Corée du Nord, qui auraient mené des attaques contre l'Arabie saoudite et la Russie, se serait-il, lors d'une attaque en Ukraine, en contact des chercheurs de Triaie dans des e-mails liés au Covid-19 émanant adressés par le ministre de la Santé ukrainien. Ce type d'offensive participe aussi d'une autre guerre qui, elle, a redoublé avec l'émergence de l'épidémie, la guerre de l'information, qui vise à affaiblir les sociétés en souffrant, via les rumeurs, le désastre et la crainte. ■

Un combattant houthis, à Sanaa au Yémen, le 2 avril.



Yémen : le virus arrêtera-t-il la guerre ?

Alors que le pays a annoncé vendredi son premier cas de coronavirus dans la province de l'Hadramout, les rebelles houthis soutenus par l'Iran ont rejeté le cessez-le-feu unilatéral décrété mercredi par l'Arabie saoudite, qui conduit une coalition militaire appuyée par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Cette trêve, censée entrée en vigueur jeudi matin pour une durée de quinze jours, pouvait conduire à une reprise des négociations afin de mettre un terme à une guerre qui dure depuis cinq ans et a tué des milliers d'habitants de ce pays, le plus pauvre de la péninsule arabique. Mais un porte-parole des rebelles houthis, qui contrôlent la capitale Sanaa et d'autres régions, a accusé la coalition d'avoir violé le cessez-le-feu après son entrée en vigueur. « L'agression n'a pas cessé (...) Il y a des dizaines de frappes aériennes continues », a déclaré Mohammed Abdelsalam. « Ce cessez-le-feu est une manœuvre politique et médiatique » pour améliorer l'image de la coalition « dans ce moment critique où le monde est confronté à une pandémie », a-t-il ajouté. L'état de la personne contaminée serait stable. Les équipes médicales ont pris toutes les précautions nécessaires pour éviter une éventuelle contamination, a indiqué le gouvernement, reconnu par la communauté internationale. Mais plusieurs ONG ont averti de répercussions potentiellement catastrophiques d'une épidémie dans un pays

Annexes 10

10

Libération Jeudi 23 Août 2015



Yémen

Un pays en voie de désintégration

La situation humanitaire à Sanaa et Aden devient dramatique, avec des civils pris en étau entre les forces loyales au président en exil, appuyées par l'Arabie Saoudite, et les rebelles houthis.

Par JEAN PIERRE PERRIN
D'un côté, c'est le feu de l'Union saoudienne qui bombarde sans cesse les Houthis, sans aucun regard pour les populations, vivant dans les zones de conflit. Du côté de l'autre, c'est le président en exil, appuyé par les forces loyales, qui s'acharne sur les Houthis. Les Houthis, eux, sont en train de prendre le contrôle de la capitale, Sanaa, et de s'acharner sur les forces loyales. La situation humanitaire est devenue dramatique, avec des civils pris en étau entre les forces loyales au président en exil, appuyées par l'Arabie Saoudite, et les rebelles houthis.

Libération Jeudi 23 Août 2015

www.libération.fr Facebook Libération @lib

11



Zones de violence au Yémen
Sanaa, la capitale, est contrôlée par les Houthis. Le sud est contrôlé par les forces loyales au président en exil. Le nord est contrôlé par les Houthis. Le sud-ouest est contrôlé par les Houthis. Le sud-est est contrôlé par les forces loyales au président en exil.

LES BOMBARDIEMENTS
Les forces saoudiennes ont bombardé Sanaa pendant plusieurs jours. Les Houthis ont riposté en bombardant les bases saoudiennes. Les forces loyales au président en exil ont également bombardé Sanaa.

LES BOMBARDIEMENTS
Les forces saoudiennes ont bombardé Sanaa pendant plusieurs jours. Les Houthis ont riposté en bombardant les bases saoudiennes. Les forces loyales au président en exil ont également bombardé Sanaa.

LES BOMBARDIEMENTS
Les forces saoudiennes ont bombardé Sanaa pendant plusieurs jours. Les Houthis ont riposté en bombardant les bases saoudiennes. Les forces loyales au président en exil ont également bombardé Sanaa.

LES BOMBARDIEMENTS
Les forces saoudiennes ont bombardé Sanaa pendant plusieurs jours. Les Houthis ont riposté en bombardant les bases saoudiennes. Les forces loyales au président en exil ont également bombardé Sanaa.

LES BOMBARDIEMENTS
Les forces saoudiennes ont bombardé Sanaa pendant plusieurs jours. Les Houthis ont riposté en bombardant les bases saoudiennes. Les forces loyales au président en exil ont également bombardé Sanaa.

LES BOMBARDIEMENTS
Les forces saoudiennes ont bombardé Sanaa pendant plusieurs jours. Les Houthis ont riposté en bombardant les bases saoudiennes. Les forces loyales au président en exil ont également bombardé Sanaa.

Annexe 11

20

Libération Lundi 27 juillet 2015

IDÉES/

Yémen: crimes de guerre et pénuries extrêmes

Depuis fin mars, début des affrontements entre le mouvement rebelle houthis et la coalition internationale menée par l'Arabie Saoudite, Médecins sans frontières a pris en charge au Yémen près de 7 000 blessés de guerre.

Les équipes de Médecins sans frontières (MSF) ont vu mourir au Yémen des femmes enceintes ou des enfants arrivés bien trop tard au centre de santé, faute d'avoir trouvé de l'essence ou après s'être terre de jours dans l'attente d'une accalmie dans les combats. Certaines personnes ayant besoin de soins en urgence sont mortes aux baraquements pour les combattants, empêchés d'aller plus loin. Médecins sans frontières a aussi pris en charge les victimes des bombardements de la coalition: fin mars, quand le camp de déplacés d'El Mourra, dans le gouvernement de Hajjah, a été bombardé, touchant au moins 34 personnes, dont 29 étaient déjà mortes en arrivant à l'hôpital; fin mai, dans la ville de Taiz, quand un camion-citerne a été bombardé, brûlant grièvement 184 personnes; ou le 4 juillet, quand ses équipes ont soigné près de 70 blessés à Houti-Houan, dans le nord-ouest du Yémen, après que plusieurs frappes aériennes ont ciblé un marché en pleine activité au moment de la rupture du jeûne du ramadan. Les Houthis n'ont pas été en reste: à Aden, depuis des semaines, ils bombardent régulièrement des zones résidentielles densément peuplées. En 19 juillet, tandis que les combats pour la reprise de la ville par la résistance du sud faisaient rage, ils ont pilonné un quartier résidentiel très densément peuplé. En à peine quelques heures, 150 blessés, femmes, enfants, personnes âgées affaiblies dans l'hôpital de MSF, 24 étaient déjà morts à l'arrivée. Et plusieurs dizaines de corps sont restés à l'extérieur de

l'hôpital, saturé. Dans l'ensemble du pays, la population subit de graves pénuries, qui menacent la survie de ses franges les plus vulnérables: nourriture, médicaments et essence se font de plus en plus rares. Rupte de carburant pour les générateurs et les stations de pompage, certains hôpitaux ne fonctionnent plus, et l'accès à l'eau potable est devenu extrêmement problématique. La population fait la queue des heures, voire des jours, pour tenter d'obtenir de l'essence aux stations-services, espérant pouvoir fuir les zones de combat - ou simplement pouvoir transporter un blessé ou un malade à l'hôpital le plus proche. La saison du paludisme a commencé et les cas suspects de fièvre hémorragique augmentent. Si jusqu'à présent, MSF a pu obtenir les autorisations pour faire entrer plus de cent tonnes de médicaments et de matériel médical dans le pays, il n'en va pas de même pour les structures du ministère de la Santé, ni pour les cliniques privées, qui ne sont plus approvisionnées du tout. Dans certains endroits comme à Aden, le prix de la farine a augmenté de 70%, la viande est presque plus accessible. A Khamb'ou à Saada, les données collectées par MSF indiquent que 15% des enfants sont mal nourris. Crimes de guerre et pénuries extrêmes: la population est donc soumise à une double peine, imposée par la condamne des parties au conflit mais aussi par la résolution 2236, adoptée en avril, par le Conseil de sécurité des Nations unies. Proposée par la Jordanie et activement soutenue par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, cette résolution sous chapitre VII, dont la finalité affichée était de mettre fin aux violences au Yémen, a notamment imposé un embargo sur les armes à destination des Houthis. La coalition militaire obtenait ainsi un chèque en blanc pour bombarder les biens et équipements de nature à pouvoir conférer un avantage militaire aux rebelles: routes, aéroports, ports, stations d'essence, et pour imposer des mesures de restriction au commerce aérien et

maritime, qui est rapidement conduit à couper l'ensemble du pays de l'extérieur. Force est de constater que cette résolution s'est trompée de cible: loin de «mettre fin aux violences», elle a alimenté l'ardeur au combat des parties au conflit et étiré la population. Au-delà de quelques rares convois, les Nations unies, qui ne cessent d'afficher leur vive préoccupation au sujet de la détérioration de la situation humanitaire, n'ont pas établi de voie de ravitaillement pour les médicaments, la nourriture et le carburant. Comme nous sommes en train de le vivre à Aden, il est à craindre qu'à court terme, les offensives menées par la coalition pour reprendre les territoires conquis par les Houthis s'accompagnent de violences accrues contre les civils pris en étau entre les belligérants et exposés à des reperi-

Au-delà de quelques convois, les Nations unies, qui ne cessent d'afficher leur vive préoccupation au sujet de la détérioration de la situation humanitaire, n'ont pas établi de voie de ravitaillement pour les médicaments, la nourriture et le carburant.

saillies armées. Et que ces violences soient assumées, par les pays soutenant la coalition dans sa volonté de «libérer le Yémen» colle que colle, comme un donnieu collectif acceptable. On ne fait pas d'omertés sans causer des souffrances, et en les cause d'autant plus facilement que leur sort intéresse peu les chancelières, comme nous l'avons fait percevoir les diplomates que nous avons tenté de mobiliser ces derniers mois, à Paris, Genève, ou Washington, sur la nécessité de faire pression sur les belligérants afin d'épargner les civils. Il est encore temps que les États qui portent la responsabilité du conflit humain du conflit mettent tout en œuvre pour le diminuer, en sanctionnant comme tels les crimes de guerre de toutes les parties au conflit et en rétablissant de toute urgence l'accès de la population à des services essentiels.



Par **MÉGO TERZIAN**
Docteur et président de Médecins sans frontières (MSF).



Annexe 12

8 MONDE

Libération Mardi 28 Novembre 2017



Attaque de Barcelone: pas de compléxité en France Selon nos informateurs, les policiers français ont minutieusement épucé les répertoires téléphoniques des deux jihadistes catalans qui s'étaient rendus à Paris. L'un d'eux, Younès Abouyaqoub, serait le conducteur de la camionnette ayant percuté la foule des Ramblas. Plusieurs personnes ont été placées sous surveillance appuyée, sans résultats pour l'instant. «Hypothèse la plus probable est celle d'un repérage de la tour Eiffel en vue d'une attaque simultanée Paris-Barcelone», estime une source proche de l'enquête. A lire sur Libération.fr



Dans un service spécialisé dans les problèmes liés à la malnutrition, mercredi à Sanaa, la capitale yéménite. PHOTO KHALID ABDULLAH REUTHERS

Crimes de guerre au Yémen: la Cour pénale internationale saisie

«Libération» a pu consulter la plainte d'une ONG britannique à la CPI. Elle dénonce les actes des mercenaires déployés au sein d'un pays qui n'a pourtant pas signé le traité de Rome.

Par JULIE BRAFFMAN et LUC MATHIEU

L'association Arabo-Organisation for Human Rights in the United Kingdom porte plainte ce mardi auprès du

procureur de la Cour pénale internationale (CPI) pour demander l'ouverture d'une enquête sur les crimes de guerre perpétrés au Yémen. L'initiative, inédite, est soutenue par un raisonnement juridique qui l'est tout autant. Le Yémen n'étant pas ratifié le traité de Rome, la compétence de la CPI n'est, a priori, pas établie. Le Conseil de sécurité de l'ONU, qui aurait pu décider de saisir la juridiction internationale ne l'a pas fait. La plainte, que Libération a pu consulter, se base donc sur un nouveau fondement qui permet de contourner la difficulté de la compétence: elle vise directement les mercenaires -dont le recrutement est interdit par le droit international- qui agissent au Yémen

pour le compte des Emirats arabes unis, dans le cadre de la coalition. Aucun chiffre officiel n'a été rendu public, mais d'après la publication *Middle East Eye*, citée par le document, sur 10000 hommes envoyés par la coalition au Yémen, 1500 au moins auraient été déployés par les Emirats arabes unis. **Choléra.** Certes, le pays n'a pas ratifié le traité de Rome, «mais comme il utilise des mercenaires de différentes nationalités, cela donne compétence à la cour pour enquêter sur les crimes qu'ils ont commis», explique M^{rs} Joseph Bebbam, avocat de l'association anglaise. Ces mercenaires soupçonnés d'être les auteurs de crimes de guerre proviennent d'Afri-

que du Sud, d'Australie, du Chili, de Colombie, du Panama ou du Salvador, soit des pays qui sont tous signataires du traité de Rome. Dans la plainte, il est ainsi précisé: «La cour est compétente pour les crimes commis par les mercenaires dès lors qu'ils ont agi avant mars 2015, à l'exception du Salvador pour lequel sa compétence ne prend effet qu'à partir du 1^{er} mai 2015.»

Depuis mars 2015, le conflit au Yémen a fait près de 9 000 morts et plus de 50 000 blessés, selon les Nations unies. Ces chiffres sont sous-estimés, n'ayant plus été mis à jour depuis plusieurs mois, et englobent pas les décès dus à l'épidémie de choléra qui touche plus de 900 000 personnes.

La situation humanitaire est catastrophique. L'ONU dit craindre «la plus grande famine» de ces dernières décennies. Plus de 20 millions de personnes, sur une population d'environ 27 millions, ont besoin d'aide pour survivre. Les prix des denrées de base, dont l'essence, indispensables pour faire tourner les générateurs d'électricité, ont explosé. Les hôpitaux et centres de soins ne fonctionnent que rarement, faute de personnel et de médicaments. «Nous estimons que toutes les dix minutes, un enfant meurt au Yémen de maladies pouvant être évitées. [...] Aujourd'hui, il est juste de dire que le Yémen est l'un des plus endroits sur Terre pour être un enfant», a déclaré dimanche le directeur

général de l'Unicef pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Geert Cappelaere. Les lignes de front sont, elles, figées depuis plusieurs mois. D'obédience chiite, les rebelles houthis, venus du Nord, contrôlent toujours Sanaa, la capitale. Ils ont le soutien des forces restées fidèles à l'ancien président, Abi Abi al-Hadi Saleh. En face, les troupes loyales de son successeur, Abd Rabo Mansour Hadi, stagnent sur le sud du pays, dont Aden. Elles ont renoncé du terrain à partir du printemps 2015 lorsque le prince héritier, l'arabe Saoudite et les Emirats arabes unis ont décidé d'intervenir et de mobiliser hommes au sol et avions. Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, dit MBS, accuse les houthis d'être à la solde de l'Iran chiite, le grand rival de Riyad. Début novembre, l'Arabie Saoudite a imposé un blocus au Yémen, après l'interception d'un missile tiré depuis les zones hostiles. Riyad a affirmé que le missile était de fabrication iranienne, sans toutefois apporter de preuve. Le blocus a été partiellement levé depuis, sous la pression des Nations unies.

Armes prohibées. L'association britannique dénonce ainsi les crimes de guerre sous trois formes: la torture, l'utilisation d'armes prohibées et les attaques indiscriminées contre des civils. Désormais, le procureur de la CPI qui recevra la plainte devra enquêter pour vérifier ces allégations. «S'il estime qu'elles sont crédibles, il ouvrira une chambre de la cour pour une audience préliminaire qui lui permettra d'engager des poursuites», développe M^{rs} Joseph Bebbam. Néanmoins, selon l'avocat, un procès des mercenaires et des commanditaires reste une éventualité incertaine et, en tout cas, très lointaine: «L'objectif à court terme est que l'on parle de la guerre au Yémen. Et si cela va plus loin, cela sera la première fois que la cour poursuit des mercenaires. Ce qui serait important, car cela permettrait de cesser le mur d'impunité de certains pays comme le Etats-Unis, qui ont recours.»

Annexe 13

Le Yémen, terre de conflits par procuration

L'Iran soutient l'insurrection houthiste que les monarchies du Golfe cherchent à contrer

Il y a quelque année à voir l'armée de l'air saoudienne bombarder les milices houthistes reliées à la dernière dynastie yéménite par la religion, le zaidisme, une variante du chiisme, avec bientôt l'aide de l'Égypte. Il y a cinquante ans, le royaume saoudien était en effet aux côtés des troupes restées fidèles à l'imamat, et opposé au coup d'État soutenu par la Caïre déclenché en 1962 après la mort du dernier des rois de l'Arabie heureuse. Depuis plus d'un demi-siècle, ce vaste territoire, que la géographie rend difficilement contrôlable et où est ancrée une complexe organisation tribale, n'a cessé d'être une terre de conflits par procuration.

Le premier à opposé deux des principales puissances arabes, de 1962 à 1970, l'Égypte de Nasser, exportateur d'un modèle de socialisme militaire, se heurte à la dynastie saoudienne hostile à la République arabe du Yémen proclamée par des officiers. Un conflit auquel Israël, pas mécontent de voir son ennemi égyptien englué dans un affrontement meurtrier, aurait même participé discrètement. Après cinq ans de combats, la déroute de l'Égypte au cours de la guerre de 1967 contre l'État juif précipite le retrait des troupes déployées par Nasser. Trois ans plus tard, un accord consacre la fin de la famille régnante et la victoire des républicains.

À partir de 1968, le retrait britannique d'Aden et des protectorats rivaux que Londres avait volontairement installés tout au long de cette partie de la route des indes pour mieux les contrôler permet la création de la République populaire du Yémen, d'inspiration marxiste. Elle s'impose sur la majorité des territoires qui s'étendent à l'est de la République arabe

du Yémen constituée six ans plus tôt. Cette division entre, au nord, la République arabe du Yémen et, au sud, la République démocratique populaire du Yémen devient un enjeu de la guerre froide, Aden passant dans l'orbite soviétique. La fracture s'achève lors de l'unification de 1990, facilitée par l'effondrement du bloc communiste. Elle s'opère au profit du Nord, dirigé depuis 1978 par un officier zaidite sorti du rang, Ali Abdallah Saleh. Le Sud, qui dénonce rapidement le « colonialisme » du Nord, tente de reprendre son autonomie en 1994. Mais la guerre qui s'ensuit tourne à son désavantage, en dépit du soutien tacite et paradoxal apporté par l'Arabie saoudite au camp marxiste.

Échec du dialogue

Au cours de la même décennie, le Yémen est touché par un autre facteur de déstabilisation avec le retour des « Afghans » partis faire le djihad contre les troupes soviétiques. Une partie de ces soldats perdus sont recrutés par Al-Qaïda. Après l'attaque contre un bâtiment de la marine américaine amarré à Aden en 2000, revendiqué par l'organisation djihadiste, le pays devient une ligne de front de la guerre opposant les États-Unis aux groupes devenus Al-Qaïda dans la péninsule Arabique.

Use par un long conflit contre une rébellion zaidite dans le nord du pays considéré comme défavorable, Ali Abdallah Saleh est contraint par les Saoudiens de quitter le pouvoir en novembre 2011. Cette mise à l'écart permet dans un premier temps l'ouverture d'un dialogue national consacré aux multiples fractures politiques, religieuses, régionales et socio-économiques d'un pays qui compte parmi les plus pauvres du monde en raison de décennies de conflits incessants. Mais l'échec de ce dialogue a ravivé les tensions et ouvert au contraire une nouvelle guerre par procuration. Elle oppose cette fois-ci à l'Iran, par l'intermédiaire de l'insurrection houthiste, l'Arabie saoudite et les autres pays du Golfe – à l'exception d'Oman, intermédiaire historique entre la République islamique et les monarchies de la péninsule Arabique ■

Dans les années 1990, le pays est déstabilisé par le retour des « Afghans » partis faire le djihad contre l'URSS



DOLCE & GABBANA

MOD. DC ZW 179/1
DOLCE&GABBANA.IT

G. P.

Annexe 15

16 | INTERNATIONAL

Yémen : l'usage contesté des armes françaises

Un collectif de journalistes nuance la version selon laquelle les matériels n'ont que des fonctions « défensives »

La position française est-elle encore tenable dans le gironc au Yémen ? Pour savoir de quoi de continuer de livrer depuis 2015, des armes à l'Arabie saoudite et aux États-Unis, les deux principaux acteurs de la coalition arabe engagée contre les rebelles houthis dans le sanglant conflit yéménite, Paris se trouve soupçonné de participer à une guerre sale. Un collectif de journalistes français, d'ici, accuse ainsi la France de « mensonge d'État », hanté à tort le collectif contre l'affirmation du gouvernement selon laquelle les matériels français n'auraient que des fonctions « défensives ». Il se fonde sur une note de la direction du renseignement militaire (DRM) d'octobre 2016 évaluant l'action de la coalition et détaillant le rôle des armements acquis par les protagonistes.

La note, fregée du « confidentiel défense spécial France », un des plus hauts niveaux de classification, a été établie par le DRM pour le comité restreint du 3 novembre 2016 à l'État. À l'époque, la coalition arabe relance l'assaut contre Houthis, sur la mer Rouge, sans guère de résultat. Le renseignement militaire français estime que, malgré ses déclarations substantielles, elle n'est pas en mesure de reprendre le premier port du pays, attaqué dès juin.

100 000 personnes déplacées

À Paris, la situation est terrifiante. Les Français et les Français ont été déplacés par la coalition arabe. Mais on est sûr de continuer d'humilier les innocents d'armes saoudites et américaines. Les « opérations stratégiques » qui sont lancées à l'ouest de la mer Rouge, sans guère de résultat. Le renseignement militaire français estime que, malgré ses déclarations substantielles, elle n'est pas en mesure de reprendre le premier port du pays, attaqué dès juin.

Les armes françaises utilisées au Yémen selon « Disclose »



Vue de Sanaa, après un bombardement aérien de la coalition menée par les saoudites, le 30 avril. (GALILÉO/AGF/REUTERS)

me de tous types ont été menées par la coalition arabe. Mais on est sûr de continuer d'humilier les innocents d'armes saoudites et américaines. Les « opérations stratégiques » qui sont lancées à l'ouest de la mer Rouge, sans guère de résultat. Le renseignement militaire français estime que, malgré ses déclarations substantielles, elle n'est pas en mesure de reprendre le premier port du pays, attaqué dès juin.

tres d'opération les plus recueils du conflit, dominés par les forces saoudites. Depuis 2015, l'Arabie saoudite a été impliquée dans le conflit au Yémen. Les forces saoudites ont été impliquées dans le conflit au Yémen. Les forces saoudites ont été impliquées dans le conflit au Yémen.

35 civils sont morts lors de 52 bombardements entre mars 2016 et décembre 2018 dans le champ d'action des Caesars français

des opérations saoudiennes et l'aviation saoudienne bénéficie d'une aide américaine au combat, rappelle le DRM, mais l'impact humain est « très limité ». L'aviation saoudienne bénéficie d'une aide américaine au combat, rappelle le DRM, mais l'impact humain est « très limité ». L'aviation saoudienne bénéficie d'une aide américaine au combat, rappelle le DRM, mais l'impact humain est « très limité ».

le coalition arabe » avec 1000 hommes, qui livrent plusieurs et des combats. Les forces armées saoudiennes ont été impliquées dans le conflit au Yémen. Les forces saoudites ont été impliquées dans le conflit au Yémen.

Les forces saoudites ont été impliquées dans le conflit au Yémen. Les forces saoudites ont été impliquées dans le conflit au Yémen. Les forces saoudites ont été impliquées dans le conflit au Yémen.

NATHALIE GIBERT ET JULIEN GIBERT

Annexe 16

Au Yémen, bombardement meurtrier de la coalition menée par Riyad

Au moins 65 personnes ont péri à Taëz dans des raids aériens

Au moins sept frappes aériennes de la coalition menée par l'Arabie saoudite au Yémen ont touché, vendredi 21 août, une banlieue densément peuplée de la périphérie de Taëz, la troisième ville du Yémen (600 000 habitants), faisant au moins 65 morts, dont des femmes et des enfants, et 23 blessés, a rapporté Médecins sans frontières (MSF), qui maintient des équipes dans cette ville. Ces frappes comptent parmi les plus meurtrières du conflit engagé fin mars et qui a fait au moins 4 300 morts, dont de nombreux civils, selon l'ONU.

Des responsables des services de sécurité yéménites ont affirmé que la coalition avait répondu à des bombardements des rebelles houthistes, menés jeudi depuis le quartier de Sala vers des zones résidentielles, qui avaient tué 23 civils – un chiffre invérifiable de source indépendante. La coalition a frappé de façon répétée, depuis quatre mois, des cibles non militaires et pilonne les axes de communication. Les deux parties mènent également des attaques depuis des zones civiles, près d'hôpitaux ou d'écoles, usant d'armes imprécises, selon un rapport publié mardi par Amnesty international, qui a demandé à l'ONU

d'ouvrir une enquête pour crimes de guerre.

Les forces loyales au président en exil à Riyad, Abd Rabo Mansour Hadi, aidées par des milices séparatistes sudistes, tribales et des groupes djihadistes, ont repris, mi-juillet, le grand port du sud du pays, Aden, aux rebelles houthistes, d'obédience chiite et supposés être soutenus par l'Iran. Ces forces remontent actuellement vers le nord, avec le soutien d'unités terrestres émiraties et saoudiennes. Mais la route de Taëz est une zone montagneuse, que les chars émiratis – notamment des chars français Leclerc – auront du mal à atteindre.

Le port d'Hodeïda bombardé

Dans les collines sur lesquelles est bâtie Taëz, des forces locales de la « résistance populaire », notamment affiliées au parti Al-Islah des Frères musulmans, affrontent les houthistes dans des combats anarchiques. « Il est difficile pour les houthistes de tenir Taëz, qui ne leur est pas acquise », dit Farea Al-Muslimi, analyste au centre Carnegie pour le Moyen-Orient. Les affiliations politiques (progressistes, baasistes...) y sont anciennes et diverses. M. Al-Muslimi craint que la coalition ne tente de pousser son

avantage militaire plus au nord, vers les zones houthistes. « *Maintenant, il y a une possibilité pour toutes les parties de parler de paix* », estime l'analyste, alors que le président Hadi a proposé un cessez-le-feu de deux semaines, dans la nuit de vendredi à samedi, et que des négociations ont lieu à Oman.

Sur le plan humanitaire, le Yémen a atteint un nouveau stade dans la crise, avec le bombardement, mardi, par la coalition, du port d'Hodeïda, tenu par les houthistes, par où transite une large part de l'aide humanitaire internationale. La Maison Blanche s'est dite, jeudi, « *vivement préoccupée* » par cette attaque menée contre le port, aujourd'hui à l'arrêt.

Depuis deux semaines, le gouvernement yéménite en exil laisse entendre que ce port doit céder le pas à celui d'Aden, où il reprend pied. Mais la volonté du gouvernement de laisser acheminer l'aide d'Aden vers les zones sous contrôle des houthistes est loin d'être garantie. Un navire marchand a accosté à Aden vendredi, le premier depuis le début du conflit. Le terminal conteneurs reste largement endommagé, et n'a plus les capacités de stockage nécessaires pour nourrir le pays. ■

LOUIS IMBERT

Annexe 17

Des dizaines de morts dans un bombardement sur un mariage

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, a réclamé, lundi 23 avril, une enquête sur des frappes qui ont fait plusieurs dizaines de morts dimanche au Yémen, lors d'un mariage, raids attribués par les rebelles à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite. «*Le secrétaire général condamne*

fermement les attaques aériennes sur un mariage à Hajjah et sur des véhicules civils à Taz, où au moins cinquante civils, dont des enfants, auraient été tués», indique un communiqué de l'ONU. – (AFP.)

Annexes 18

msf.fr

MEDICINS SANS FRONTIÈRES

DÉCOUVRIR MSF AGIR AVEC MSF ÉCLAIRAGES Espace donateurs FAIRE UN DON

Yémen 2014 – 2017 : les événements clés du conflit en timeline

4 AVRIL 2018 - MSF À JOUR LE 25 JUILLET 2018



Mohammad Ahmed docteur de l'hôpital rural d'Abs, Yémen, Septembre 2017. © MSF

ÉCLAIRAGE À LIRE SUR LE SUJET OPÉRATION LIÉE

f
t
i
e

MEDICINS SANS FRONTIÈRES

DÉCOUVRIR MSF AGIR AVEC MSF ÉCLAIRAGES Espace donateurs FAIRE UN DON

Yémen : « Ce conflit semble sans fin, mais il faut bien faire quelque chose »

30 NOVEMBRE 2017 - MSF À JOUR LE 26 MARS 2018



© Guillaume Binet/MSF

L'hôpital MSF d'Aden, où Tatiana a travaillé, photographié en juillet 2015. © Guillaume Binet/MSF

Annexe 19



Paris, jeudi 17 mars 2016

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

YÉMEN : SIX ONG INTERNATIONALES ALERTENT SUR UNE CATASTROPHE HUMANITAIRE OUBLIÉE

Un an après le début du conflit au Yémen, six organisations non gouvernementales (ONG), qui travaillent actuellement au Yémen, alertent la communauté internationale sur l'une des plus **graves catastrophes humanitaires actuelles**. C'est dans l'indifférence générale que le Yémen s'enfonce dans le chaos. **Les bombardements aériens et les combats ont considérablement aggravé la situation humanitaire des populations de ce pays, le plus pauvre de la péninsule arabique.**

Une crise humanitaire de grande ampleur

« Aujourd'hui le Yémen est confronté à l'une des crises alimentaires les plus graves au monde, associée à une crise sanitaire de grande ampleur : huit personnes sur dix n'ont pas accès à une eau potable et beaucoup n'ont pas accès à la santé. On compte plus de 2,5 millions de personnes déplacées depuis le début du conflit. » déclare Hanalia Ferhan, chef de mission d'ACTED au Yémen. Une génération entière est en passe d'être sacrifiée du fait d'une paupérisation grandissante de la population et du manque d'accès aux services de base. « La situation au Yémen s'est rapidement dégradée dans l'indifférence générale. Ce conflit a engendré une crise humanitaire sans précédent. 82% de la population a besoin d'une aide d'urgence. La moitié de la population, soit 14,4 millions de personnes, est en situation d'insécurité alimentaire du fait de la perte de leurs sources de revenus et de la flambée des prix des aliments. », alerte Violaine Gagnet, responsable des urgences de CARE France.

De nombreux obstacles limitent l'aide

Les organisations humanitaires sont extrêmement inquiètes de la situation, les besoins sont colossaux et il n'a jamais été aussi compliqué de travailler sur place. Les équipes doivent négocier quotidiennement l'accès aux populations afin de pouvoir mettre en œuvre les programmes de réponse à l'urgence dans un contexte sécuritaire extrême. « 25% des centres de santé sont détruits ou ne fonctionnent plus. Sans réaction rapide, les civils vont continuer d'être les premières victimes de ce conflit. La population et son personnel soignant doivent être protégés et les structures de soins sanctuarisées. Dans le respect du droit international, l'accès aux blessés doit être facilité pour les professionnels de santé » affirme le docteur Jean-François Corty, directeur des Opérations Internationales de Médecins du Monde. L'ONG Handicap International appelle, quant à elle « l'ensemble des parties aux conflits à cesser immédiatement tout bombardement des civils et toute utilisation d'armes explosives en zones peuplées », martèle Jean-Pierre Delomier, Directeur de l'action humanitaire.

En raison de l'urgence de la situation, nos associations appellent la communauté internationale à se mobiliser pour obtenir un cessez-le feu immédiat, l'accès sans entrave aux populations, l'application du Droit International Humanitaire dans la conduite des hostilités et une reprise rapide des négociations de paix. La crise au Yémen est depuis trop longtemps passée sous silence, en particulier par la France. « La réponse militaire à cette crise est un échec. Chaque Etat doit aujourd'hui s'impliquer davantage sur les fronts diplomatique et humanitaire et faire son maximum pour mieux protéger les civils, que ce soit par une pression accrue sur les parties au conflit, la mise en place de mécanismes de suivi sur les potentiels crimes de guerre observés et l'extension de l'embargo sur les armes à toutes les parties violant les lois de la guerre au Yémen » demande Isabelle Moussard-Carlson, Directrice régionale Moyen Orient pour Action contre la Faim.

À l'issue de la conférence les six ONG demandent que le droit international humanitaire soit respecté au Yémen. Elles appellent à l'application d'un cessez-le-feu immédiat qui faciliterait le déploiement de l'aide et permettrait de répondre à l'immensité des besoins humanitaires. Elles demandent une implication diplomatique internationale accrue pour mettre fin à ce conflit dévastateur dont les civils sont encore une fois les premières victimes.

Annexe 20



Résumé :

Le Yémen est ravagé depuis cinq ans par une guerre opposant les Houthistes (rebelles chiïtes) soutenus par l'Iran et les forces gouvernementales du Président Hadi portées par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite.

A l'heure de la mondialisation, l'actualité internationale prend une place importante au sein des systèmes d'information. Cependant, face à ce flux de nouvelles constant, les médias opèrent des choix en s'appuyant sur une règle déterminante « qu'est ce qui va intéresser le lecteur ? ». C'est à partir de cela que certaines informations sont mises sur le devant de la scène tandis que d'autres font l'objet d'un traitement médiatique moindre voire inexistant.

Le Yémen, à l'abri des regards extérieurs est devenu le théâtre de multiples conflits enchevêtrés. Fréquemment associé aux sujets relatifs au terrorisme et à la violence au sein des médias traditionnels et internationaux, la complexité des réalités yéménites ont pour conséquence, la réduction des couvertures médiatiques aux stéréotypes. Pays fermé, inaccessible aux journalistes étrangers ou aux correspondants yéménites des médias, la transmission de l'information est depuis plusieurs années réduite au silence. Alors que le conflit armé est souvent décrit comme une « guerre cachée » ou une « guerre oubliée », les organisations non gouvernementales (ONG) et les médias indépendants réclament que l'on en parle davantage afin de pallier l'omerta et le halo de silence qui l'entourent.

Mots clés : Yémen, guerre, conflit, medias, presse, France, religion, visibilité, occultation, Arabie saoudite, Iran, ONG